

سكنا من الدول

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12994 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beauvère-Méry Directeur : André Fontaine - VENDREDI 7 NOVEMBRE 1986

Que faire de la Syrie ?

Maîtriser les accents de sincérité, M. Chirac n'a pas entièrement convaincu, mercredi, à l'Assemblée nationale, lorsqu'il a répliqué à M. Fabius qui venait de l'accuser d'avoir recouru à un « double langage » à propos de la Syrie.

En bon politicien, le premier ministre a préféré répondre à une question qui ne lui était pas posée : la France doit-elle rompre ses relations diplomatiques avec Damas en signe de solidarité avec la Grande-Bretagne ? Aucun dirigeant britannique, à notre connaissance, n'a présenté une telle demande aux Européens.

La vraie question, celle qu'a esquissée M. Chirac, est d'une autre nature : comment la France doit-elle se comporter à l'égard d'un Etat dont la responsabilité est apparemment engagée dans une tentative d'assassinat visant plusieurs centaines de passagers d'un avion civil ? Cette question, le premier ministre préfère ne pas trop l'entendre, même s'il se dit prêt à « exprimer notre entière solidarité avec la Grande-Bretagne le 10 novembre », reconnaissant ainsi implicitement que les indications fournies par Londres à la DST sur le rôle de la Syrie dans l'affaire du Boeing d'EI Al sont souverainement vraies. Mais M. Chirac ajoute aussitôt qu'il n'existe « aucune preuve » d'une responsabilité syrienne dans les attentats perpétrés en septembre dernier à Paris.

La lutte antiterroriste, pour être efficace, comporte toujours d'importantes zones d'ombre. Mais elle implique aussi cette fameuse coopération européenne dont on a vu à quelques semaines de l'été. Force est de constater que pour les dirigeants français, une telle coopération ne doit pas se limiter à des intérêts nationaux conjoncturels.

Quelle sont-ils ? Pour faire bonne mesure, M. Chirac a invoqué une nouvelle fois « la politique arabe définie par le général de Gaulle ». La formule est habile : malheureusement, le terrorisme d'Etat auquel font face aujourd'hui les démocraties n'existe pas du temps du général sous la forme qu'il revêt actuellement : personne ne peut dire quelle aurait été la réaction du fondateur de la V^e République à l'égard d'un pays soupçonné d'avoir fait assassiner l'un de ses ambassadeurs.

De même, on peut se demander si le général de Gaulle aurait été d'accord avec la définition esquissée par M. Jacques Chirac de sa propre politique au Proche-Orient : « développer de bonnes relations avec chacun des Etats » de la région. Est-ce bien là un programme ? N'est-ce pas plutôt la quadrature du cercle ? Comment être en même temps l'ami d'Irak, celui de l'Irak, établir de bonnes relations avec l'Iran, en maintenant de courtoisie avec la Syrie, continuer d'être présent au Liban et restaurer les Palestiniens ?

Telle est la vraie question à laquelle M. Chirac devrait répondre. Ce ne sera pas facile, compte tenu du poids des otages et du choc des bombes terroristes.

Dernière question : M. Fabius était-il le mieux placé pour mettre en doute une politique qui reste pour l'essentiel la prolongation de celle menée, avant le 18 mars dernier ? C'est, après tout, à 1882 et 1884 que remontent la signature des derniers contrats de vente d'armes au profit de la Syrie, c'est-à-dire, après l'assassinat de Louis Dole, et après l'attentat de la rue Marbeuf. M. Fabius ne peut pas non plus oublier le voyage de M. Mitterrand à Damas, en 1984, au cours duquel le président de la République avait cru bon de découvrir un certificat de bonne conduite au président Assad.

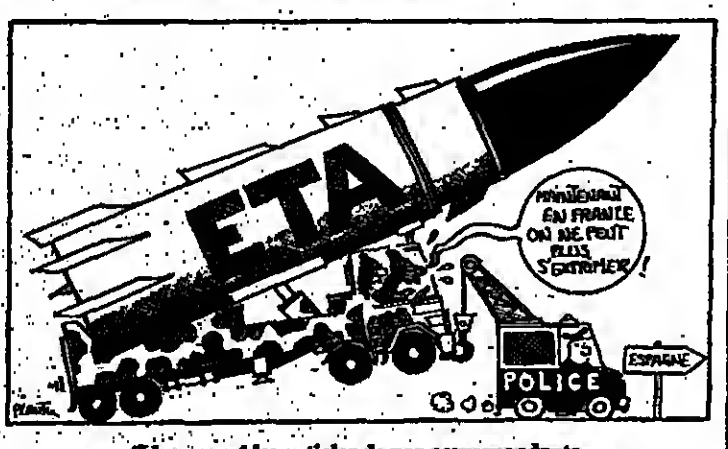
(Lire nos informations page 5 et page 6, l'article de FRANÇOISE CHIPAUX : « Une mauvaise passe »).

Le jour de la visite de M. Chirac à Madrid

Sept Basques sont remis à la police espagnole

Quatre réfugiés basques espagnols et trois travailleurs frontaliers ont été remis, ce jeudi 6 novembre à 0 h 30, à la police espagnole. Cette opération, qui coïncide avec le voyage, le jour même, de M. Jacques Chirac à Madrid, fait suite à la découverte, mercredi, d'une importante cache d'armes dans une entreprise de Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), où travaillaient les sept personnes reconduites à la frontière.

Sur commission rogatoire d'un juge de Bayonne, une centaine de policiers avaient investi les bâtiments de la société Sokoa, spécialisée dans le matériel de bureau. Dans une cache, les policiers ont saisi trois lance-missiles et leurs projectiles, une vingtaine de pistolets, des explosifs, plusieurs centaines de cartes d'identité espagnoles vierges, et 1 million de francs en diverses devises.



(Lire page 4 les articles de nos correspondants PHILIPPE ETCHÉVERRY et THIERRY MALINAK.)

Déplorant des indiscretions

M. Chalandon rappelle à l'ordre le Conseil d'Etat

Après la polémique déclenchée à l'automne par des responsables de la majorité contre le Conseil constitutionnel, c'est le Conseil d'Etat qui devient la cible de l'actuelle majorité. Ainsi M. Albin Chalandon, garde des sceaux, a-t-il écrit au vice-président du Conseil d'Etat, M. Pierre Nicolay, pour lui demander de « réfléchir ».

Ce rappel à l'ordre est consécutif à la parution dans la presse de la teneur de l'avis (négatif) du Conseil d'Etat sur la réforme du code de la nationalité, parution « déplorée » par M. Chalandon. « Ainsi se trouve affaibli le crédit de cette institution dont certains commencent à dire qu'elle se comporte plus en assemblée politique qu'en organisme chargé de donner des consultations juridiques au gouvernement », a déclaré M. Chalandon le mercredi 5 novembre à l'Assemblée nationale.

Politisation ?

Le rôle du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat a pris, depuis quelques années, une importance considérable dans l'équilibre des pouvoirs. Appelées couramment « Hautes Juridictions » dans la mesure où leurs décisions et leurs arrêts ne sont susceptibles ni d'appel ni de cassation, ces institutions jouent d'un poids de plus en plus politique, alors que leur vocation originelle consistait strictement à « dire le droit » : telle est l'argumentation de leurs adversaires d'aujourd'hui, qui sont souvent leurs défenseurs d'hier. Ainsi va le discours politique : il fluctue selon que l'on est au pouvoir ou dans l'opposition.

Des membres du Conseil constitutionnel, tout comme des conseillers d'Etat, reconnaissent toutefois qu'une telle évolution s'est effectivement produite. Ils admettent qu'au cours de leurs délibérations les options politiques des uns ou des autres — qui sont connues de tous — peuvent transparaître à travers les arguments juridiques avancés.

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 9.)

Les élections aux Etats-Unis

Taux de participation : 37,3 %
PAGE 3

La CSCE à Vienne

MM. Skultz et Chevardnadze se sont affrontés au sujet des droits de l'homme.
PAGE 4

Commerce extérieur

Hors énergie, la situation de la France est moins bonne en 1986 qu'en 1985.
PAGE 31

M. De Benedetti chez Saint-Laurent

Le groupe italien prend 25 % du capital.
PAGE 36

Conseil de prud'hommes

Patronat et syndicats s'opposent au gouvernement.
PAGE 31

Le sommaire complet se trouve page 36

Le projet de loi de programme militaire

Le stratège et l'ordonnateur

M. François Mitterrand a marqué son territoire de chef des armées. Pour lui-même. Mais, aussi, pour son successeur éventuel. C'est-à-dire aussi au profit de l'actuel premier ministre si ce successeur s'appelle M. Jacques Chirac, bien que celui-ci se soit ingénié, depuis mars dernier, à rappeler ses prérogatives constitutionnelles en matière de défense.

Le projet de loi de programme militaire 1987-1991 adopté, mercredi 5 novembre, par le conseil des ministres consacre cette situation. Le chef de l'Etat est responsable de la stratégie, et donc de l'emploi des forces nucléaires toutes catégories confondues. Le premier ministre, de son côté, propose, par des choix budgétaires, une politique des moyens de défense.

Entre l'Elysée et Matignon, on s'est beaucoup surveillé, épié, presque et même suspecté. Durant la préparation de ce texte de loi, les procès d'intention n'ont pas manqué : ils ont été alimentés, parfois, par l'ambiguïté de certains des propos de M. Chirac, le 12 septembre à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), sur la doctrine de la dissuasion.

Deux exemples. Le premier a trait à l'armement nucléaire préstratégique, autrefois baptisé armement tactique. Le second concerne la panoplie destinée à remplacer en 1996 les bombardiers Mirage-IV anciens et les missiles enfouis dans les silos du plateau d'Albion, qui pourraient devenir vulnérables à une attaque dirigée avec précision. Deux sujets qui pèsent lourd dans l'avenir de la dissuasion française pour la fin de ce siècle.

L'armement préstratégique, d'abord, avec les missiles Pluton (et bientôt Hadès) et les avions Mirage-III, Jaguar ou Super Etendard (et bientôt Mirage-2000 N). En qualifiant cet arme-

Le Monde

DES LIVRES

- HISTOIRE**
Fascisme, seconde guerre mondiale, épuration... Les livres d'Herbert Lotman, Pierre Michel et Philippe Burin. Archives de guerre d'Angelo Tasca.
- SOCIÉTÉ**
Régine Deforges parle de l'Histoire des dessous féminins, de Cécil Saint-Laurent. Le récit d'une fascination...
- ESSAIS**
Alain Schifres dénonce le racisme avec vigueur et bonne humeur. Une critique de Claude Roy.
- LETRES ÉTRANGÈRES**
La chronique de Nicole Zand : « Dimitrijevic le passeur ou les vingt ans de l'Age d'homme », et « Serbes en diaspora ».
- Dourado, Fagundes Telles, Ramos, Salles Gomes... la France aime le Brésil.
- LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH**
Louise Colet : « Elle méritait vraiment sa biographie développée depuis le temps qu'elle jouait les utilités délaissées dans les travaux sur Flaubert et les autres. »
- Pages 19 à 28

Vie d'un génie

SADE VIVANT

par Jean-Jacques PAUVERT

Tome 1 : Une innocence sauvage (1740-1777)

La première vraie biographie de Sade par l'éditeur de ses œuvres complètes.

ROBERT LAFFONT

Les murs de Paris et l'art du pochoir

L'école de Blek le Rat

Dès que les boîtes de rock où ils ont leurs habitudes ferment leurs portes, ils partent dans la nuit, seuls ou en petits groupes, au carton à dessin sous le bras et un sac de bombes de peinture sur le dos. De loin en loin, sur des murs aveugles qu'ils ont repérés à l'avance, ils appliquent des cartons découpés et rapidement, en quelques coups de pinceau, projettent leurs fantômes. Au petit jour, si une ronde de police ne leur a pas mis la main au collet, ils disparaissent et les Parisiens découvrent, au coin de leur rue, quelques pochoirs énigmatiques de plus.

Ces personnages de l'ombre, ces bombes de la nuit, sont plusieurs dizaines à Paris, et leurs œuvres, que les services de la ville ne cessent d'effacer, renaissent inlassablement par milliers. Certains sont des peintres du dimanche, d'autres des graphistes confirmés. Il y a des potaches comme ceux du lycée Jacques-Decour, dans le neuvième arrondissement, et même des bandes de collégiens à la technique encore balbutiante.

Tous sont tenaillés par deux envies contradictoires : montrer leur talent mais s'envelopper de mystère. Seule Marie Rouffet ose signer ses pochoirs d'une nuit. Les autres se cachent derrière des pseudonymes enfantins sortis tout droit de l'univers de la bande dessinée : Miss Tik — une femme poète, — Epsilon-Point, Jet Aéro-sol, les Midnight Heros, Dan, le trio des Nuckle-Art, tels sont les noms dont ils se masquent.

Leur chef de file, si l'on peut dire, c'est Blek le Rat, trente-cinq ans, ancien animateur d'un groupe de jeunes, qui arpente les rues de la capitale depuis déjà cinq ans. Il a redécouvert la peinture rupestre au pochoir — avec une technique préhistorique — avec ses gosses qui allaient piquer des bombes de peinture acrylique dans les grandes surfaces. Peintre frustré dans la solitude de son atelier, il a trouvé là un moyen d'exercer son art dans la rue, de le montrer enfin. Il a été bientôt suivi, imité, copié, et parfois dépassé, par une pléiade de barbouilleurs clandestins dont quelques-uns se sont révélés d'authentiques créateurs.

Certains pochoirs représentant une jeune femme et un enfant racontent une très belle histoire d'amour.

MARC AMBROISE-RENDU.
(Lire la suite page 13.)

La victoire des démocrates aux élections américaines

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, le président Reagan a estimé, mercredi 5 novembre, que les élections de mardi avaient apporté « d'assez bonnes nouvelles » au Parti républicain, en dépit de la perte du Sénat au bénéfice des démocrates. Souriant et apparemment décontracté, il est resté fidèle à son légendaire optimisme en soulignant les « gains sans précédent » des candidats de son parti pour les postes de gouverneur et le « maintien de la base » républicaine à la Chambre des représentants.

Si la reconquête du Sénat par les démocrates — ceux-ci y disposent de 55 sièges contre 45 aux républicains — porte un coup à l'autorité de M. Reagan, les résultats d'ensemble des diverses consultations qui se sont déroulées mardi sont suffisamment mitigés pour autoriser chacun des deux partis à n'y voir que ce qui lui est favorable. Plus nette que prévu au Sénat, la poussée démocrate à la Chambre des représentants est, en revanche, modeste. Le gain ne dépasserait pas 7 sièges, ce qui porterait la représentation démocratique à 260 sièges contre 175 aux républicains. Mais cinq résultats sont encore incertains.

Les républicains, d'autre part, sont en droit de se réjouir de leur percée dans les élections de gouverneurs. Ils ont certes manqué de peu leur objectif, qui était de devenir le parti le mieux loti en ce domaine. Mais, avec désormais 24 postes de gouverneur sur 50, ils enregistrent un gain appréciable (+ 8) et talonnent désormais les démocrates. La fonction de gouverneur est capitale dans la gestion quotidienne de la politique des Etats. Les gouverneurs jouent également un rôle important dans le redécoupage des circonscriptions. Les républicains ont, en outre, remporté des succès dans les élections pour la désignation des parlements locaux.

Assurant que son programme demeurerait inchangé, M. Reagan a déclaré que son parti allait « achever la révolution qu'il avait si bien commencée ». « Notre message continue à passer dans le pays », a-t-il ajouté. M. Reagan a énoncé ses priorités : la réforme du processus budgétaire, l'accroissement de la productivité, le contrôle des dépenses de santé, la lutte contre la drogue et le crime, et enfin les négociations sur le désarmement. A ce propos, il a réaffirmé que son objectif était une « forte politique étrangère » et « la paix



par la force », l'un des moyens de cette politique étant le recours aux technologies de pointe dans le cadre de son projet de « guerre des étoiles ».

Probable futur président de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Clairborne Pell (Rhode-Island, démocrate) n'a pas caché, quant à lui, qu'à son avis la diplomatie américaine devra

subir « un changement majeur ». M. Pell s'est prononcé notamment pour qu'« un accent plus fort soit mis sur le contrôle des armements » et pour la ratification de certains traités, tel le traité interdisant les essais nucléaires. Hostile à l'aide à la guérilla antisandiniste, il a qualifié les « contras » de « terroristes ».

A l'étranger, les résultats de ces élections ont encore suscité peu de commentaires. Au Japon, les autorités craignent, nous indique notre correspondant, de devoir affronter des tendances protectionnistes plus affirmées de la part du nouveau Congrès et des pressions américaines plus fortes pour augmenter leurs dépenses militaires. En Israël, l'opinion dans les milieux dirigeants, selon notre correspondant, est que Jérusalem disposera à l'avenir d'environ plus d'amis à Washington que précédemment.

A Moscou, l'agence Tass a estimé que le revers subi par M. Reagan au Sénat était l'expression d'un « mécontentement considérable des Américains face à la politique du gouvernement et de ses partisans les plus zélés », en faveur d'une « politique militariste aventureuse, et plus particulièrement d'une militarisation intensive de l'espace ».

Le financement de la campagne

L'argent, nerf de la guerre mais pas toujours source de succès...

Nerf de la guerre traditionnelle des élections américaines, l'argent a joué dans la dernière campagne un rôle encore plus important que lors des précédentes consultations. Alors qu'il y a deux ans une tendance à un ralentissement de l'augmentation des dépenses avait été notée — la progression n'avait été que de 9,3 % par rapport à 1982 au lieu de, respectivement, 43 % et 23 % lors des deux consultations antérieures —, les budgets des candidats ont, à quelques exceptions près, connu cette année une nouvelle explosion. C'est, au total, plus de 500 millions de dollars (au moins 3,2 milliards de francs) qui ont été dépensés par les hommes politiques à la conquête de sièges au Congrès ou dans les Etats. L'accroissement des dépenses par rapport à 1984 serait de l'ordre de 25 %.

Spots télévisés négatifs

Mais l'argent n'est pas toujours source de succès. On en veut pour preuve que dans la dernière bataille électorale, les républicains ont recueilli cinq fois plus d'argent (180 millions) que les démocrates (35 millions). A ces sommes s'ajoutent celles récoltées par les candidats eux-mêmes, qui devraient dépasser 300 millions de dollars.

Une partie importante de ces fonds est utilisée pour payer des spots de propagande sur les chaînes de télévision. C'est à cette forme de compétition sur le petit écran que tendent de plus en plus à se réduire les campagnes électorales depuis quelques années aux Etats-Unis. Au cours de la seule première quinzaine d'octobre, chacun des deux grands partis a dépensé 1,2 million de dollars pour mettre en valeur ses candidats à la télévision et surtout pour dénigrer ceux du parti adverse. Certains observateurs estiment que cette accoutumance au caractère négatif des spots télévisés contribue à accroître la défiance ostensible de l'opinion à l'égard du débat politique et, par voie de conséquence, des élections elles-mêmes.

Des dépenses non limitées

Une fraction de plus en plus notable des subsides utilisés par les candidats provient des comités d'action politique, ou *political action committee* (PAC). Créés légalement en 1974 à l'initiative, notamment, d'entreprises privées ou de syndicats, ces PAC se sont multipliés, passant de 600 à l'origine à plus de 4 000 en 1984. Il y a deux ans, l'argent de ces PAC finançait 30 % des dépenses électorales fédérales contre 25 % en 1982. Cette année, cette proportion devrait avoir encore augmenté pour représenter environ le tiers des budgets des candidats.

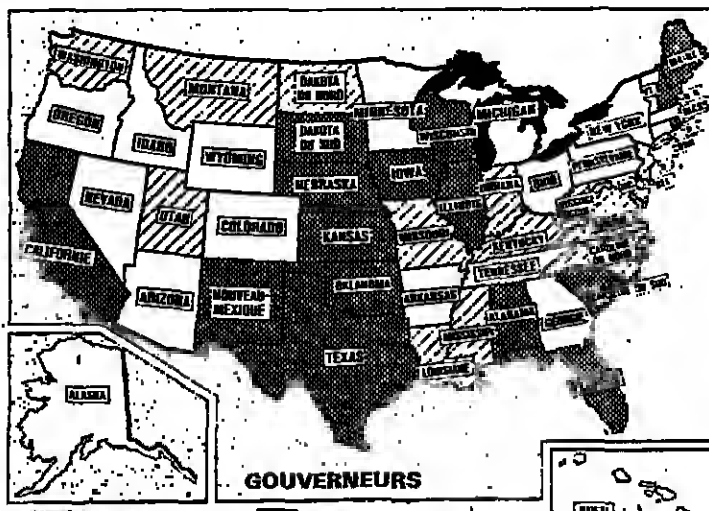
La loi a limité, pour les élections au Sénat et à la Chambre, les contributions de ces groupes d'intérêt à 5 000 dollars chacun, les dons des individus étant, eux, plafonnés à 1 000 dollars. Mais aucune réglementation ne limite le nombre des PAC eux-mêmes ni les dépenses des candidats. Le financement public des cam-

agnes n'a été adopté que pour les élections présidentielles.

Les PAC se comportent, en fait, comme des lobbies défendant ici les intérêts des producteurs de lait, là ceux des importateurs de voitures, ailleurs ceux des agents immobiliers ou des médecins. C'est, au demeurant, dans ces deux professions que l'on trouve les PAC les plus actifs et les plus puissants financièrement.

Certains hommes politiques, comme le sénateur démocrate de l'Oklaoma, M. David Boren, refusent d'accepter l'argent provenant des PAC. Très critique envers ces comités, M. Boren compare leur action à « une vente en bourse des offices publics ». D'autres politiques n'ont pas les mêmes scrupules. Non contents de bénéficier du système, ils en font profiter leurs amis en créant en leur faveur des comités ayant leur label. Les plus connus de ces PAC d'un genre particulier sont ceux animés par M. Jesse Helms, le remuant sénateur conservateur de Caroline du Nord, M. Robert Dole, l'ancien leader républicain au Sénat et M. Ted Kennedy (Massachusetts, démocrate).

MANUEL LUCBERT.



Les Etats dont le gouverneur n'était pas soumis à réélection sont signalés par un gros oblique.

Les gouverneurs élus

Trente-six postes de gouverneurs étaient soumis à réélection. Vingt-sept sortants étaient des démocrates, neuf des républicains. Nous publions ci-dessous une liste des gouverneurs élus ou réélus sans mentionner toutefois le Vermont, où la réélection du gouverneur sortant, M^{me} Madeleine Kunin, prêt à contestation et ne sera pas confirmée avant le mois de janvier. Les noms des nouveaux élus figurent en italique. L'astérisque signifie que l'appartenance politique du nouveau titulaire diffère de celle de l'ancien.

Alabama : *Guy Hunt* * (R) ; Alaska : *Steve Cowper* (D) ; Arkansas : *Bill Clinton* (D) ; Arizona : *Evan Mecham* * (R) ; Californie : *George Deukmejian* (R) ; Caroline-du-Sud : *Carroll Campbell* (D) ; Colorado : *Roy Romer* (D) ; Connecticut : *William O'Neill* (D) ; Dakota-du-Sud : *George Mickelson* (R) ; Floride : *Bob Martinez* * (R) ; Georgie : *Joe Harris* (D) ; Hawaï : *John Waihee* (D) ; Idaho : *Cecil Andrus* (D) ; Illinois : *James Thompson* (R) ; Iowa : *Terry Branstad* (R) ; Kansas : *Mike Hayden* * (R) ; Maine : *John McKernan* * (R) ; Maryland : *William Schaefer* (D) ; Massachusetts : *Michael Dukakis* (D) ; Michigan : *James Blanchard* (D) ; Minnesota : *Rudy Elick* (D) ; Nebraska : *Kay Orr* * (R) ; Nevada : *Richard Bryan* (D) ; Nouveau-Mexique : *Garrey Carruthers* * (R) ; New-Hampshire : *John Sununu* (R) ; New-York : *Mario Cuomo* (D) ; Ohio : *Richard Celeste* (D) ; Oklaoma : *Henry Bellmon* * (R) ; Oregon : *Nell Goldschmidt* * (D) ; Pennsylvanie : *Robert Casey* * (D) ; Rhode-Island : *Edward DiPrete* (R) ; Texas : *Bill Clements* (R) ; Tennessee : *Ned McWherter* * (D) ; Wisconsin : *Tammy Thompson* (R) ; Wyoming : *Mike Sullivan* (D).

Taux de participation : 37,3 %...

Washington (AFP). — Le taux de participation aux élections du 4 novembre pourrait avoir été, selon de premières indications, le plus bas depuis quarante-cinq ans. M. Carlisle, directeur du Comité indépendant pour l'étude de l'électorat américain, a indiqué que, selon les chiffres préliminaires qu'il avait recueillis, 37,3 % seulement de la population en âge de voter (dix-huit ans et plus) s'était rendue aux urnes mardi.

Le nombre des votants s'est élevé à environ 66 240 000, ce qui signifie que plus de 112 millions de personnes per-

venues à l'âge légal du vote n'ont pas pris part à la consultation. Le chiffre de participation, cette année, serait, s'il est confirmé, inférieur à celui de 1978, qui était de 37,7 %. Le taux le plus bas a été atteint en 1942, lorsque à peine un tiers de 30 % des Américains en âge de voter s'étaient rendus aux urnes. M. Carlisle a expliqué ce phénomène en soulignant que l'absence de concurrence avait été, dans certains cas, un facteur de désintérêt. En outre, a-t-il dit, beaucoup ont préféré s'abstenir « en réaction contre les aspects déprimants de la campagne ».

Une victoire pour les partisans de l'anglais comme langue officielle des Etats-Unis

San-Francisco va-t-il devenir « St Francis » et Los Angeles se transformer en la « City of Angels » ? C'est désormais possible depuis l'adoption, mardi 4 novembre, par l'électorat californien de la proposition 63. Soumise à référendum à la suite d'une initiative lancée par l'association US English, ce projet vise à ce que toutes les mesures soient prises pour assurer que le rôle de l'anglais, en tant que langue commune de l'Etat de Californie, soit préservé et renforcé.

Les auteurs de cette proposition se défendent de vouloir rejeter l'héritage hispanique dans cet Etat cédé aux Etats-Unis par le Mexique au milieu du siècle dernier et où l'immigration d'hispaniques venus de l'autre côté de la frontière, mais aussi de divers pays d'Amérique centrale ou latine, s'est accrue depuis quelques années. Par leurs discours insistants en faveur de la « suprématie anglaise », ils n'en rappellent pas moins, toutes proportions gardées, les philippiques lancées à la fin de la première guerre mondiale par Theodore Roosevelt contre les « anti-Américains ». L'ennemi de l'époque était la population d'origine allemande.

« Nous devons avoir une seule langue », déclarait en septembre 1917 Theodore Roosevelt, la langue de la Déclaration d'indépendance, celle de l'allocton

d'adieu de Washington et des grands discours de Lincoln, le Chantre enflammé de l'« américanité », l'ancien président devait s'opposer, sur la fin de sa vie, à l'enseignement de l'allemand à l'école et même à la publication de journaux en langue germanique. Pourtant seuls six des cinquante Etats américains avaient, avant le Californie, consacré l'anglais comme langue officielle : la Georgie, l'Illinois, l'Indiana, le Kentucky, le Nebraska et la Virginie.

Un mouvement « américaniste »

Les promoteurs de la proposition 63 affirment que leur principal objectif est de mettre fin ou, tout au moins, de réduire fortement l'enseignement bilingue et de supprimer, dans les consultations électorales, les bulletins de vote rédigés en plusieurs langues. L'éducation bilingue a été légalisée par un arrêt de la Cour suprême en 1974. Mais l'actuel gouvernement fédéral, hostile au développement de ce système, a pratiquement gelé les crédits depuis 1980.

Le succès de cette nouvelle campagne « américaniste » était attendu. Créée en 1983 au Michigan par un optimiste, John Tanton, et l'ancien sénateur Hayakawa, d'origine japonaise,

US English a recruté la moitié de ses deux cent mille membres en Californie. La pétition réclamant un référendum linguistique avait recueilli un million de signatures.

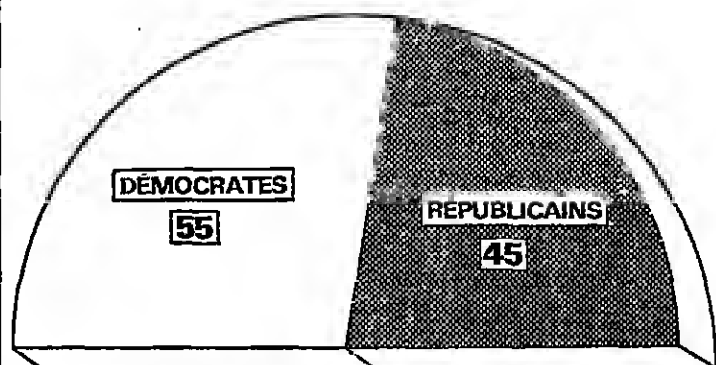
La population hispanique a pris, il est vrai, dans cet Etat, une poids considérable : elle représente 22 % de la population californienne contre 7 % sur le plan national. En 2020, elle en fournira le tiers. A l'échelle des Etats-Unis, les « Latinos » (18 millions), dont le nombre a doublé ces quinze dernières années, devraient être quelque 35 millions d'ici trente ans.

Il n'est pas sûr, contrairement à ce que craignent les adversaires de la proposition 63, que son adoption provoque des tensions accrues entre les communautés anglophone et hispanophone. Des sondages d'opinion, à la veille du référendum, avaient indiqué qu'une majorité (54 %) d'hispaniques voteraient pour le projet, manifestant ainsi une plus grande volonté d'intégration que celle qui leur est généralement accordée.

Poursuivant sa croisade, US English veut maintenant s'attaquer à la Floride, autre Etat du Sud à forte population d'origine cubaine ou sud-américaine, et lancer une grande campagne pour l'adoption d'un amendement à la Constitution faisant de l'anglais la langue officielle.

M. L.

NOUVEAU SÉNAT



Le précédent Sénat était composé de 53 républicains et de 47 démocrates.

Les sénateurs élus

Nous publions ci-dessous la liste des sénateurs élus ou réélus. Trente-quatre sièges étaient renouvelables. Les noms des nouveaux élus figurent en italique. L'astérisque signifie que le nouveau titulaire du siège est d'un parti différent de celui de son prédécesseur.

Alabama : *Richard Shelby* * (D) ; Alaska : *Bill Murkowski* (R) ; Arizona : *John McCain* (R) ; Arkansas : *Dale Bumpers* (D) ; Californie : *Alan Cranston* (D) ; Caroline du Nord : *Terry Sanford* (D) ; Caroline du Sud : *Ernest Hollings* (D) ; Colorado : *Timothy Wirth* (D) ; Connecticut : *Christopher Dodd* (D) ; Dakota du Nord : *Kent Conrad* * (D) ; Dakota du Sud : *Thomas Daschle* * (D) ; Floride : *Robert Graham* * (D) ; Geor-

gie : *Wyche Fowler* * (D) ; Hawaï : *Daniel Inouye* (D) ; Idaho : *Steven Symms* (R) ; Illinois : *Alan Dixon* (D) ; Indiana : *Dan Quayle* (R) ; Iowa : *Charles Grassley* (R) ; Kansas : *Robert Dole* (R) ; Kentucky : *Wendell Ford* (D) ; Louisiane : *John Breaux* (D) ; Maryland : *Barbara Mikulski* * (D) ; Mississippi : *Christopher Bond* * (R) ; Nevada : *Harry Reid* * (D) ; New-Hampshire : *Warren Rudman* (R) ; New-York : *Alfonso D'Amato* (R) ; Ohio : *John Glenn* (D) ; Oklaoma : *Don Nickles* (R) ; Oregon : *Bob Packwood* (R) ; Pennsylvanie : *Arlen Specter* (R) ; Utah : *Jack Garn* (R) ; Vermont : *Patrick Leahy* (D) ; Washington : *Brook Adams* * (D) ; Wisconsin : *Bob Kasten* (R).

UNE ENQUÊTE SANS PRÉCÉDENT POUR UN DÉBAT INÉVITABLE

les sorciers de la Vie

par Marie-Ange d'ADLER Marcel TEULADE

La reproduction humaine connaît une révolution scientifique. Ce livre la décrit en s'attachant, pour la première fois, aux témoignages de ceux qui la vivent intimement.

au Vif du Sujet

GALLIMARD

Amériques

PÉROU : les élections municipales du 9 novembre

Premier test de la popularité du gouvernement social-démocrate

Premier test sérieux de la popularité du gouvernement social-démocrate de M. Alan García, au pouvoir depuis juillet 1985, les élections municipales du 9 novembre doivent aussi permettre de redéfinir les rapports de force entre les trois principaux courants politiques du pays : l'APRA (Alliance populaire de la révolution américaine, la formation gouvernementale qui dispose de la majorité absolue au Congrès) ; la Gauche unie (IU), composée de plusieurs petites formations de gauche et d'extrême gauche, et qui contrôle environ le tiers des municipalités, dont celle de Lima, la capitale (six millions d'habitants) ; enfin, la droite conservatrice, écartée aux élections d'avril 1985 et qui prépare sa revanche dans la perspective de l'élection présidentielle de 1990.

La campagne a été terne. Un seul débat contradictoire, public et télévisé, a eu lieu la semaine dernière à l'université du Pacifique de Lima entre les trois principaux candidats à la mairie de la capitale : MM. del Castillo (APRA), Barrantes (Gauche unie) et Bedoya (Parti populaire chrétien, droite).

Le prestige du chef de l'Etat

Les thèmes brûlants, et nationaux, ont été abordés mais sans passion : l'insurrection du Sentier lumineux, qui est en train de s'étendre au département de Puno, à la frontière bolivienne, et que le gouvernement, jusqu'à présent, n'a pas réussi à juguler malgré ses plans de développement des zones andines marginalisées. L'impunité des forces de l'ordre chargées de la répression, la bavure la plus grave étant la massacre des mutins soulevés dans trois prisons de la capitale, le 19 juin dernier. Une action cruelle (environ 300 morts), qui a terni l'image du Pérou démocratique à l'intérieur, mais n'a apparemment pas entamé

la cote personnelle de popularité de M. García (70 % de sondages favorables en octobre).

Bien qu'il ne soit pas en première ligne, le chef de l'Etat joue son prestige dans ces élections. Une défaite de son parti serait considérée comme un désaveu de sa politique. Et c'est à Lima, capitale démesurée pour un pays désarticulé et en crise, que les enjeux sont importants. Le candidat de M. García et de l'APRA, M. del Castillo, n'est pas une forte personnalité. C'est un homme choisi par l'appareil de l'APRA et qui ne risque pas de faire de l'ombre au président. Celui-ci d'ailleurs ne serait pas fâché si l'actuel maire de Lima, M. Barrantes, avec lequel il entretient d'excellentes relations, était réélu.

M. Barrantes, candidat et leader de la Gauche unie, est populaire, efficace et honnête. Il a hérité, il y a trois ans, de la gestion d'une ville ingouvernable. Les services, les transports, la salubrité laissent encore beaucoup à désirer. Mais il a relancé les organisations populaires de base (cent mille membres regroupés dans sept mille cinq cents comités de quartier distribuant chaque jour un verre de lait aux enfants panes), et la municipalité dépense en 1986 quatre fois plus de dollars par tête d'habitant qu'en 1984. Son handicap : la Gauche dite unie est en fait très divisée et n'a pas encore fait la preuve de sa « crédibilité » à gouverner le pays.

Le « troisième homme », M. Luis Bedoya, à la faveur des sondages. Il a déjà été deux fois maire de Lima dans les années 60 et a laissé le souvenir d'un bon administrateur. Autoritaire, tranchant, porte-parole d'une droite économique encore puissante, il peut faire le plein des voix des mécontents et des déçus de l'APRA, si se dit en tout cas assuré de la victoire.

MARCEL NIEDERGAU.

Le conflit des Malouines

Buenos-Aires attend un soutien plus net de l'Europe sur le thème de la souveraineté

Obtenir un soutien aussi large que possible de l'Europe dans le conflit qui oppose l'Argentine à la Grande-Bretagne sur les Malouines : telle est la mission de M. Jorge Sabato, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du gouvernement Alfonsín. Il était mercredi à Paris, après Bruxelles et Genève, et il est attendu à Madrid, à Rome et à Bonn.

A Paris, il a été reçu au Quai d'Orsay par M. Besson, ministre délégué aux affaires européennes. Pour M. Sabato, « le conflit ne porte pas seulement sur les droits de pêche, mais sur la souveraineté, qu'il convient de négocier pacifiquement ». Or, dit-il, « Londres a modifié le statut quo unilatéralement en portant la limite de la zone d'exclusion à 200 milles de maintenant ». Il y a un risque d'incident, car « cette zone se superpose à la hauteur de l'île des Etats [côté argentin] avec la nôtre ».

La France, avec la plupart des pays européens, a voté l'an dernier à l'ONU en faveur d'une résolution appelant à la négociation globale sur les Malouines. Buenos-Aires attend davantage du gouvernement français : « Un soutien plus net sur le

thème de la souveraineté qui donnerait à la France un grand avantage politique au moment où toute l'Amérique latine, y compris le Chili, est aux côtés de l'Argentine ».

M. Sabato rappelle que, à Punta del Este (Uruguay), trois pays, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine, ont signé un communiqué commun sur la question des Malouines. Les Soviétiques, qui ont conclu des accords directs avec Buenos-Aires sur la pêche dans le secteur des Malouines, condamnent naturellement la décision britannique d'extension de la zone d'exclusion. Alors que la position de Washington apparaît ambiguë (1).

Mais c'est l'Europe, et d'abord la France, que le gouvernement de Buenos-Aires, inquiet des pressions de ses militaires « pour réclamer davantage de moyens », veut inciter à faire un pas de plus.

M. N.

(1) M. Dante Capat, ministre argentin des affaires étrangères, doit rencontrer M. Shultz, le lundi 10 novembre à Guatemala, à l'occasion de la session extraordinaire de l'OEA (Organisation des Etats américains).

ET MAINTENANT, UNE DOUBLE PAGE DE PUBLICITÉ EN COULEUR POUR L'ARMAGNAC.

En Armagnac, la beauté des choses se traduit par une qualité exceptionnelle. L'ARMAGNAC EST INCROYABLE. MAIS VRAI.

Savoir considérer comme grandiose ce qui, pour d'autres, passe inaperçu, prêter de la saveur subtile à la séduction tapageuse, cela n'appartient qu'à l'amateur d'Armagnac. Sachez apprécier et consommer avec modération.

Diplomatie

La visite de M. Chirac à Madrid

La lutte contre le terrorisme et la situation en Méditerranée au centre des entretiens

MADRID de notre correspondant

M. Jacques Chirac, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, devait effectuer, ce jeudi 6 novembre, à Madrid, une visite de sept heures au cours de laquelle étaient prévus des entretiens avec le roi Juan Carlos et le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez.

D'un côté comme de l'autre, on souligne que le changement de majorité à Paris n'a pas affecté, bien au contraire, le réchauffement enregistré depuis 1984 dans les relations bilatérales. Sur les deux grands dossiers communs qui tiennent à cœur aux Espagnols, le nouveau gouvernement français s'est, en effet, montré particulièrement empressé. La collaboration dans la lutte antiterroriste amorcée par les socialistes s'est

intensifiée : seize membres supposés de l'ETA ont été remis par les policiers français à leurs collègues espagnols depuis le changement de majorité à Paris (1). Dans le domaine communautaire, les divergences entre les deux pays, surgies après l'adhésion de Madrid à la CEE, ont été rapidement surmontées : le conflit sur les droits de pêche dans le golfe de Gascogne a été résolu en octobre à Saragosse lors d'un « séminaire » interministériel franco-

espagnol. D'autre part, Madrid a levé son veto à l'adoption de la politique méditerranéenne commune dont la France était le principal artisan.

MM. Chirac et Gonzalez devraient aussi parler du terrorisme : celui du Pays basque d'abord (l'attitude de Paris face aux dernières demandes espagnoles d'extradition n'est pas encore connue à Madrid), celui du Moyen-Orient aussi, très actif de part et d'autre des Pyrénées. On devait aborder également, ce jeudi, les questions internationales et, plus particulièrement, l'avenir de la construction européenne.

Un « hispano » franco-espagnol pourrait-il se dessiner au sein de la communauté ? Du côté français, un diplomate déclare : « Après avoir réussi à normaliser nos relations, il s'agit maintenant de les rendre privilégiées ». Cette perspective est toutefois accueillie avec prudence du côté espagnol, où l'on veut éviter tout ce qui pourrait ressembler à un « patronage » français au sein de la CEE et où l'on tient à maintenir, pour le moment, une position d'équidistance entre les « Grands » de la Communauté.

La France et l'Espagne ont aujourd'hui des positions très proches sur la plupart des grands problèmes internationaux. C'est le cas notamment de la situation en Méditerranée, qui devrait être largement abordée au cours des entretiens. M. Gonzalez, qui entamera, le samedi 8 novembre, un voyage en Equateur, au Pérou et à Cuba, exprimera par ailleurs à son hôte son désir de voir la Communauté, qui accorde un traitement privilégié à de nombreux pays d'Afrique, prendre également en considération les préoccupations des pays latino-américains.

THIERRY MALINIAC.

(1) A cet égard, la spectaculaire opération menée à Hendaye, à la veille même du voyage de M. Chirac, a été accueillie avec une satisfaction particulière par le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Barrimera, qui la qualifie d'« extraordinaire et importante ».

PHILIPPE ETCHEVERRY.

A la réunion de la CSCE à Vienne

MM. Shultz et Chevvardnadze se sont affrontés au sujet des droits de l'homme

Les chefs des diplomaties américaine et soviétique, MM. Shultz et Chevvardnadze, ont prolongé jeudi matin 6 novembre leurs entretiens à Vienne en marge de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés pendant trois

heures mercredi après-midi. Les experts des deux pays ont ensuite travaillé jusqu'à une heure avancée de la nuit sur les problèmes évoqués au cours de ce premier entretien.

Les conversations soviéto-américaines portent essentiellement sur les différents

chapitres du dossier du désarmement examinés à Reykjavik lors de la rencontre du président Reagan et de M. Gorbatchev. Les discours prononcés mercredi devant la CSCE par MM. Shultz et Chevvardnadze ne laissent pas apparaître un rapprochement des points de vue.

VIENNE de notre envoyé spécial

Le moins qu'on puisse dire est que le long dialogue entre les ministres américains et soviétiques ne s'est pas engagé sous les meilleurs auspices. Dans son discours de mercredi matin à la réunion de la CSCE, M. Chevvardnadze, fort caustique, n'avait laissé prévoir aucun changement des positions soviétiques sur les questions essentielles du désarmement. M. Shultz répliquant, sans paraître non plus disposé à bouger d'un pouce, et dénonçant avec la plus grande sévérité la « situation tragique » des droits de l'homme dans le bloc soviétique.

Des deux interventions, c'est sans conteste celle de M. Chevvardnadze qui marqua le plus, tant son texte était clairement destiné à mettre dans l'embarras le président Reagan à un moment où ce dernier semble déjà affaibli par la perte de sa majorité au Sénat. Par la même occasion, le ministre soviétique donna des verges aux Français et aux Britanniques avec une vigueur inattendue.

M. Chevvardnadze prit d'abord grand soin de faire une fois de plus porter toute la responsabilité de l'échec de Reykjavik à un président Reagan attaché de manière incompréhensible à son projet de « guerre des étoiles ». Surtout, il porta le fer à un endroit particulièrement sensible, affirmant que le président Reagan avait donné son accord pour une « liquidation de tous les armements nucléaires ». Perfidie, M. Chevvardnadze ajouta même qu'il fallait reconnaître au président Reagan le mérite d'avoir accepté pour cela un délai plus court que celui que les Américains proposent initialement. Le problème est que les Américains, après un certain cafouillage, maintiennent que M. Reagan n'a rien accepté de pareil et que l'accord devait en fait porter sur une réduction de moitié en cinq ans de l'ensemble des armes nucléaires et sur la liquidation totale au terme de cinq années supplémentaires des seuls missiles balistiques. Pour enfoncer le clou, M. Chevvardnadze a donc ajouté, avec une fausse

candeur et en se posant en témoin : « J'ai été personnellement rempli d'espoir, en tant que participant aux négociations, par les paroles du président Reagan ».

Cela dit, M. Chevvardnadze a évité de paraître entièrement négatif sur ce sujet, expliquant que le dialogue de Reykjavik constituait malgré tout un fondement sur lequel on pouvait poursuivre l'édifice. Il a aussi annoncé sans autre précision de prochaines propositions soviétiques concernant la limitation des armes chimiques.

Les Européens visés

Mais le ministre soviétique fut particulièrement dur à l'égard de certains dirigeants européens qui, « après qu'on eut approuvé une possibilité réelle de débarrasser le continent de fustes, se sont mis à parler de la nécessité de garder en Europe des armes nucléaires américaines » et vont jusqu'à « proclamer leurs [propres] moyens nucléaires comme quasi éternels ». Cela signifie-t-il, ajoute le chef de la diplomatie soviétique, que « nos missiles sont un danger et que les leurs sont des projectiles dans une bonbonnière » ? La pique, assortie de gracieusetés telles que « démagogie », « bluff », etc., était tout particulièrement destinée à la France. M. Raimond avait, en effet, explicitement déclaré la veille qu'un succès à Reykjavik n'aurait peut-être pas été une bonne chose pour la sécurité européenne, que les fusées américaines resteraient nécessairement en Europe et la dissuasion nucléaire indispensable à une paix durable.

Cependant, les Français, pressés de quitter Vienne, ne répliquèrent pas à cette attaque en règle. C'est du secrétaire au Foreign Office que vint une très sèche mise au point sous la forme d'un communiqué : « Si les remarques de M. Chevvardnadze visent le gouvernement britannique, elles traversent la vérité ». Le ministre britannique rappela en termes très nets la position de son pays, d'ailleurs différente de celle de la France, puisque

Londres accepte l'idée d'une option zéro en ce qui concerne les forces nucléaires intermédiaires. Sur un ton plutôt vif, Sir Geoffrey trouva dommage que M. Chevvardnadze, « dans son désir de marquer des points de propagande, ait eu recours au langage de la tromperie », après avoir eu bon « de faire la leçon à ses auditeurs à propos de moralité et d'éthique ».

Il faut dire que, en ce domaine, le ministre soviétique n'y était pas allé avec le dos de la cuiller, dénonçant la violation « systématique et massive » par certains Etats occidentaux, Etats-Unis en tête, de droits de l'homme tels que le droit au travail, au logement, au repos, etc., et en proposant la réunion — à Moscou — d'un forum consacré aux questions humanitaires.

Les droits de l'homme

Cette étrange proposition est cependant plus qu'une piquette. Elle traduit bien l'attitude désormais adoptée par Moscou et ses alliés et reflète dans les interventions de pratiquement tous les ministres socialistes présents à Vienne. On prend les Occidentaux au mot, on invoque avec autant de force qu'eux les droits de l'homme, mais pas les mêmes droits. Car pour ce qui est de certaines libertés individuelles telles que les Occidentaux les entendent, M. Chevvardnadze n'a tenu à marquer clairement les limites. Les « rapports entre les hommes » et « les échanges d'informations et de valeurs spirituelles » que l'URSS est fermement résolue à renforcer, ce sont ceux qui « servent l'humanité et la paix ». C'est-à-dire ceux-là seulement. Une restriction, l'expérience l'a prouvée, qui peut être sévère. De son côté, le ministre polonais, M. Orzechowski, a expliqué que les dispositions d'Helsinki ne devaient nullement être considérées comme « un encouragement aux citoyens pour qu'ils critiquent leur propre gouvernement ».

La contre-offensive soviétique sur les droits de l'homme, d'ailleurs très prévisible, n'a nullement empêché le

secrétaire d'Etat, M. Shultz, de se livrer à une dénonciation vigoureuse, explicite et très élastique, des diverses formes d'atteinte aux libertés dans les pays de l'Est. Il insista aussi sur certaines pratiques soviétiques totalement incompatibles selon lui avec les dispositions de la CSCE, en particulier le brouillage des radios. Le ministre canadien, M. Joe Clark, a, de son côté, souligné que par son intervention armée en Afghanistan, l'URSS violait en permanence les principes d'Helsinki.

M. Shultz n'était pas dans la salle pour entendre les paroles désagréables de M. Chevvardnadze, et le ministre soviétique ne fut pas là pour écouter celles de son homologue américain. Cela n'empêcha évidemment pas les deux hommes de parler ensuite très longuement. Ils sont d'ailleurs loin d'être les seuls à avoir profité de l'occasion pour se livrer à des entretiens bilatéraux. Ainsi le ministre français rencontra-t-il son homologue finlandais pour parler de la FINUL, tandis que le ministre polonais voyait le représentant du Vatican. Rendez-vous a aussi été pris entre les ministres turc et bulgare, dont ce sera la première conversation depuis la campagne de bulgarisation forcée de la minorité turque et la crise qui s'est ensuivie entre Sofia et Ankara.

Et puis, bien que la conférence de Vienne n'ait pas ses tout débuts, certains pays, en particulier à l'Est, pensent à la suite et multiplient les offres de services. Sans même parler de l'hypothétique forum de Moscou sur les droits de l'homme, les Roumains ont proposé une conférence à Bucarest sur les transferts de technologie, les Tchécoslovaques offrent Prague pour une conférence sur la coopération économique, les Polonais rappellent que le général Jaruzelski a invité les chefs d'Etat des pays signataires de l'acte d'Helsinki à se retrouver à Varsovie en 1989. Cela fait bien des discussions, mais aussi bien des discussions et bien des discours en perspective. Bien des mots en somme, ce que précisément les Occidentaux disent vouloir éviter.

JAN KRAJICE.

هكمانه الامم

France et Syrie : le plaidoyer de M. Jacques Chirac

L'UDF n'en pense pas moins

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LA HÉNIN

300 millions de francs

Obligations à Bons de Souscription d'Actions

assortie de 2 bons permettant de souscrire chacun à 1 action :

- jusqu'au 17 novembre 1986
Ouverture au public à partir du 18 novembre 1986

Une valeur d'actifs
Évolution boursière

Année	Valeur (milliards de francs)
1983	350
1984	300
1985	550
1986	750

BALO du 3 novembre 1986

totalisant 410.000 m-

4.700 tonnes de foie gras, saumon fumé et conserves

650 appartements vendus en 1985

CEGEP (centres commerciaux)

Crédit Foncier & Immobilier
Compagnie des Salins du Midi
et des Salines de l'Est
Domaines Cordier
Établissements R. Labeyrie
Sofiroute

COMPAGNIE LA HÉNIN:

des métiers, une volonté de les dynamiser

Proche-Orient

La Syrie d'Hafez El Assad, une passe difficile

Le Syrie du président Hafez El Assad demeure-t-elle un pion capital sur l'échiquier du Proche-Orient ? Qui, dit-on à Paris, où on lie le maintien de la présence française dans la région à la poursuite de relations avec Damas. Les arguments sont connus : ils vont de la recherche d'une solution au Liban, au conflit irako-arabe et à la guerre du Golfe, au problème des otages français détenus au Liban. Mais, à cet égard, la clé semble de plus en plus à Téhéran, et la libération de M. David Jacobson à Beyrouth-Ouest est un nouveau coup dur pour Damas, exclu officiellement d'une affaire dont elle aurait eu bien besoin pour redorer son blason.

Un « cadeau » que lui a refusé son allié iranien déjà responsable des coups les plus durs portés à Damas, du Liban, chassé gardé de la Syrie, et pays sur lequel Washington et Paris ont reconnu des droits au président Assad. L'influence croissante des hezbollah dans le sud du Liban, aussi bien qu'à Beyrouth, contrecarre-t-elle tous les projets syriens ? Le plan de sécurité mis en place à Beyrouth-Ouest sous supervision syrienne ne sera bientôt plus qu'un lointain souvenir, et personne n'a oublié l'humiliation de Damas, obligée de négocier pendant un mois avec l'Iran le droit d'installer quelques patrouilles dans la banlieue sud, à majorité chiite de la capitale libanaise. Le Hezbollah, qui s'était déjà opposé avec vigueur à l'accord conclu entre les chefs des milices chiites, chrétienne et druze à Damas le 28 décembre 1985, a réitéré le 27 septembre en gênant l'opération de M. Elie Hobeika à Beyrouth-Est. Tous les témoignages s'accroissent pour dire que le Hezbollah, prévenu de cette tentative par les Syriens, en a profité pour détourner des camions de munitions et des pièces d'artillerie destinées au chef chrétien. Le Hezbollah s'est aussi opposé au désir d'installer quelques miliciens de M. Hobeika en secteur musulman de Beyrouth, sur la ligne de démarcation. Dans le Sud, les attaques du Hezbollah contre la FINUL vont à l'encontre de la volonté de Damas de maintenir pour l'instant cette force internationale. L'alliance de certains chefs hezbollah avec des Palestiniens fidèles au chef de l'OLP Yasser Arafat n'est pas non plus pour plaire à Damas. « L'Iran a comploté le notre regard trois fautes mortelles au Liban, nous disait récemment un Syrien : « Le rejet de l'accord tripartite de Damas ; la mise en cause de la parole du président pour la libération des otages français ; la volonté exprimée de créer une république islamique au Liban ». Le fait que des ombres à l'effigie de l'imam Khomeiny portant l'inscription de République islamique du Liban aient été récemment mis en circulation à Beyrouth montre que les avertissements syriens sont aujourd'hui de peu de poids.

En butte à l'hostilité de la majorité du camp chrétien avec à sa tête le président Amin Gemayel, en guerre larvée avec l'Iran sur le terrain libanais, en guerre avec Israël, qui reste en embuscade pour mettre à mal tout projet de solution trop favorable à Damas, en guerre aussi avec les Palestiniens arabistes dont

le retour sur la scène libanaise est patent, la Syrie n'apparaît plus capable de dicter ses conditions. Le fait qu'une délégation algérienne soit venue à Beyrouth en octobre s'entretenir avec le président Gemayel d'une amorce de solution sous parrainage syro-algéro-saoudien prouve, à tout le moins, que l'impuissance syrienne joue en faveur d'une internationalisation de la crise libanaise, ce qu'a toujours refusé le président Assad.

Des difficultés avec Moscou

L'insuccès au Liban va de pair avec des difficultés dans les relations avec Moscou. L'URSS, premier fournisseur d'armes de la Syrie, a, à plusieurs reprises ces derniers mois, montré son irritation

Affrontements fœux avec l'Iran au Liban, divergences avec Moscou sur les Palestiniens, la marge de manœuvre de Damas s'est réduite.

devant la politique syrienne. Une des grosses divergences porte sur le comportement de Damas, à l'égard des Palestiniens. Dans la perspective d'une conférence internationale sur le Proche-Orient qu'elle appelle de ses vœux, l'URSS pousse à la réintégration du mouvement palestinien, ce à quoi s'oppose Damas dans la mesure où celle-ci se ferait autour du chef de l'OLP. Depuis trois ou quatre mois, les pressions soviétiques se font plus vives, mais les messages délivrés aussi bien par le président hongoir, lors de sa visite à Damas en septembre, que par le numéro deux du FLN algérien, M. Messadia, sont restés sans écho. Le fait que le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) puisse rester à Damas après avoir signé avec le Fath de M. Yasser Arafat et le PC palestinien une plate-forme d'accord pour une prochaine réunion du Conseil national palestinien indique que Damas n'est pas si attachée de front aux alliés de Moscou. « Depuis Gorbachev, la politique des Soviétiques est plus offensive dans la région, note un diplomate. Il est certain qu'ils réévaluent de près leurs alliances ». De même, au sujet du Liban, Moscou aurait fait savoir au président Assad qu'il était en question de s'attaquer militairement à « réduit chrétien », de crainte d'une riposte israélienne qui serait plus ou moins soutenue par l'Occident.

Sur le plan intérieur, l'URSS s'est aussi manifestée par des critiques relayées par le PC officiel, membre du Front national (coalition au pouvoir dirigée par le parti Baas). Mais la réponse de Damas a été une scission au sein de ce parti très surveillé entre M. Khaled Bagdache, inamovible chef du PC et homme de Moscou, et M. Youssef Fayal, qui plaide pour un rapprochement plus net avec le Baas. Les critiques ne se sont pourtant pas atténuées, et, dans un éditorial récent, *Nidal al Chahab*, le journal du PC, dénonçait le comportement de la « bourgeoisie bureau-

cratique allié à celle d'argent ». Or, que représentent donc ces deux forces, sinon les cadres du parti Baas au pouvoir et les militaires qui constituent la nouvelle bourgeoisie en vue ? L'éditorial lançait aussi un avertissement à ceux qui seraient tentés de se tourner vers l'Occident.

De son côté, le président Assad a aussi des griefs à l'encontre de Moscou. Le faible soutien soviétique à la Libye lors du bombardement de Tripoli n'est pas passé inaperçu, comme la mauvaise prestation des Sam-5 (dont sont aussi équipées les forces syriennes) face à l'aviation israélienne. La timide rapprochement soviéto-iranien est aussi considéré avec méfiance à Damas, bien que l'on affirme croire que l'URSS ne renouera pas avec Israël tant que les raisons de la rupture (l'occupation des territoires conquis en 1967) n'auront pas disparu.

En réalité, les critiques émises de part et d'autre ne doivent pas occulter le fait que l'alliance soviéto-syrienne est aussi nécessaire à Moscou qu'à Damas. L'URSS n'a pas pour l'instant d'autre point d'ancrage dans la région que la Syrie et n'a pas lésiné, en 1982, pour remplacer l'armement détruit pendant le bref affrontement avec Israël. Trois mille experts soviétiques sont en Syrie, et Moscou a fourni à Damas les SS 21 qui lui permettent de menacer en profondeur Israël. Des Syriens sont à l'entraînement en Union soviétique pour piloter les Mig-29 - l'équivalent des F-15 dont est équipée l'armée de l'air israélienne.

Que Moscou, comme le dit avec insistance la rumeur, songe à l'après-Assad est sans doute possible, mais rien n'indique qu'il s'apprête à lâcher le président syrien.

La guerre du Golfe

Qui pourrait d'ailleurs présenter une solution de rechange ? Très divisés, les Frères musulmans n'ont pas, depuis le massacre de Hama, en 1982, retrouvé leur puissance d'antan. Les attentats qui ont eu lieu en Syrie depuis le mois de mars leur sont attribués, mais tout le monde y voit aussi une main irakienne ou palestinienne. « Ils ont perdu depuis Hama beaucoup de leur crédibilité », estime un expert, et les témoignages de religionnés comme le port du foulard pour les jeunes filles, qui s'est répandu ces dernières années, sont interprétés plus comme des manifestations silencieuses d'opposition que comme une adhésion au fondamentalisme musulman.

Autres opposants potentiels, les communistes, mais ils ne peuvent guère canaliser les frustrations d'une population très touchée par les restrictions. Ce mécontentement pourrait-il dégénérer ? Quelques grèves spontanées ont eu lieu, quelques manifestations ont été signalées dans les files d'attente, mais la peur

que font régner les différents services de renseignement est pour l'instant la plus forte, et l'exemple du Hama reste dans toutes les mémoires. Habituellement d'ailleurs, le régime tolère les critiques du citoyen ordinaire et le désolément par la parole reste une soupape de sécurité.

Plus préoccupante pour le pouvoir est la grigne qui a atteint l'armée, du fait des restrictions. « La lutte contre la contrebande, la limitation des importations, donc des possibilités de déournements, n'épargnent pas certains militaires, qui voient d'un mauvais œil diminuer leurs revenus », estime un observateur. Mais là encore, il faut nuancer, tant les grands chefs militaires, tous alaouites, savent le danger des divisions internes.

L'atout maître du président Assad reste, malgré les difficultés, son alliance avec Téhéran dans la mesure où il saura conserver une influence sur le régime iranien. « Il est certain, estime un diplomate, que, si la grande offensive iranienne avait été déclenchée et avait abouti à la prise de Bassorah, la position syrienne serait devenue intenable ». Le président syrien ne manque aucune occasion de dire, comme il l'a encore répété récemment, que « la terre d'Irak est terre arabe, et nous ne permettrons pas qu'elle soit occupée par qui que ce soit ». Et à cet égard la prise de Fao a été durement ressentie. Mais le président Assad ne se prive pas de dire que seule la Syrie peut empêcher la guerre du Golfe de se propager à d'autres pays de la région.

De plus, la Syrie n'a aucun intérêt à voir triompher l'Iran, car elle a tout à redouter de l'installation d'un régime prokhomeyniste à Bagdad. Et, si une réconciliation avec le président Saddam Hussein est exclue, Damas ne peut jouer un rôle de médiateur à Téhéran : les propos récemment tenus par le président du Parlement iranien (le *Monde* du 25 octobre) selon lesquels l'Iran pourrait cesser la guerre si le président irakien était destitué, quel que soit le régime qui lui succéderait, vont dans le bon sens pour Damas. Le président Assad avait déjà il y a quelques mois essayé de « vendre » cette solution aux dirigeants saoudiens. Mais là encore le président syrien n'est pas le seul maître du jeu. Le bref enlèvement du chargé d'affaires syrien montre que sa politique n'est pas appréciée par tous en Iran. Et qui d'ailleurs pourrait garantir que le régime de Bagdad ne tomberait pas aux mains des extrémistes chiites ?

Ce n'est certes pas la première fois que le président Assad rencontre des difficultés mais, incontestablement, sa marge de manœuvre s'est réduite, la situation économique de son pays le rendant aussi plus vulnérable aux pressions.

Toutefois, le président syrien garde les moyens de faire échouer toute solution qui irait à l'encontre de ses intérêts, et le temps, avec lequel il a toujours su jouer, peut encore une fois l'aider à traverser une phase difficile.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Les Etats-Unis et les otages du Liban

Le premier ministre iranien constate un « assouplissement » de Washington à l'égard de Téhéran

Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, estime qu'il y a bien un « assouplissement » de la position de Washington à l'égard de l'Iran, et cela est dû, selon lui, non pas à l'affaire des otages, mais à la « position de force » qu'occupe la République islamique. C'est cette même « position de force sur le front », a poursuivi le premier ministre, dont les propos étaient rapportés mercredi 5 novembre par Radio-Téhéran, qui autorise l'Iran à mener des négociations avec ses voisins du Koweït, d'Arabie saoudite et de Turquie à propos de la guerre du Golfe. Il a critiqué, à ce propos, ceux qui en Iran s'opposent à ses contacts : « L'Iran n'est pas bellâtre et, dans la mesure où il se trouve en position de force sur le front, il favorise le dialogue avec ses voisins ».

Il a confirmé les déclarations faites mardi par le président du Parlement, M. Hachemi Rafsanjani (le *Monde* du jeudi 6 novembre), selon lesquelles une délégation de cinq Américains s'était « récemment » rendue en Iran, sous la conduite de l'ancien conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité, M. Robert McFarlane. « Cet emissaire s'est présenté comme M. McFarlane, et son passeport le prouvait », a souligné M. Mousavi. Il n'en a pas moins expliqué, sans être très explicite, qu'il n'y avait « aucune possibilité de négociation entre nous et les Etats-Unis ».

Les révélations de M. Rafsanjani - quelques jours après la libération d'un des otages américains - ont suscité un réel embarras aux Etats-Unis, où on se refusait jusqu'alors à démentir ou à confirmer formellement la mission qu'aurait accomplie M. McFarlane en Iran. Se refusant à tout commentaire sur d'éventuels contacts secrets avec l'Iran, le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan, a assuré que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention d'« acheter » la libération des otages américains du Liban, expliquant que Washington était « prêt à parler du problème » mais non à accéder aux « exigences révolutionnaires » des ravisseurs (ceux-ci réclament, notamment, la libération de dix-sept personnes emprisonnées au Koweït à la suite d'une série d'attentats en décembre 1983).

Il reste que la presse américaine est unanime à estimer que l'affaire des otages est un des éléments ayant conduit les Etats-Unis à esquiver un rapprochement vers Téhéran. Le *Washington Post* croyait même savoir ce jeudi que des négociations américano-

iraniennes sont en cours depuis quatre mois, sous la conduite de M. McFarlane. Le quotidien assure que chacune des deux précédentes libérations d'otages américains (celle de M. Lawrence Janos, en juillet dernier, et celle de M. Benjamin Weir, en septembre 1985) a été accompagnée de livraison de matériel militaire à l'Iran - soit directement par les Etats-Unis, soit par des intermédiaires.

Mise en garde de M. Waite

A Londres, le chargé d'affaires iranien, M. Jalal Sudatian, a affirmé, dans une interview à la BBC, que Téhéran avait bien été en contact avec des compagnies américaines pour l'achat d'armes, en dépit de l'embargo décrété par Washington, il y a six ans, sur toute livraison de matériel militaire aux deux belligérants de la guerre du Golfe. Le diplomate a ajouté que son pays était prêt à faire des « recommandations » aux organisations qui détiennent les otages américains en Liban si Washington accepte de décaler certains avoirs iraniens bloqués aux Etats-Unis.

Enfin, toujours à Londres, l'émis-saire de l'Eglise anglicane, M. Terry Waite, a lancé, mercredi, un sévère avertissement à la presse. Il a dénoncé « les spéculations intempestives » auxquelles elle se livrerait et qui seraient, selon lui, de nature à remettre en cause sa médiation dans l'affaire des otages. De retour de Beyrouth, où il a contribué dimanche à la libération de l'otage américain David Jacobson, M. Waite a déclaré, s'adressant aux auteurs de certains commentaires de presse : « Est-ce que ces gens-là réalisent que leurs commentaires pourraient me coûter la vie ? Est-ce qu'ils réalisent combien la situation est critique ? (...) Pour l'amour de Dieu, laissez-moi tranquille ».

Il a expliqué que, lors d'un séjour à Beyrouth à Noël dernier, « on » lui avait donné vingt-quatre heures pour quitter le Liban, cependant qu'à d'autres occasions les ravisseurs avaient envisagé de l'ajouter à la liste de leurs prisonniers. — (AFP, Reuter, AP, UPI.)

• Tir de roquettes contre l'ambassade de Roumanie à Beyrouth-Ouest. — Les deux roquettes, lancées mercredi soir 5 novembre, ont touché le bâtiment sans faire de victime. L'incident est intervenu au moment où il se faisait, une rencontre entre israéliens et membres de l'OLP. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Nouvel échec de l'URSS à l'ONU

New-York. — Pour la septième année consécutive, l'URSS a subi une défaite devant l'Assemblée générale de l'ONU, qui a réitéré le départ immédiat de toutes les troupes soviétiques d'Afghanistan. La résolution soumise à l'Assemblée par le Pakistan avec l'appui de quarante-cinq autres pays et qui réclamait « le retrait de toutes les forces étrangères d'Afghanistan » a été adoptée par 122 voix contre 20 et 11 abstentions.

Le retrait partiel de six régiments soviétiques d'Afghanistan, auquel la presse occidentale avait été conviée et qui a été achevé quelques jours seulement avant l'ouverture du débat de l'Assemblée, n'a donc eu pratiquement aucun effet sur le vote, bien que nombre de pays du tiers-monde aient déclaré prendre note de ce « geste de bonne volonté ». — (AFP.)

Centrafrique

Le procès de Bokassa s'ouvrira le 26 novembre

Bangui. Le procès de l'ax-umpeur Jean-Bédel Bokassa s'ouvrira le 26 novembre à Bangui, a annoncé, mercredi 5 novembre, le ministre centrafricain de la Justice, précisant que les débats pourraient durer un mois. Le 31 octobre dernier,

le président centrafricain, le général André Kolingba, avait déclaré que Bokassa serait jugé « dans les plus brefs délais » et aurait droit à un procès « public ». L'ex-empereur est actuellement interrogé par une commission d'enquête. Lors du procès du 19 décembre 1980, Jean-Bédel Bokassa, reconnu coupable de onze chefs d'accusation, avait été condamné à mort par contumace. A Kinshasa, le ministre centrafricain des affaires étrangères, M. Jean-Louis Paimis, a déclaré que le peuple centrafricain demandait, à l'unanimité, « l'exécution de la sentence prise en 1980 ». (AFP, Reuter, AP.)

Tchad

L'état de santé de M. Goukouni Oueddei s'est amélioré

La vie de M. Goukouni Oueddei, président du GUNT, « n'est plus en danger », mais il reste hospitalisé et « Kadhafi est seul responsable d'une

évolution négative de sa santé », a affirmé, mercredi 5 novembre, à Paris, son directeur de cabinet, M. Kallim Ahmet. « Il appartient désormais à la communauté internationale de faire les pressions nécessaires pour qu'il recouvre la liberté », a-t-il ajouté. M. Kallim Ahmet a précisé que « les cinquante personnes liées au GUNT arrêtées ces derniers temps, sont détenues dans une prison du quartier Adiba, à Tripoli ». A N'Djamena, le gouvernement tchadien a appelé le communauté internationale à aider le Tchad à recouvrer ses « droits fondamentaux » et a, de nouveau, dénoncé le « génocide systématiquement organisé par le Libye sur les populations civiles du nord du Tchad ». « Ce qui se passe dans cette zone, souligne un communiqué gouvernemental, dépasse l'entendement humain : massacres collectifs, populations déportées, palmarès incendies, bébés décapés... Les responsables de cet enfer ont trouvé provisoirement refuge dans les montagnes où ils sont vus à une mort lente, par le froid, la soif, le froid et par la chaux à l'homme que pratique l'occupant ». — (AFP.)

Voulez-vous
gagner
6 voyages
en avion
+
6 semaines
de séjour
au Maghreb
ou à Paris ?



Il vous suffit de nous renvoyer
le bon ci-dessous avec un chèque de 53 FF.
Vous recevrez le numéro double 51-52
de Grand-Maghreb et le règlement du concours.

Je soussigné
souhaite recevoir le numéro 51-52 de Grand-Maghreb
et le règlement de votre concours.

Fait à _____ le _____

Grand-Maghreb - CIGMA
I.E.P., BP 45 - 38402 SAINT-MARTIN-D'HERES

Les pays
du Conseil du Golfe
demandent à l'Iran
de négocier
avec l'Irak

Abou-Dhabi (Reuter). — Au terme de leur sommet annuel, les six Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) - Arabie saoudite, Koweït, Oman, Bahreïn, Qatar et Emirats arabes unis - réunis à Abou-Dhabi ont engagé, mercredi 5 novembre, l'Iran - à cesser ses attaques contre les navires marchands et à répondre favorablement aux efforts de médiation visant à mettre fin à son conflit avec l'Irak.

« Le Conseil affirme sa détermination à préserver les intérêts légitimes de ses Etats membres et à préserver la liberté de navigation en provenance et à destination des ports des Etats du Conseil », souligne le CCG, qui demande à Téhéran de respecter les résolutions de l'ONU relatives à la liberté de navigation dans les eaux internationales.

Le Conseil réitère, par ailleurs, son appui aux résolutions de l'ONU réclamant un cessez-le-feu immédiat entre l'Iran et l'Irak, un retrait des troupes des deux pays sur la frontière internationale reconnue et l'ouverture de pourparlers de paix. Il félicite l'Irak d'avoir accepté ces résolutions et exprime l'espoir de voir l'Iran répondre à cette « volonté internationale ».

مكتبة الأنجلو

Le projet de loi de programme militaire 1987-1991

Stratégie du genre depuis un quart de siècle, la loi de programme militaire 1987-1991 a été adoptée, mercredi 5 novembre, par le conseil des ministres.

De ce projet de loi, qui propose d'attribuer 474 milliards de francs à l'équipement militaire et classique, des armées en cinq ans, le chef de l'Etat a dit qu'il était « sérieux », « raisonnable » et « cohérent ». La programmation préparée par

MM. Chirac et Girard donne la priorité, à la dissuasion, notamment aux sous-marins lance-missiles, et elle engage, financièrement, le lancement de nombreux autres projets, comme le porte-avions à propulsion nucléaire, l'avion-radar, le système d'armes préstratégiques Hadès, le char Leclerc, des satellites d'observation et de transmission, ainsi que le programme d'un nouvel avion de combat dérivé du Rafale de Dassault.

Pour la première fois, un gouvernement français annonce qu'il ne s'interdira pas de construire des armements chimiques.

Dès lors que ce projet de loi a reçu l'imprimatur du président de la République, les socialistes sont de plus en plus nombreux à s'interroger sur le sens de leur vote lors de l'examen du projet de budget militaire pour 1987, qui est la première

étape de ce plan quinquennal, et de la présentation, vraisemblablement à la session prochaine, de la loi de programme au Parlement.

La plupart des socialistes estiment, cependant, que M. Mitterrand sort renforcé de cette nouvelle épreuve de la cohabitation et ils chercheront à déterminer, la semaine prochaine, si les textes officiellement présentés sont bien en harmonie.

Les grandes lignes du projet

Précédée d'un exposé des motifs, la loi de programme relative à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 contient quatre articles, suivis d'une annexe. Ces quatre articles proposent de consacrer à l'équipement des trois armées et de la gendarmerie un total de 473 997 millions de francs de crédits de paiement (valeur 1986) : 84 127 millions de francs en 1987, 89 100 en 1988, 94 450 en 1989, 100 120 en 1990 et 106 200 en 1991.

● La doctrine
« La politique de défense de la France, est-il indiqué, continue de reposer sur les mêmes principes fondamentaux : indépendance nationale, solidarité avec nos alliés, présence et rayonnement dans le monde. » Après avoir estimé que « le rapport des forces en Europe demeure caractérisé par un important déséquilibre en faveur de l'Union soviétique », le projet de loi rappelle que « le service national doit rester un fondement de notre politique de défense » et que, « la dissuasion forme un tout » qui ne doit être « ni entamé », « ni circonscrit ».

« La politique de défense de la France a, d'abord, pour but de préserver son indépendance et de protéger ses intérêts vitaux. Cet objectif est atteint par la dissuasion nucléaire stratégique (...). Membre de l'Alliance atlantique, la France honore ses engagements, selon des modalités qu'elle entend, comme par le passé, déterminer librement (...). Si la survie de la nation

se joue aux frontières du pays, sa sécurité, elle, peut se jouer aux frontières de ses voisins, le président de la République jugeant en fonction des circonstances si les intérêts vitaux du pays sont menacés. Le lien entre la manœuvre des forces classiques françaises et la menace de recours aux armes nucléaires doit renforcer le caractère dissuasif de notre engagement (...). La coopération en matière de sécurité avec la République fédérale d'Allemagne a un caractère privilégié (...). Nos forces armées sont l'un des éléments de notre présence et de la protection de nos intérêts outre-mer », dans l'Océan Indien, le Pacifique, les Antilles et la Guyane, observe encore le texte de loi, qui estime : « La France considère que la réduction véritable des arsenaux nucléaires des Etats-Unis et de l'Union soviétique constitue la première étape d'un processus général de désarmement nucléaire. »

● La mobilisation
A propos de l'organisation des forces, le projet de programmation rappelle que « le service national doit rester un fondement de notre politique de défense » et que, « la dissuasion forme un tout » qui ne doit être « ni entamé », « ni circonscrit ».

Le texte de loi propose ensuite plusieurs actions dans les domaines militaires, stratégiques et préstratégiques, et classiques.

Poursuite de l'équipement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, avec le système M4. Pour

suite du « durcissement » des réseaux de communication et de commandement des forces nucléaires. Construction sans délai d'une nouvelle génération de sous-marins nucléaires lance-missiles, plus discrets et moins vulnérables. Amélioration du système d'armes emporté par les sous-marins et développement d'un nouveau missile balistique, le M5. Préparation du remplacement des composantes stratégiques, terrestres et pilotes, par le développement d'une nouvelle composante terrestre, comportant un missile balistique léger capable de trajectoires tendues. Acquisition de moyens d'observation par satellites. Déploiement de navires à capacité anti-sous-marin, anti-mine et d'avions de patrouille maritime. Disposition d'un armement nucléaire préstratégique défini par sa valeur d'avertissement et par son efficacité militaire propre, dont l'emploi sera décidé par le président de la République en fonction de la situation politique et militaire du moment. Moyens aéroportés de détection lointaine pour les menaces aériennes à basse altitude. Maintien des capacités de transport aérien appropriées et de navires logistiques.

● Les forces classiques
« La marine devra, en particulier, précise le texte de loi, continuer à disposer d'un groupe « porte-mineurs » (...). L'organisation des forces sera telle qu'elles puissent intervenir, pour l'aviation, dans les premières heures et, pour les forces terrestres, dans les tout premiers jours du conflit. Une partie sera dotée de moyens de combat et

d'aéromobilité lui permettant de se projeter en quelques heures à grande distance de ses bases. »

« Les forces françaises, est-il encore indiqué, seront dotées des systèmes d'armes modernes leur permettant de remplir de manière efficace leurs missions en coopération avec les forces de nos alliés (notamment mille neuf chars, cinq cents pièces d'artillerie, huit mille blindés, cinq cents hélicoptères et quatre cent cinquante avions de combat en ligne. » Le texte de loi propose, enfin, d'instituer une protection passive appropriée de chaque « point sensible », puis un dispositif de défense réparti sur l'ensemble du territoire, appuyé notamment sur la gendarmerie et utilisant les personnels de réserve vivants au voisinage des lieux concernés, et des moyens mobiles, plus puissants, susceptibles de faire face à des actions militaires localisées de plus d'envergure.

● Les armées chimiques
En revanche, conclut le projet de programmation militaire, « on ne peut que constater l'existence d'armes chimiques abondantes et diversifiées, utilisables par un agresseur éventuel en dépit des traités internationaux en vigueur. La France ne saurait renoncer définitivement à des catégories d'armement que d'autres nations ont refusé d'avoir le droit de posséder, ni d'accepter de voir ses forces de défense paralysées par ces armes si celui-ci prenait l'initiative d'utiliser ses armes chimiques. Elle devra donc disposer d'une capacité dissuasive appropriée. »

Au bureau exécutif du PS

« Oui, si », au budget militaire

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 5 novembre en l'absence de M. Lionel Jospin, sous la présidence de M. Jean Poperen, numéro deux du parti à rouvrir le débat sur la défense notamment sur l'initiative de M. Jean-Pierre Chevènement, qui a souhaité que le parti se prononce sur le sujet.

Les dirigeants du PS se sont félicités du fait que les orientations définies par le président de la République à Cayenne aient été reprises et se traduisent dans le projet de loi de programmation militaire. Dans ces conditions, le vote de ce projet ne pose pas de problème aux dirigeants du PS.

Il n'en va pas de même pour le projet de budget sur la défense dont l'Assemblée nationale débatera le 12 novembre.

Dans la mesure où ce projet de budget représente la première étape du projet de loi de programmation, la plupart des dirigeants du PS (notamment les rocardiens, les membres de l'ex-CERES, la plupart des mitterrandistes) pensent que le vote du budget va avec celui de la loi de programmation.

Toutefois, lors des votes en commission, les députés socialistes ne s'étaient pas prononcés, dans l'attente de crédits « réservés » en fonction des choix de la loi de programmation. Il conviendra donc, selon les dirigeants du PS, de vérifier que le projet de budget donne

bien les moyens de réaliser le choix de programmation militaire.

Seul M. André Laignel s'est catégoriquement opposé au vote du budget en faisant valoir, d'une part, que le budget de l'Etat est un tout qu'on ne peut accepter ou refuser par parties ; d'autre part, que les socialistes ne peuvent accepter que la défense ait, en 1987, plus de moyens que l'éducation nationale.

Dans un premier temps, M. Pierre Mauroy a, lui aussi, semblé juger qu'il était difficile de dissocier le budget de la défense de l'ensemble du budget. Puis il a admis le vote du projet de budget militaire après vérification soignée de sa conformité avec la loi de programmation.

M. Laurent Fabius a jugé qu'il était, effectivement difficile, de refuser le budget militaire.

Cette discussion a fait rebondir l'éternel débat groupe parlementaire-parti. M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée, a manifesté, selon plusieurs membres du bureau exécutif, une certaine « irritation », devant le fait que le bureau exécutif se saisisse de ce débat, alors que, selon lui, le parti a été régulièrement informé du sujet et qu'une divergence importante n'est apparue à l'intérieur du groupe parlementaire.

J.-L. A.

Cinq planifications précédentes

Cinq lois, dites de programmation ou de programmation militaire, ont précédé la loi actuelle, aujourd'hui, par MM. Chirac et Girard.

1) La loi de programmation 1960-1964, d'un montant total de 11 970 millions de francs (valeur 1960), n'a porté que sur 38 % des équipements commandés par les armées françaises durant cette période. C'est ce qu'on a appelé les « programmes majeurs », essentiellement la mise sur pied des escadrons de bombardiers Mirage-4 et la mise en route des usines nucléaires.

2) La loi de programmation 1965-1970, d'un montant total de 54 838 millions de francs (valeur 1965), a représenté 67 % des investissements militaires durant cette même période. Elle a couvert principalement l'installation des missiles du plateau d'Albion et le système d'armes tactiques Pluton.

3) La loi de programmation 1971-1976, d'un montant total de 82 400 millions de francs en crédits de paiement et de 93 500 millions de francs en autorisations de programme, a été la première loi à prendre en compte l'ensemble des dépenses

d'équipement. Elle a principalement servi à réaliser la force nucléaire stratégique russe.

4) La loi de programmation 1977-1982 a été globale, c'est-à-dire qu'elle a concerné les dépenses de fonctionnement et les crédits d'équipement, et elle était exprimée en crédits de paiement, soit au total, 502,4 milliards de francs (valeur 1977). Elle a surtout permis de moderniser les missiles du plateau d'Albion, à augmenter le nombre des sous-marins stratégiques et a contribué à diversifier les systèmes d'armes nucléaires tactiques.

5) La loi de programmation militaire 1984-1989 a été globale (fonctionnement et équipement) et elle a été exprimée en crédits de paiement : 253,6 milliards de francs pour la période 1984 à 1985 ; 536,4 milliards de francs pour la période 1986-1988. Soit au total 830 milliards de francs (valeur 1984). Elle se proposait de lancer, notamment, le nouveau char Leclerc, le porte-avions nucléaire Richelieu, un nouvel avion de combat, le système d'armes tactique Hadès et un nouveau modèle de sous-marin lance-missiles.

Les socialistes resteront-ils l'arme au pied ?

Voterez-vous, ou pas ? Si l'on en croit les sondages express réalisés mercredi 5 novembre dans les couloirs de l'Assemblée nationale, le groupe socialiste devrait adopter, mercredi prochain, 12 novembre, le budget de la défense présenté par le ministre, M. André Girard, en avant-première de la loi de programmation militaire 1987-91.

L'issue du conseil des ministres de mercredi, qui était consacré à ce sujet (le Monde du 6 novembre), et l'audition, le même jour, de M. Girard devant la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale, semblent avoir convaincu la majorité du groupe socialiste, en tout cas ses cadres, qu'un vote positif était envisageable.

La position du groupe ne sera toutefois définitivement arrêtée que le 12 novembre au matin. Pour l'heure, les tenants du vote des crédits militaires estiment que leur attitude se justifie pleinement puisque les prérogatives du président de la République, chef des armées, sont renforcées des derniers événements qui mettent en tension l'opposition française qui prévaut entre l'Elysée et Matignon depuis plusieurs mois. Pour eux, il n'y a pas de compromis, M. Chirac sur chacun des points de friction (notamment la priorité aux forces océaniques stratégiques, le concept d'emploi de nucléaire préstratégique).

« J'ai le plaisir de constater que la politique du président de la République est poursuivie », se félicite l'ancien ministre de la Défense, M. Paul Quilès, qui éprouve un malin plaisir à souligner le fait que le budget 1987 s'inscrit dans le droit fil de la loi de programmation 1984-88 préparée en 1983 par MM. Mauroy et Harnu. Ce dernier est d'ailleurs l'un des plus chauds partisans du vote du budget 1987 et de la future loi de programmation.

Quant à l'ancien premier ministre, M. Laurent Fabius, il n'y est pas hostile « à partir du moment où la politique de défense correspond à nos souhaits et que la loi de programmation ». Le député de Seine-Maritime estime, en outre, comme M. Jack Lang, que dans cette affaire « la fonction présidentielle s'est affirmée ».

Le président de la commission des affaires étrangères, M. Roland Dumas, juge ce budget « conforme aux vœux du président », tandis que

l'ancien ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, affirme que le gouvernement Chirac « n'est pas parvenu à remettre en cause la stratégie de la France ». « Il y a continuité », se félicite M. Philippe Bassinet, député des Hauts-de-Seine approuvé par M. Michel Sapin, élu du même département, qui estime que « la dissuasion nucléaire invite à l'union nationale ». « François Mitterrand a eu satisfaction », enchaine M. Christian Goux. « Il faut voter ce budget. »

C'est d'ailleurs ce qu'attendent de nous les Français », souligne pour sa part Jean-Pierre Desrude (Pyrrhéens-Atlantiques), M. Claude Evlin, député de Loire-Atlantique, partage ce point de vue tout en estimant, cependant, que le Parti socialiste ne peut plus se permettre de faire l'économie d'un débat de fond sur la défense.

« L'Elysée est pour »

Ce débat, M. Paul Quilès veut l'avoir, mais à propos de la future loi de programmation militaire. Il relève le « paradoxe » qui veut que le budget 1987 soit discuté avant la loi de programmation militaire, dont il est pourtant le préluce. « Il reste des zones d'ombre, ce n'est pas critique en soi, mais tout cela devrait prêter à débat », précise-t-il. M. André Laignel fait, quant à lui, un distingué entre le budget lui-même « du ressort du gouvernement », et la loi de programmation, « conforme aux orientations du président de la République ». Il n'est, en tout cas, pas prêt de voter ce budget, tout comme M. René Souchoy, qui ne voit pas pourquoi les députés socialistes feraient « cette concession » à M. Jacques Chirac alors qu'ils ont repoussé jusqu'à présent tous ses budgets. « Je m'abstiendrai de toute façon », affirme, catégorique, M. Jean Giovannelli député du Morbihan. M. François Loncle met en avant, quant à lui, pour expliquer son refus, les réactions de l'électorat du PS et des militants face à un geste d'approbation de la politique gouvernementale qui rendrait d'autant plus difficile la tâche de la non-cogestion.

« J'avais déjà du mal à voter les budgets de la défense quand nous étions au pouvoir, alors voter celui-ci... », explose M. Loncle, qui affirme être soutenu par nombre de

députés PS. « C'est l'ensemble de la politique budgétaire du gouvernement qui est à rejeter. Comment pourrions-nous assumer notamment devant la jeunesse l'approbation d'un budget aussi symbolique », affirme-t-il, tandis que M. Alain Billaudon (Saône-et-Loire), tout en réservant sa réponse, se dit « choqué » de voir le budget de la défense passer cette année devant celui de l'éducation. L'avant-dernier mot revient à Dominique Strauss-Kahn (Haute-Savoie) : « Voter le budget

me paraît être une bonne stratégie... Je crois savoir que l'Elysée est pour. » Mais le dernier mot appartient à ce député socialiste qui insiste pour conserver l'anonymat : « De toute façon, 80 % des élus du groupe ne connaissent rien aux problèmes de défense, et il faut cette situation originale de cohabitation pour que cela nous force à en débater... »

PIERRE SERVANT.

Selon l'Institut d'études stratégiques de Londres

L'URSS et les Etats-Unis assument 55 % à 60 % des dépenses militaires mondiales

Londres. — Les perspectives de désarmement paraissent particulièrement sombres, en dépit du récent sommet de Reykjavik, a estimé l'Institut international pour les études stratégiques (IISS) de Londres, lors de la présentation de son rapport annuel sur l'équilibre des forces dans le monde (1985-1987).

« La fessée ne semble pas près d'être comblée » maintenant que le lien entre les euro-missiles et l'initiative de défense stratégique (IDS) a été réaffirmé, a estimé le directeur de l'Institut, M. Robert O'Neill.

L'Institut estime qu'il n'y a pas eu, par rapport à son dernier bilan, de véritable augmentation du nombre de missiles déployés, en raison du désarmement d'anciens systèmes.

Mais, ajoute l'IISS, les nouveaux missiles sont plus perfectionnés, notamment dans leur système de guidage, et ont de meilleures chances de survie en cas de conflit.

En URSS, bien que le nombre total de missiles balistiques intercontinentaux demeure de 1 398, 72 sont de nouveaux SS-25 à une seule ogive, qui ont remplacé les plus anciens SS-11. Les SS-25 ont une puissance inférieure aux SS-11, mais sont beaucoup plus précis. Le nombre de missiles balistiques SS-20 à moyenne portée est maintenant

de 441, dont 270 sont déployés à l'Ouest.

Les Etats-Unis ont commencé à déployer leur nouveau missile intercontinental MX, dont deux ont été installés en septembre dans des sites modifiés, prévus à l'origine pour les missiles Minuteman-III.

L'URSS a une nette supériorité sur les Etats-Unis en ce qui concerne les missiles intercontinentaux terre-terre, tandis que Washington a un avantage de deux contre un en matière de missiles lancés à partir de sous-marins, et de quatre contre un pour les ogives lancées à partir de bombardiers.

Toutefois, les réductions prévues au budget américain dans le courant des prochaines années laissent prévoir une diminution significative des dépenses militaires, qui nécessiterait une redistribution des choix stratégiques, estime l'Institut.

L'URSS dépense plus que les Etats-Unis pour sa défense, soit 12 % à 17 % de son produit intérieur brut, selon différentes estimations occidentales, souligne encore le rapport de l'IISS, qui ajoute que les deux super-puissances dépensent à elles seules 55 % à 60 % des dépenses militaires mondiales. Cette proportion atteint 75 ou 80 % si l'on prend en compte les dépenses conjuguées de l'OTAN et du pacte de Varsovie. — (A.F.)

Nouveautés

■ LA RÉGION EN QUÊTE D'AVENIR
Compétences et moyens
Nicolas Tenzer
48F

■ SUR LES STATISTIQUES DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE
Rapport au Premier ministre
Edmond Malinvaud
Coff. des Rapports officiels, 55F

■ UNE DÉCENTRALISATION DU SYSTÈME DE SANTÉ
Commissariat général du Plan, 75F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire - Paris 7^e Tél: (1) 42 61 50 10

Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Affaires sociales et emploi :
le refus de « l'incantation lyrique »

Les députés ont commencé, le mercredi 5 novembre, l'examen du budget des affaires sociales et de l'emploi, présenté par M. Philippe Séguin. D'un montant de 104 milliards de francs, les crédits de ce département, qui englobe la santé et la famille, la formation professionnelle et la Sécurité sociale, sont en progression de 2 %. La part de ce ministère dans le budget général de l'Etat est de 8,97 %. Les dossiers de l'emploi et de la protection sociale ont été au cœur de cette première journée de discussion.

C'est avec le souci évident d'être écouté, sinon compris, que le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Séguin, a lu à la tribune, sur un ton dépressif et volontiers pédagogique, un discours de quarante pages présentant les grandes lignes budgétaires d'un ministère qui, au vu du nombre de ces départements rattachés, fait figure de « potentat ». Le ministre, affirmant sa « sincérité » et sa « détermination », a abordé les aspects multiformes de sa politique, sans être interrompu ou chahuté ; la convivialité a semblé momentanément de mise dans l'hémicycle avant que l'opposition ne reprenne ses droits pour contrer très vigoureusement la politique sociale du gouvernement.

M. Philippe Séguin a reconnu que les comparaisons budgétaires entre 1986 et 1987 étaient pour le moins délicates, compte tenu des changements de structure de son ministère. Au-delà des évolutions de compétences, il a voulu, d'entrée de jeu, mettre l'accent sur la priorité que le gouvernement entend donner à travers ce budget à l'emploi, à l'insertion professionnelle et à la formation. « On peut considérer que les dotations pour l'emploi ont augmenté de 8 % par rapport à 1986 », a-t-il souligné.

Affirmant ne pas vouloir faire de « l'incantation lyrique », le ministre a affirmé sa conviction dans la justice de sa politique sociale non pas tant au regard du niveau « satisfaisant » de ses crédits, qu'à celui de l'activité déployée par le gouvernement depuis sept mois : le plan d'emploi pour les jeunes, le plan pauvreté, la réforme de l'organisa-

tion hospitalière, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, etc.

M. Séguin — qui aime à répéter qu'il est, en fait, le ministre du chômage, l'emploi étant, selon lui, dévolu de fait à M. Balladur — a souligné le fait que le problème de l'emploi était à prendre dans sa dimension mondiale. Le gouvernement prend donc, selon lui, en compte deux objectifs : moderniser l'appareil productif et s'occuper de ceux qui, à un moment donné, se trouvent exclus du secteur productif.

« Ministre
du chômage »

Pour tenir sur ces deux fronts, M. Séguin a expliqué qu'il ne croyait pas aux éventuels effets bénéfiques d'une relance par l'investissement. « La France a déjà connu des périodes fastes, où la croissance et les créations d'emplois qu'elle entraînait n'empêchaient pas l'augmentation du chômage », a souligné M. Séguin, pour qui aucune relance ne saurait contenir le double mouvement de la pression démographique et de l'augmentation du travail des femmes. « Il est donc vain et dangereux, a-t-il insisté, d'opposer traitement économique et traitement social. La lutte pour l'emploi ne se divise pas en politique sociale et politique économique vaine de pair. »

La politique de l'emploi du gouvernement (71 milliards de francs, soit plus de 15 %) s'articule autour de trois axes que M. Séguin a mis en exergue : lever les contraintes, faciliter l'adaptation de l'offre et de la demande, faciliter enfin la création d'activités nouvelles, économiquement et socialement utiles. Au chapitre des mesures destinées à « exclure progressivement de notre droit ce qui peut dissuader la création d'emplois », le ministre a rappelé qu'un accord interprofessionnel était intervenu entre les partenaires sociaux sur le licenciement économique et que, « d'ici à quelques semaines », il serait en mesure de déposer le projet de loi reprenant les dispositions principales de cet accord et complété par « des mesures d'amélioration du fonctionnement des juridictions prud'homales ».

Trois séries d'actions, a indiqué le ministre, seront également engagées

pour favoriser une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de travail : le placement, la formation et la réinsertion des chômeurs les plus défavorisés. Il n'a ajouté que les formations en alternance (apprentissage, formations complémentaires, etc.) constituaient les « outils privilégiés » de sa politique. Il n'a réaffirmé en outre son attachement aux TUC transformés, pour lesquels il prévoit des formules d'extension afin de favoriser une meilleure insertion des jeunes.

Le ministre a également longuement insisté à la tribune sur le fait que la recherche systématique de nouveaux gisements d'emplois passait nécessairement par les services et les entreprises individuelles comme l'exemple américain le prouvait. Il a indiqué qu'un processus de simplification et d'exonération des charges sociales pour les chômeurs créateurs d'entreprises serait mis à l'étude. « Je suis persuadé qu'une grande part des emplois à créer le seraient par des entreprises nouvelles », a-t-il dit.

Un bilan de santé
de la Sécurité sociale

Le bilan de santé de la Sécurité sociale a été également au cœur du débat. M. Séguin a estimé que c'était la situation de la branche vieillesse qui était « la plus critique ». Le ministre a également rappelé que la retraite à solde n'a pas été touchée, mais que la dégradation des comptes avait conduit à un relèvement de la cotisation d'assurance vieillesse et à une contribution de 0,4 % sur les revenus. Des mesures qui avaient en leur temps entraîné la réprobation de M. Valéry Giscard d'Estaing (qui y voyait une inacceptable augmentation des prélèvements obligatoires).

Alors que M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Oise) a donné à M. Séguin quinze de son budget « d'endiguement du chômage », M. François Bachelot (FN, Seine-Saint-Denis), dénonçant, quant à lui, la politique sociale de M. Séguin, dont le slogan serait : « Plus socialiste que moi, tu meurs », M. Jacques Roux (PCF, Hérault) a dénoncé pour sa part « la brutalité inhumaine d'une politique qui met en cause la protection sociale ». Les députés PC, qui n'ont pas oublié

leur combat acharné contre l'aménagement du temps de travail avant le 16 mars, ont souligné la « continuité » de la politique actuelle avec celle menée par les socialistes.

« Le gouvernement pose de bonnes questions mais n'apporte pas de bonnes réponses », a affirmé M. Claude Evia (PS, Loire-Atlantique). Le rapporteur pour avis a estimé que « la diminution de plus de 33 % des programmes d'aide sociale ne rendait guère crédible » le discours du ministre, « notamment en ce qui concerne sa politique de lutte contre la pauvreté ». Dans le domaine de la santé, le gouvernement, selon M. Evia, par « clientélisme politique, n'envisage rien en direction de l'activité médicale et de la prescription alors qu'il y a pléthore de médecins ». « Nous devons comprendre que notre système de protection sociale n'est plus synonyme du seul mot droit, mais qu'il existe aussi pour nous des devoirs », a répondu M. Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique). « N'assimilons plus solidarité et assistance », a-t-elle ajouté.

L'ancien ministre, M. Jean Amroux (PS, Loire), a affirmé que c'était par fidélité à l'égard du monde du travail qu'il « condamnait une politique de répression sociale et d'impréparation de l'avenir (...). Ni la confiance ni l'emploi ne sont au rendez-vous de mauvais choix budgétaires au service d'une mauvaise politique ». En revanche, le rapporteur spécial, M. Jean Bousquet (app. UDF, Gard), a estimé que M. Séguin avait su, en sept mois, recréer les conditions d'une « restructuration du tissu économique ».

« Je le dis comme je le pense », s'est exclamé M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines), rapporteur pour avis, vous êtes le seul ministre que l'on souhaite voir présenter un jour un budget en baisse, car, chaque fois qu'un ministre de l'emploi nous présentera un budget en hausse, cela voudra dire que le chômage n'est pas jugulé. Enfin, M. Michel Hammon (RPR, Isère), rapporteur pour la santé et la famille, a jugé ce budget « courageux et humain », mettant l'accent sur deux aspects « positifs » : l'effort dans la lutte contre les légers sociaux (notamment la toxicomanie) et la rationalisation des dépenses de santé.

P. S.

La séance de questions

Un baptême de pupitres pour M. Galland

Pauvre M. Galland ! Pour sa première prestation devant les députés, le ministre délégué chargé des collectivités locales — depuis le 19 août, en remplacement de M. Bernard Bosson — n'a pas pu en placer une. Un véritable festival de claquemets de pupitres et des bordées de quolibets ont couvert sa tentative — obstinée mais avortée — de répondre à une question de M. Louis Mézard (PS, Isère), mercredi 5 novembre, lors de la séance à l'Assemblée consacrée au contrôle des fonds de la question du Conseil de Paris (le Monde du 31 octobre). On se serait cru à un congrès du Parti radical, dont, il est vrai, M. Yves Galland est membre. Pour être honnête, les radicaux de gauche ne sont pas mal, eux non plus, dans ce registre.

Or donc, la séance de question, au gouvernement était partie sur une mer houleuse avec une altercation entre premiers ministres, l'ex et l'actuel, M. Fabius et M. Chirac. La mer s'est franchement démontée avec la question de M. Mézard cherchant à savoir pourquoi certains parlementaires RPR tentent, selon lui, avec une belle constance de soustraire l'utilisation d'une partie de l'argent de la question de la mairie de Paris au contrôle de la chambre régionale des comptes. « Et Correfour du développement ? » (sic), s'est-on alors écrié sur les bancs de la droite, faisant par-là même un parallèle explicite et pour le moins dangereux ! Du bel organe de M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne) sortait cette sentence à l'adresse de M. Mézard : « Quel cynisme himalayen ! »

A l'évidence la question s'adressait à M. Chirac, maire de Paris, mais son adjoint à la mairie, M. Galland, montait au feu. Première salve sur les bancs socialistes : « Pas vous ! » M. Pierre Jourdain (PS, Seine-Loire) fait « non » du doigt et de la tête. M. Georges Dufour (PS, Gard), aux anges, et M. François Gaspard (PS, Eure-et-Loir), d'ordinaire taciturne, claquent leur pupitre avec joie. M. André Billardon (PS, Saône-et-Loire), d'an-

grand geste du bras, invite M. Galland à retourner l'assise. Les spectateurs saisissent au vol une brève de phrase de l'orateur chahuté comme un professeur stagiaire par des potaches endiablées.

« Revenons la réponse », lance sans conviction le président Chabaud-Delmas. M. Galland va-t-il craquer sous le bruit qui redouble ? Perdu, il s'entre-tient avec M. Chirac. Les députés de la majorité sont pétrifiés d'angoisse. Que répondre ? Une seule solution pour eux : quitter l'hémicycle. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, intime l'ordre à ses troupes de se ressourcir. « Ce sont des fascistes ! », hurle M. Jean-Charles Cavallé (RPR, Morbihan).

Le président de l'Assemblée domine alors le coup de grâce : « Je crois que ce n'est plus la peine de continuer, monsieur le ministre. » KO debout, M. Galland s'en retourne à son banc sous les applaudissements des radicaux socialistes. M. Chirac le venge immédiatement en ne répondant pas à la question posée, mais en affirmant au micro que « la raison du vaincu est que ces messieurs, un peu gênés par la question précédente, ont voulu se défendre grâce à celle-ci ! ». Et ce n'est pas fini. M. Jack Lang (PS, Loire-et-Cher) entame-t-il à peine sa question sur les Restitutions du cœur que le sang RPR ne fait qu'un tour. « Les socialistes ont épuisé leur temps de parole ! », lance M. Vivien alors que ses collègues gaullistes quittent la séance en signe de réprobation. « Non, j'ai le cœur sous les yeux », lui rétorque M. Chabaud-Delmas. La majorité des députés UDF restent sages à leur place.

La joute en trois temps entre le PS et le RPR s'achève par une gentillesse de M. Juppé, ministre délégué chargé du budget, à l'adresse de M. Lang, accusé de maître son cœur « en bandoulière quand [il] voit une caméra de télévision ». M. Galland, lui, se serait bien passé des caméras de télé.

OLIVIER BUFFAUD.

CONSTRUCTION DE L'EPST-CEMAGREF

TRAVAUX SUSPENDUS

COMBIEN DE TEMPS, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE ?

Combien de temps encore le CEMAGREF (1) sera-t-il empêché de réaliser les indispensables améliorations aujourd'hui rendues possibles par sa transformation en EPST : meilleure insertion dans la communauté scientifique, développement de ses liens avec les utilisateurs (2), mise en place d'une programmation et d'une évaluation concertées de ses travaux... ?

Combien de temps encore le CEMAGREF va-t-il demeurer le dernier EPST sans conseil d'administration, sans instances scientifiques, sans statut du personnel ?

Combien de temps encore les ministères de tutelle (agriculture, recherche, finances...) seront-ils incapables de s'accorder pour mettre en place les structures et le statut des personnels d'EPST nécessaires au fonctionnement de l'établissement ?

Combien de temps encore continueront-ils à tergiverser et à se renvoyer la balle ?

La France a besoin d'une recherche technologique performante au service du monde rural et de ses industries connexes. Le CEMAGREF, regroupant des compétences diverses et complémentaires (ingénieurs d'Etat, spécialistes de haut niveau issus de l'Université et des grandes écoles, etc.), mêlant étroitement recherche, développement, et valorisation, est en mesure de répondre avec dynamisme à cet objectif.

Encore faut-il que le millier d'agents qui y travaillent ne soient pas mis dans l'incapacité de remplir leur mission en raison de l'inertie du gouvernement !

Assez de temps perdu, Monsieur le premier ministre !

Nous attendons de vous une intervention permettant de débloquent la situation et de faire cesser le gâchis.

LE PERSONNEL DU CEMAGREF EN LUTTE
AVEC LES SYNDICATS CFDT - FO - FGAF.

Pour tous contacts : Intersyndicale CFDT - FO - FGAF
CEMAGREF BP 121, 92164 Antony Cedex. - Tél. : (1) 46-66-21-09.

(1) CEMAGREF = Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts : devenu établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) par décret du 27 décembre 1985. Non sans que le personnel ait déjà dû intervenir à plusieurs reprises pour éviter l'effacement du dossier... (cf le Monde du 11 avril 1985 et du 23 août 1985).

(2) Directement ou par l'intermédiaire des services techniques de l'Etat, les travaux du CEMAGREF bénéficient principalement aux agriculteurs (drainage, irrigation, équipement agricole...), aux collectivités locales (gestion de l'eau et des espaces naturels...), à l'industrie (agro-alimentaire, machinisme agricole...).

Le Front national joue du muscle

Pour accueillir la gauche, il faut commencer par repousser l'extrême droite. Est-ce pour appliquer cette règle de bon sens que M. André Rossinot s'en est pris violemment au Front national, le mercredi 5 novembre à l'Assemblée ? Le président du parti radical a-t-il pris le pas sur le membre du gouvernement ? Alors qu'habituellement les ministres se montrent fort courtois avec les amis de M. Jean-Marie Le Pen, M. Rossinot, lui, interrogé par M. Jean-Pierre Reveau, député du Front national (Rhône), sur « l'extrémisme » dont serait victime, d'après lui, son mouvement à la télévision et à France Inter, lui a répondu que M. Le Pen avait déjà eu, et aurait encore, l'occasion de s'exprimer sur les ondes « sur des thèmes qu'il développe, hélas,

un peu trop souvent à la tribune de l'Assemblée nationale ».

Peu habitués à être ainsi traités par un responsable de la majorité, les élus d'extrême droite s'en sont égarés de rage. Dans l'hémicycle et dans les couloirs. Alors qu'ils arrivaient en groupe dans la salle des quatre colonnes, ils ont surpris M. Rossinot qui donnait une interview à une télévision. Par deux fois, ils ont alors entouré le ministre, interrompant l'entretien et scandant des slogans « Rossinot, hélas, hélas, hélas ! », agitant des quolibets, voire des menaces. L'un d'eux, devant les huissiers interdits, lançait : « Vous le paierez cher, M. Rossinot ! », tandis qu'un autre mettait en cause l'attitude de M. Rossinot à l'occasion de la construction d'une mosquée à Nancy, ville dont il était le maire.

M. Rossinot n'a pas dit un mot pendant toute cette manifestation qui s'apparentait à une tentative « musclée » d'intimidation, même si aucune violence physique n'a été exercée. M. Georges Dufour, qui passait par là, est venu, après la fin de l'épisode, serrer la main au ministre. « Je voulais vous dire, a-t-elle affirmé, que je ne vous laisse pas tomber dans cette galère. »

De son côté, M. Rossinot a clos l'incident en lançant quelques minutes après : « Le premier ministre m'a dit : il y a des injures qui honorent. Alors... Mais les amis de M. Le Pen, eux, n'entendaient pas en rester là. »

Au Palais-Bourbon, les altercations habituellement réservées aux meetings et aux facultés ne suffisent pas. Le Front national sait aussi user des mœurs parlementaires : rappels au règlement, demandes de suspension de séance, de séance du bureau. Le président de séance, M. Claude Labbé (RPR, Hauts-de-Seine), se contenta de renvoyer la balle au gouvernement, en proposant de « saisir le premier ministre d'une affaire qui l'intéresse au premier chef ». M. Jacques Chirac sortira-t-il un « carton jaune » pour M. Rossinot ? Guère probable. Pourquoi sanctionner l'agresseur quand les agresseurs ont répondu par la violence ?

J.-L. A et Th. B.

● PCF : Dix-huit débats en Seine-Saint-Denis. — Au cours d'une conférence de presse, mercredi 5 novembre à Bagnot, M. Jean-Louis Mons, secrétaire de la Fédération de Seine-Saint-Denis, a annoncé l'organisation de dix-huit débats dans ce département, à partir du 27 novembre, dans le cadre de la campagne du huitième anniversaire des débats décidés par la direction du PCF. Cinq membres du bureau politique et neuf membres du comité central animeront ces rencontres, qui, selon M. Mons, ont notamment pour but de « confronter [notre] point de vue avec celui des gens » et de « savoir quelles questions ils ont à poser aux communistes ».

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire - Paris 7^e - Tél. : (1) 42 61 50 10

Nouveautés

- 1956 : LA CRISE DE SUEZ
- SOCILOGIE DE L'ART
- QUELLE UNIVERSITÉ POUR DEMAIN ?

Coll. « Les Médias et l'Événement » dirigée par Marc Ferro, 75F

sous la direction de Raymond Moulin 190F

Thérèse Delpech
Problèmes politiques et sociaux, 18F

كتابي الجديد

صكنا من المرحل

Politique

Politisation ?

(Suite de la première page.)

Si l'accusation de politisation du Conseil constitutionnel — opportunément redécouverte — date de son origine (1) et est due à son mode de désignation (les neuf « sages » sont nommés par tiers par le président de la République et par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat), elle s'est davantage exprimée avec l'examen des lois de nationalisation en 1982 pour se développer après l'alternance de mars 1986.

Au Conseil d'Etat, la politisation des assemblées de section et de l'assemblée plénière s'est également accentuée dès 1981. Une des causes peut être trouvée dans le refus, vers le Palais-Royal de membres de cabinets ministériels politisés ainsi que dans les nominations d'assez nombreux conseillers d'Etat au tour extérieur, ignorant les traditions de la Haute Juridiction. Ceux-ci ont apporté, aujourd'hui comme hier, dans l'enceinte du Palais-Royal les réflexes et les modes de raisonnement politiques.

Qu'ils soient de sensibilité de droite ou de gauche, beaucoup admettent — du moins en privé — qu'ils peuvent défendre, à travers le droit, les options politiques qui sont les leurs.

Ceux qui se réclament de la gauche ajoutent un autre argument pour justifier le caractère explicite et parfois directif des attitudes qui accompagnent leurs décisions ou leurs avis. Cela serait dû à l'usage excessif fait par le gouvernement de l'article 49-3 de la Constitution. Celui-ci — ainsi que le recours à la « question préalable » au Sénat — privant les députés de toute possibilité de discussion et d'amendement des projets de loi gouvernementaux, le débat au fond sur ces textes se déroule au Conseil constitutionnel ou au Conseil d'Etat. C'est ce qui s'est passé récemment tant pour la réforme électorale que pour celle du code de la nationalité, deux matières éminemment politiques.

Mais en réalité, c'est le gouvernement lui-même qui est ainsi sanctionné puisque les textes qui sont défilés devant le Conseil constitutionnel, bien que votés par le Parlement, n'ont pas été modifiés par lui et portent presque intacte la marque du gouvernement qui les a conçus. Le juge administratif ou constitutionnel, devient alors censeur de l'exécutif.

Sans évoquer encore de « gouvernement des juges », les adversaires de cette évolution parlent de dérive et précisent : la vocation du juge suprême administratif ou constitutionnel se dénature ; le droit a tendance à s'effacer devant le fait, devant l'« opportunité », comme disent les juristes.

L'autre « dérive » se produit, font valoir les mêmes, au détriment du pouvoir législatif. Députés et sénateurs légifèrent désormais sous la menace constante de l'éventuel avis du Conseil constitutionnel. Celui-ci peut sa flatter d'avoir une influence antérieure à l'élaboration même de la loi. La rédaction des projets ou propositions de lois ne se fait plus qu'en fonction des objections que serait susceptible de faire le Conseil constitutionnel — au nom de la conformité à la Constitution — si la loi, une fois votée, lui était déférée. Le libérateur du législateur, pourtant émanation directe du peuple souverain, en serait obéré. Mais faut-il s'indigner que le législateur soit ainsi conduit, comme dans d'autres démocraties occidentales, à se préoccuper de la constitutionnalité des textes qu'il élabore ?

Déjà avant 1981, il existait au groupe socialiste un expert juridique qui s'efforçait de faire voter des amendements d'apparence anodins, mais contenant un vice de droit qu'il pourrait ensuite attaquer devant le Conseil constitutionnel. Aujourd'hui, les parlementaires se livrent à un véritable jeu de devinettes ou s'exercent à lire dans le mar de café pour percer les intentions supposées des « neuf sages ».

Dernière « dérive », enfin, la diffusion des « avis » du Conseil d'Etat. Ceux-ci lui sont en effet demandés par le gouvernement, et le Conseil d'Etat doit alors se comporter un peu comme un conseil, un expert ou un avocat envers son client. Ces avis sont destinés à éclairer le gouvernement, à l'aider à fixer ses choix, mais ils doivent demeurer secrets. Le gouvernement n'est d'ailleurs pas lié par eux, et c'est pourquoi le Conseil d'Etat lui-même n'a pas le droit de les faire connaître. On se souvient, par exemple, qu'en 1962, l'avis — négatif — demandé par le gouvernement Pompidou sur le projet de référendum instituant l'élection du président de la République au suffrage universel n'avait été connu que longtemps après qu'il eut été rendu. Mais les « fautes » sont, depuis 1981, organisées fréquemment et avec célérité.

Au-delà de la polémique actuelle, lancée par le garde des sceaux, le rôle nouveau qu'exerce le Conseil constitutionnel comme le Conseil d'Etat pose ainsi un sérieux problème aux pouvoirs exécutif et législatif, dont tous les acteurs ont pris conscience, mais pour lequel les solutions restent encore à trouver.

ANDRÉ PASSERON

(1) Si l'on s'en tient à cette « lecture » politique (contestable), la droite dispose toujours de la majorité du Conseil constitutionnel (15 sièges contre 4 nommés par la gauche).

Au Sénat

L'investissement locatif et l'accession à la propriété

M. Pierre Méhaignerie poursuit, devant le Sénat, l'exercice délicat d'équilibre auquel il s'était livré pendant l'été devant l'Assemblée nationale. Le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports défend son projet de loi tendant à la propriété des logements sociaux.

Sur le calendrier d'application des dispositions transitoires, que les députés avaient réduit de quatorze à sept ans, M. Méhaignerie a, mercredi 5 novembre, successivement reproché à la gauche de juger trop brefs les délais, puis aux centristes, aux républicains et aux indépendants de les juger... trop longs.

De même, le ministre, président du CDS, a invoqué le pragmatisme, le réalisme et l'efficacité pour freiner les ardeurs de ceux des sénateurs qui lui sont politiquement les plus proches. Ainsi n'a-t-il pas

accepté les modifications — qui auraient pas dépla à la gauche — de subordonner la « sortie » de la loi de 1948 à des travaux de réhabilitation. Un amendement défendu par M. Bernard Laureux (Un. cent. Anbe) a été retiré in extremis. Socialistes et communistes étaient prêts à le voter, car il répondait à leur souci de voir les logements rendus au secteur libre faire l'objet d'un minimum de travaux.

Seuls les communistes se sont opposés à la demande du gouvernement de prolonger de six mois (délai initialement prévu par la commission des affaires sociales) à douze mois le délai pendant lequel le nouveau locataire peut demander au bailleur la mise en conformité avec les normes minimales de confort et d'habitabilité sans que soit touchée la validité du contrat de location en cours.

M. Léotard une fois de plus en panne

Décidément M. François Léotard ne bénéficie toujours pas des faveurs des parlementaires encore moins de l'indulgence des sénateurs. La commission des finances, appelée à examiner mercredi après-midi 5 novembre, le budget de la communication a décidé à l'unanimité de surseoir à statuer. Et ce à la demande de son rapporteur, M. Jean Chuzet (Un. cent. Allier). Ce dernier a proposé ce surseoir — qui ne vaut entre pas condamnations définitives — en raison de l'absence de réponses du ministre à cinquante quatre des cent vingt-quatre questions qu'il lui avait adressées en juillet dernier. Ainsi le rapporteur spécial n'a pas obtenu les précisions souhaitées sur le financement de la nouvelle commission nationale de la

communication et des libertés, ni non plus sur le budget prévisionnel de la SFP notamment une évaluation des commandes émanant des sociétés de service public après la privatisation de TF 1, ni non plus sur le statut économique de la presse.

Une mésaventure similaire a été infligée à M. Léotard à l'Assemblée nationale dont la commission des finances avait écopé l'extrapolation de son rapporteur RPR en refusant dans un premier temps de donner son avis sur les crédits affectés à la communication, pour finalement les approuver à l'occasion d'une deuxième délibération.

A. Ch.

Rencontre entre M. Mitterrand et M. Rocard

Le CNRP : au-delà du « soutien critique ». — Le président, M. Philippe Meland, et le secrétaire général adjoint, du Centre national des indépendants, et des paysans, M. Yvon Briant, député du Val-d'Oise, ont annoncé, mercredi 5 novembre, au cours d'une conférence de presse, que le prochain conseil politique de leur parti, qui se réunira le samedi 15, aura pour thème « le combat des valeurs ».

Cette ambition répond à un souci de réorientation stratégique du CNRP, qui veut passer d'un « soutien critique » au gouvernement à une action « plus positive et dynamique ». Parmi les propositions avancées, le CNRP demande un « statut de la mère de famille », une véritable « prestation de service » pour l'acquisition de la nationalité française, la libération sous caution de tous les détenus qui ne constituent pas une menace pour la sécurité et la construction de nouveaux lieux d'incarcération.

M. Michel Rocard, qui effectuait une tournée de plusieurs jours dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, doit interrompre cette visite, le temps de l'après-midi de jeudi, pour rencontrer M. Mitterrand à Paris. Cette rencontre, qui n'est pas, depuis le 16 mars, la première entre les deux hommes, intervient alors que l'ancien ministre de l'Agriculture a multiplié, ces derniers temps, les « petites phrases » sur l'élection présidentielle et sa « détermination » à être présent lors de cette échéance, tout en semblant, parfois, ouvrir la porte à un retrait de sa candidature. M. Mitterrand participe de nouveau à la course. Néanmoins, le mercredi 5 novembre à Briançon, dans les Hautes-Alpes, il a refusé de répondre aux questions sur sa candidature, tout en affirmant : « J'espère qu'on votera pour moi pour des raisons de franchise ».



LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

(Publicité)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1987 : 11-13 mars 1987.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 janvier 1987.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 30-38-39-00
ESSEC, établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.

L'ORDRE de la NOBLESSE: le 6^e volume est en vente. (Edition mise à jour jusqu'en 1985) NOUVEAU: Pour la première fois les familles nobles sont enregistrées dans un seul répertoire européen Les vrais nobles

QUELS sont les authentiques nobles parmi les milliers supposés tels, qui portent un nom « sonnant » ou arborent un titre fantaisiste ? D'ores et déjà, il ne sera plus possible de tricher, tant dans notre pays que dans l'Europe entière.

Dans ce but, une association européenne a été créée, l'ORDO NOBILITATIS, qui enregistre les familles de noblesse certifiées. Sous le contrôle de cette association, 113 spécialistes (généralistes, héraldistes, archivistes, paléographes, historiens, juristes) de 34 pays ont collaboré pour la réalisation d'un ouvrage d'une importance et d'une beauté exceptionnelles: 1568 pages, format

in-quarto (21 x 27 cm), papier chiffon filigrané à la forme, reliure plein cuir, dorure à l'or véritable 22 carats.

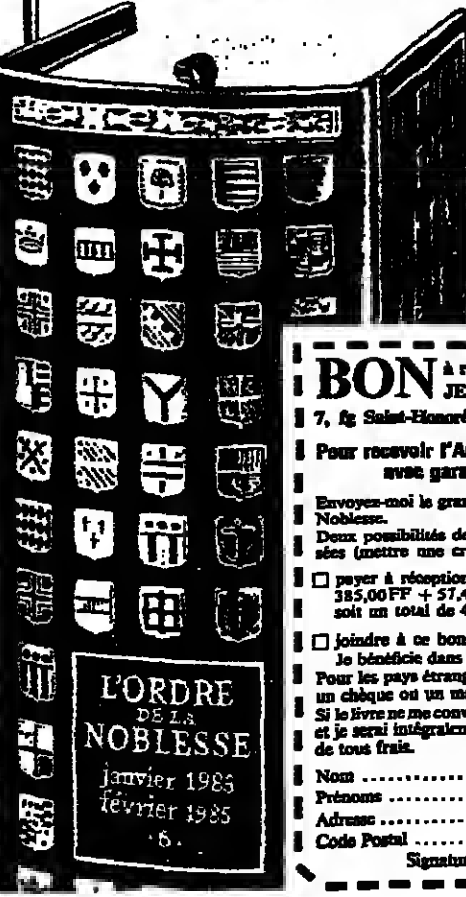
La réalisation technique et la vente ont été confiées aux éditions d'art Jean de Bonnot de Paris.

Dans ce gros volume, après un développement généalogique des familles souveraines, figure une liste alphabétique des familles nobles d'Europe, avec indication du pays d'origine. Pour certaines d'entre elles, un supplément d'information avec mises à jour permet à ce volume d'être d'une parfaite actualité, ce qui lui confère un intérêt historique exceptionnel.

Garantie de revalorisation

Il vaut mieux avoir son livre, mais les clients avec cela. Les livres ne peuvent être vendus à vil prix et doivent à l'acheteur l'écrit des satisfactions inestimables. Je ne parle pas des courtes de qualité, acquises dans les plus beaux délais, qui procurent de la valeur chaque année, c'est pourquoi je m'engage à rechercher ces ouvrages ne même pris et à m'importer quel moment.

Jean de Bonnot



BON

à renvoyer à JEAN DE BONNOT

7, rue Saint-Hippolyte, 75002 Paris Cedex 06

Pour recevoir l'Annuaire de la Noblesse avec garantie de rachat.

Envoyez-moi le grand ouvrage de l'Ordre de la Noblesse.

Deux possibilités de paiement me sont proposées (mettre une croix dans la case choisie):

☐ payer à réception, en espèces, la somme de 215,00 FF + 57,40 FF de frais de port L.F., soit un total de 442,40 FF.

☐ joindre à ce bon un chèque de 215,00 FF. Je bénéficie dans ce cas des frais de port.

Pour les pays étrangers joindre à la commande un chèque ou un mandat international.

Si le livre ne me convient pas, je vous le renverrai et je serai intégralement remboursé, par retour, de tous frais.

Nom

Prénoms

Adresse

Code Postal

Ville

Signature

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES



LE VOL. PARIS GENEVE ALLER RETOUR 580 F
166 BD. DU MONTPARNAISE 75014 PARIS 42 73 10 64

NOUVELLES FRONTIERES

PATIO/6
PSYCHANALYSE



PATIO/6
PSYCHANALYSE

l'enfant dans la psychanalyse
entretien avec M. de Certeau
éditions de l'éclat

"J'AI PAS LE PRIX, J'AI MA VESPA."



JEAN EDERN HALLIER

("L'évangile du fou" - Albin Michel)
a été évincé de la candidature
du Grand Prix du Roman
de l'Académie Française pour cause
de publicité non mensongère
(il avait posé en tenue
d'académicien pour Vespa).



LE STYLE DE VILLE DES ANNÉES 80

مكتبة الأمل

سكنا من الدول

Société

... La Monde • Vendredi 7 novembre 1986 11

Une décision du Conseil de l'Europe

Les « bras droits » des vingt et un ministres de l'intérieur vont travailler ensemble contre le terrorisme

Après deux jours de réunion à Strasbourg les mardi 4 et mercredi 5 novembre, la conférence du Conseil de l'Europe sur le terrorisme a enregistré deux décisions. D'une part, les vingt et un ministres chargés de la sécurité se sont engagés à mettre sur pied une cellule réunissant leurs « bras droits » pour réfléchir au moyen de mieux lutter contre ce fléau ; d'autre part, la France a fait savoir qu'elle entend ratifier la convention européenne pour la répression du terrorisme (le Monde du 6 novembre).

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Malte aussi ! Cette fois méditerranéenne, avec son sens exceptionnel de la communication, a ravi la vedette quelques minutes aux autres pays membres du Conseil de l'Europe. Très solemnel, son Excellence Joseph Cassar, ministre maltais de la justice, a signé, mercredi 5 novembre vers 13 heures, la convention pour la répression du terrorisme de 1977. Il était temps ! Malte, demeurait le seul pays à n'avoir pas paraphé ce texte, « instrument juridique essentiel », selon M. Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe, parce qu'il établit un mécanisme quasi automatique d'extradition.

Mais signer n'est pas ratifier et ratifier est un acte qui engage beaucoup plus. A ce jeu, la France avait bel et bien ratifié la mise, la veille, vers 18 heures, en annonçant qu'un projet de loi visant à l'adoption de la convention européenne pour la répression du terrorisme serait présenté « le plus rapidement possible » au Parlement. Une manœuvre pour M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, de se montrer bon élève après que Paris eût trop été montré du doigt, à son goût, ces dernières semaines, dans le clan occidental. Une bonne façon aussi de mettre entre parenthèses le mauvais souvenir de la réunion antiterroriste du 27 octobre à Luxembourg au cours de laquelle bien des capitales ont fêté Londres dans sa croisade contre Dames.

Le « coup diplomatique » français a porté. La délégation britannique n'a

pas été la dernière à se féliciter de la décision annoncée par M. Pandraud. Reste que l'idée de ratifier cette convention — décidée par M. Giordano d'Espagne de 1977 à 1981, ignorée par M. Mitterrand durant cinq bonnes années — a été sérieusement envisagée dès le mois de septembre, alors que la France ne pouvait que comptabiliser, impuissante, les attentats dont elle était victime.

La nouveauté — cohabitation oblige — réside dans l'aval donné par l'Élysée à Mitterrand à la condition que la France ne devienne pas une machine à extrader, au mépris de sa législation et de ses traditions. M. Pandraud a indiqué que le projet de ratification avait « recueilli l'accord de l'Élysée ». Sans autre commentaire. L'un de ses collaborateurs devait cependant préciser : « M. Mitterrand, ni l'Élysée, ne veut... »

Reste la Grèce... Le « bon point » décroché par la France a fait des jaloux : avec son accent rocailleux, M. Pandraud a vraiment tréfilé l'événement. Les derniers de la classe, ceux qui n'ont pas encore ratifié la sacro-sainte convention ont de quoi se sentir isolés. Pour Malte, la ratification est en vue ; pour l'Italie, c'est, manifestement, une question de mois ; pour la Grèce, unique et désormais isolée.

Une situation qui a galvanisé Jean Gol, vice-premier ministre de la Belgique, et ministre de la justice, qui a frappé très fort sur le thème : « J'ai mal à l'Europe ». A coup de formules choc, il a bousculé les viscères nationaux et les idées. Sans prévenir, il a parlé d'« Euro-trouille », d'« Euro-impuissance » et d'« Euro-bourgeoisie » pour arracher aux « 21 » des résolutions légèrement plus émoussées que celles qui étaient prévues en début de conférence.

Finalement, les ministres chargés de la sécurité sont tombés d'accord pour recommander aux États membres la

création d'une cellule réunissant les « bras droits » des ministres antiterroristes. A charge pour eux d'éclairer la mise en œuvre de cette cellule et de la faire connaître à ses États protecteurs.

Ainsi, les « 21 » se sont-ils quittés tout régalés, se promettant d'être plus méfiants à l'égard des parrains du terrorisme et plus sévères à l'endroit des privilèges et immunités diplomatiques trop royalement accordés. M. Oscar Luigi Scalfaro, ministre italien de l'intérieur et président de la conférence, a tout de même réitéré certains optimismes en notant au passage que « si la coopération entre États était réellement devenue chose courante, plus personne n'éprouverait le besoin d'y faire sans cesse référence ».

LAURENT GRELSAMER.

L'affaire de la rue de Mogador

La demande de mise en liberté du CRS Gilles Burgos est rejetée

Au terme du délai légal de cinq jours, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur l'affaire de la rue de Mogador, M. Michel Legrand, a refusé la mise en liberté du CRS Gilles Burgos. Déposé par ses avocats dès la mise en détention du policier, le 31 octobre, la demande de mise en liberté doit maintenant être examinée par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui a un mois pour statuer. Passé ce délai, si aucune décision n'intervenait, Gilles Burgos serait d'office remis en liberté. Le parquet, qui s'était fermement opposé à l'incarcération du policier, n'a pas fait appel cette fois.

Une deuxième reconstitution devrait avoir lieu rue de Mogador le

vendredi 7 novembre. Au moment de la première reconstitution, effectuée en urgence le 8 juillet, les résultats des expertises balistiques et de l'autopsie n'étaient pas encore communiqués. Mais déjà la première version donnée par le policier — il aurait tiré à 10 ou 15 mètres, alors que Lolo Lefèvre, de face, faisait un geste menaçant — était contredite par deux témoignages concordants, ceux de MM. Claude Amou et Max Danieles. Depuis, un « nouveau » témoin (le Monde du 1^{er} novembre) est venu corroborer leurs déclarations.

Investigations
à Marseille

M. Pierre Chabot, vingt-huit ans, instructeur militaire, qui avait été entendu sur sa demande le 5 juillet par l'IGS (Inspection générale des services), interrogé récemment par le juge d'instruction et cette fois d'une manière approfondie, estime, dans une déclaration à l'AFP, que la thèse de la légitime défense est « insoutenable ». Il affirme aussi que Lolo Lefèvre n'a jamais été très près et que trois prostituées ont été témoins du drame (l'enquête de police n'a pas permis de les retrouver). L'une d'elles aurait même lancé sa bombe lacrymogène en direction du policier. M. Pierre Chabot n'avait pas été convoqué lors de la

première reconstitution, son témoignage tel qu'il avait été transmis par la police paraissant sans doute d'un faible intérêt.

En réalité, c'est fort probablement celui-ci qui a conduit à la mise en détention de Gilles Burgos, dont les différentes déclarations paraissent de moins en moins crédibles.

D'autres investigations sont actuellement en cours. Ainsi, une enquête a lieu à l'intérieur de la CRS 54 à Marseille. Sur commission rogatoire de M. Michel Legrand, l'antenne régionale de l'IGPN (Inspection générale de la police nationale) a interrogé le commandant de la compagnie, M. Antonelli, et une dizaine de membres de la CRS. En effet, selon une rumeur, une reconstitution « pirate » aurait été organisée par les CRS à la veille de la véritable reconstitution pour mettre au point la version de Gilles Burgos. En fait, sa première version lui aurait été soufflée par des policiers venus sur place rue de Mogador, juste après les faits.

Les interrogatoires conduits à

AGATHE LOGEART.

M^{me} Simone Veil : non aux prisons privées

Dans l'événement du jeudi (1), M^{me} Simone Veil explique son opposition à un projet de prisons privées de M. Alain Chauland (le Monde du 5 novembre) : « Si la fourniture de certaines prestations, comme la restauration ou la blanchisserie, doit être mieux gérée, cela ne me choque pas du tout. Cela se fait d'ailleurs déjà pour certains services. En revanche, je ne conçois pas qu'on puisse renoncer à cette prérogative de service public qu'est la mission de surveillance, qui implique nécessairement celui d'assurer la discipline... »

« Au-delà des principes, cette approche me paraît contradictoire avec le discours concernant le renforcement de l'autorité de l'État dans sa sphère de compétence réservée. Il ne

fait pas sous-estimer les conséquences et incidents graves que pourrait entraîner la délégation de telles responsabilités. Le service social, les actions éducatives, même insuffisantes, que deviennent-ils ? »

« Quand on a connu les abus de certains concessionnaires et que l'on se souvient des difficultés de contrôle de certaines associations privées qui s'occupaient de mineurs délinquants, on peut être inquiet car la prison est un monde clos. Le statut public, en soi, constitue une garantie, vis-à-vis des détenus comme des tiers, parce qu'il engage la responsabilité de l'État... »

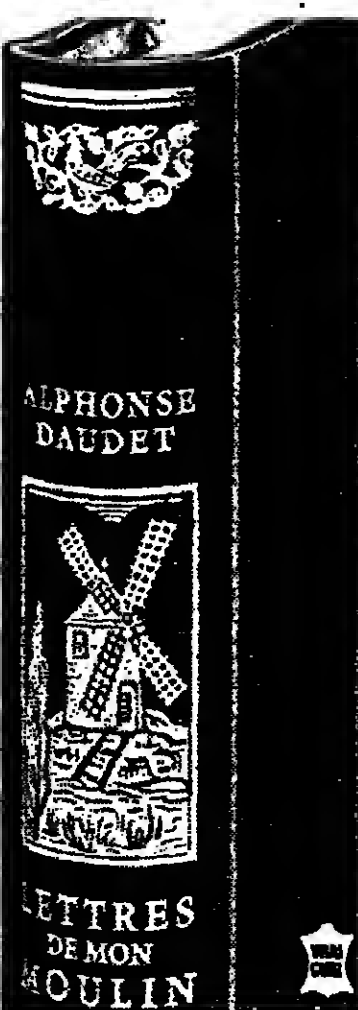
(1) Dated 6-10 novembre.

Offre au prix coûtant dans le cadre de la Croisade en faveur du livre d'art de tradition.

Revivez le monde merveilleux de la Provence, respirez tous ses parfums, réchauffez-vous sous son soleil incomparable en lisant les immortelles

“Lettres de mon Moulin” d'Alphonse Daudet

illustrées sur les lieux mêmes par des artistes de l'époque.



De la Crau à l'Estérel, du Luberon à la Camargue, 24 contes merveilleux, sensibles ou malicieux. Tous sont justement célèbres. Qui ne connaît l'Arlesienne dont s'inspire Bizet et dont le sujet fut donné à Daudet par Frédéric Mistral ? Qui ne fut charmé ou ému par la Chèvre de Marseillais, par l'Agonie de la Semillante ou par le Mort du Dauphin ? Qui ne prit un matin plaisir à la lecture des Trois Messes Basses, de l'Élixir du Révérend Père Gaucher, du Curé de Cucugnan, de la Mule du Pape qui garda sept ans, en réserve, son fatal coup de sabot !

Ces sujets pittoresques et mouvementés appellent l'illustration. Alors je m'en suis donné à cœur joie et c'est chaque page que j'ai voulu décorer d'images sensibles que le texte vient habiller à l'ancienne et avec à-propos. Pour cela, j'ai retrouvé les épreuves de deux maîtres graveurs de l'époque dont le trait réaliste, incisif et vivant est un enchantement. Le plaisir des yeux vient s'ajouter à celui de l'esprit pendant près de 400 pages.

Une reliure plein cuir de mouton de pays de la meilleure qualité, douce au toucher, fine à l'odorat, voluptueuse au regard, travaillée à la main exactement comme autrefois, sert d'écrin à ce chef-d'œuvre. Le dos et la tranche supérieure sont rehaussés à la feuille d'or véritable et dix autres détails de fabrication soulignent le caractère « fait main » de ce précieux volume in-octavo (14x21 cm).

Ce superbe livre vous est offert au prix coûtant tant est grand le souci de Jean de Bonnot de satisfaire ses fidèles lecteurs.

Le papier est un vergé chiffon inaltérable, fabriqué uniquement pour mes livres et sur mes indications.



GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Sait-on que pour ce livre d'art Jean de Bonnot a utilisé un minimum de 51 cm² de feuille d'or pur titrant 22 carats ?

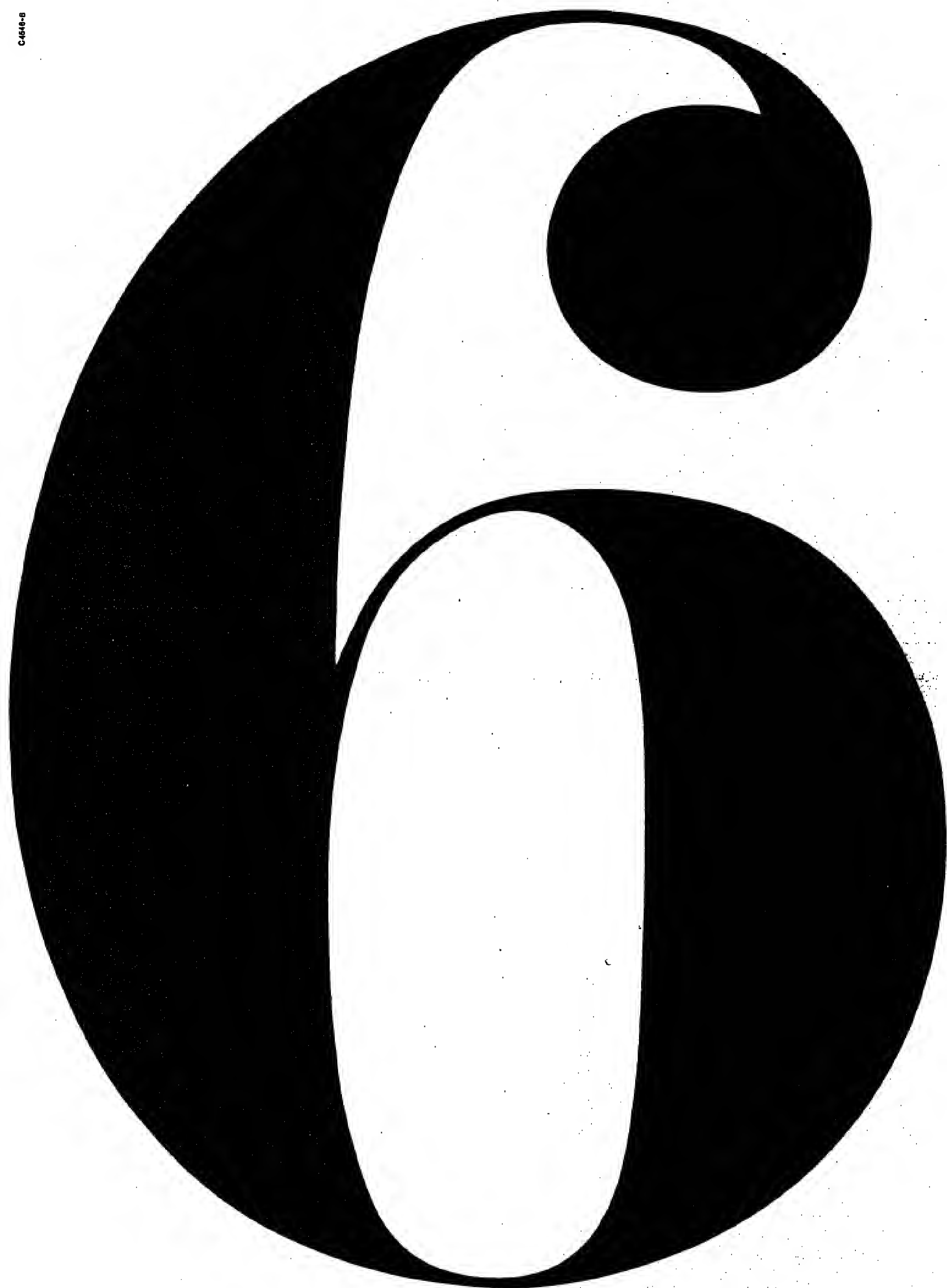
BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT
à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "Les Lettres de mon Moulin" en un volume in-octavo (14x21cm), relié plein cuir à l'or fin 22 carats. Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 92,00F (+ 13,50F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom..... Prénoms.....
Adresse complète.....
Code postal..... Ville.....
Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.



Jeudi 6 novembre 1986, Marcel Bleustein-Blanchet fête les soixante ans de Publicis.

هكنا من الأهل

MUSIQUES

Au Festival de Paris

Miles Davis pour un public en or

Où est passé le public parisien qui hait John Coltrane, pour lui faire un triomphe l'année suivante ? A présent, il aime tout, et ne distingue plus rien.

Un grand festival parisien, série de concerts plus hétéroclites que variés, d'abord pour avantage de remettre les valeurs en perspective. Au soleil des festivals d'été, tout plait parce que tout baigne dans l'indulgence ambiante. En ville, avec le haut niveau de culture ambiante, les exigences remontent. Ainsi, lorsqu'un festival débute par un concert de Sonny Rollins crépitant d'invention sur une musique pour tant sans surprise, le reste du programme sera jugé à cette aune.

Du coup, le pianiste-chanteur Ben Sidran, dont les disques ont pu pour l'anecdote s'y déclarer en bon, apparaît dans sa réalité de prof sympa qui, après un cours très fouillé de première année de fac sur l'histoire du jazz, se met au piano sans jupon et emballe les étudiants parce qu'il est en plus un bon musicien amateur.

La comparaison avec Ben Sidran, dans le même registre de « cocktail lounge » ou de concert pour Collège, se fait très nettement en faveur de Meredith Ambrosio, bien meilleure pianiste, chanteuse à la limite de l'amateurisme, avec des pro-

blèmes de justesse dans le grave et l'aigu, mais compensés par une grâce d'institutrice à la Whistler ou, diront ses inconditionnels, car elle en a, une poésie à la Emily Dickinson, ce qui paraît un peu exotique pour de jolies chansons interprétées avec goût.

Du côté de l'innovation bien tempérée, on oubliera la star japonaise du piano, Yosuke Yamashita, clone de Cecil Taylor qui a tenu à prouver qu'il avait aussi mémorisé Fats Waller. On retiendra, en revanche, les Patt Brothers et leur chanteuse, Linda Sharrock, applaudis à tout rompre pour leur belle tenue dans des voix défrichées par d'autres durant les années 70 - mais peut-être le petit quart de salle qui s'était dérangé pour ces inconnus s'applaudissait-il lui-même et blâmait ainsi l'incertitude des absents.

La création commanditée, une longue *Paribambelle* présentée par l'Opéra de la Comédie-Française, collage de fictions musicales, de blues funky, de free martelé, de citations (à la « Dallas ») et de tutti frappés à grands coups, retombe dans les travers d'une avant-garde épuisée, malgré la vitalité du chef. Antoine Hervé soigne les sonorités contrastées de son orchestre, mais surcharge son écriture, juxtaposant de brèves cellules et changeant systématiquement les rythmes, en laissant encore trop de place à des saxophonistes solistes approximatifs.

Mike Westbrook, dont les célébrations ellingtoniennes ou lisztiniennes avaient séduit, s'est complétement fourvoyé en adaptant les grands airs de Rossini dans une suite costumée musio-ball, évoquant hélas plus la soirée MJC qu'un hommage britannique à Fellini.

Comme à Newport

Narrant. Le public aime ça (mais il est bien le seul, comme disait l'autre). Il applaudit à tout, à la bruyante mauvaise plaisanterie qu'est devenu Hermès Pascoal comme aux méloversies ECM du duo Ulfarsson/Koch/Silvano Michelino inspiré du défunt Oregon. Aux jazz rockers pesants de l'afroïen Didier Lockwood comme aux séductions énergiques, bien que broilées par la sonorisation, du quintet de Dino Saluzzi, impressionnant bandoniste argentin, et d'Enrico Rava, placé cette année dans le rôle d'agitateur habituellement dévolu à Michel Portal et qui bénéficie d'un batteur de grande classe Bruce Ditmas, à peu près inconnu.

Dans ces conditions, il devient insignifiant, le succès fait au Big Band de Gil Evans et à la Brass Fantasy de Lester Bowie. Autour de ce septuagénnaire fragile et unanimement respecté qu'est devenu Gil Evans, se réunit un orchestre pour musiciens, qui viennent jouer par plaisir, et donnent le meilleur d'eux-

mêmes. En voyant l'attention amicale et admirative avec laquelle les autres trompettistes sur scène suivent le solo du Japonais Shinzo Ono, soudain presque aussi inspiré et intrinsèque qu'un soir à Newport Paul Gonsalves sur un mémorable *Diminuendo and Crescendo in Blue* chez Duke Ellington, on se rappelle que l'esprit du jazz consiste d'abord à souffler ses pairs, et que c'est très secondaire si le public marche ou pas.

Lester Bowie, vigile exemplaire de la culture « black », a choisi l'ironie, plus armée que provocante, pour célébrer en costumes de revue nègre la musique populaire noire, des fanfares louisianaises au tube *Saving all my love for you*, que chante Whitney Houston, en passant par *Blueberry Hill*. La salle l'a accueilli exactement de la même façon qu'elle aurait accueilli les Haricots rouges, s'il avait pris fantaisie aux organisateurs de les inviter.

Il fut un temps où le public de jazz le plus sélectif, intelligent, exigeant et réceptif du monde était le public parisien. Il le prouvait en huant John Coltrane et, plus tard, Albert Ayler, et en faisant amende honorable l'année suivante, ce qui indique qu'il avait des critères, une culture et aussi des capacités de résistance et d'adaptation à l'aventure. Aujourd'hui, ouvert à tout par principe, il applaudit tout et ne discerne plus rien.

Il était, quoi, huit ou dix mille au Zénith pour le show de Miles Davis. Il dure deux heures et demie, comme une superproduction hollywoodienne. Et c'est bien de ça qu'il s'agit : Hollywood tourné « black ».

Un concert dramatisé comme un film, avec de l'action, des émotions, du suspense, des temps morts pour relancer la tension, des moments de bravoure et des scènes d'amour, tantôt sentimentales, tantôt hard, des leitmotifs obsédants (*Portia* de l'album *Tutu*). Une histoire pleine de bruit et de fureur racontée par un sage cynique, avec maquereaux, Ferraris, princes orientaux et filles pas nettes, champions de boxe, éleveurs sud-africains, dealers et potentiels jaloux, le tout de tendresse, brimant qu'il faut les aimer ou mépriser. Shakespeare mis en scène dans le style de *Miami Vice* par un Orson Welles noir pour la télé des ghettos.

« Pour un type de soixante balais, il se défend plutôt bien », commentait une ado à la sortie, du même ton qu'elle aurait parlé du roi Lear (Shakespeare en clip, ça viendra) en trouvant qu'il se défendait mal. Faut-il ajouter que Miles a joué grandiosement ?

MICHEL CONTAT.

* Miles Davis joue le 10 novembre à Liège, dans le cadre du Festival de Lille; Madrid (7), Lyon (11, 12), Strasbourg (12), Bologne (13).

* Lucien Malson. Warner Bros, 1986. Disque noir : 925470-1. Disque compact : 925470-2. Cassettes : 925470-4. Distribution WEA.

«Tutu», l'apothéose des claviers électriques

L'album récent de Miles, *Tutu*, qui porte le nom d'un personnage illustre auquel il rend fraternellement hommage, se situe dans le droit fil de ce qui fut enregistré ou joué depuis *The Man with a Horn*, depuis le retour en France du miracle, un dimanche de mai, en 1982, au Châtelet, pour un appendice du Festival de Jazz de Paris.

Ce sixième volume du nouveau Miles offre comme une apothéose des claviers électriques et, alors que nous entrons dans l'âge des ingénieurs, le disque marque un triomphe de leur présence à l'énorme console, de leur capacité à dominer les effets d'écho, de leur art de la réverbération qui ouvre des espaces de cathédrale. Les compositeurs cèdent la place aux techniciens, qui procèdent par échantillonnage sélectif de timbres et superposition russe de rythmes. Beaucoup d'événements explosent et cèdent sous la mélodie : il se passe toujours quelque chose à leur stage, en leur galerie.

Tout est parfaitement accompli. George Duke (*Backyard Ritual*),

Paulinho da Costa (*Splash*), Michael Urbaniak (*Don't Love Your Mind*, avec ses évocations de reggae), pour ne rien dire de l'omniprésent Marc Miller, comptant parmi les plus forts rythmiciciens, parmi les meilleurs artistes du monde. Avec de tels acteurs, les œuvres jamais ne peuvent être banales. Il leur serait aussi difficile de jouer mal ou passablement qu'à Étienne d'offenser la syntaxe ou l'euphonie de la langue. Quant au pétrin de l'entreprise, il incarne, tout simplement, la musique elle-même. Simple question, de mémoire : qui a jamais joué - ou chanté - la valse de Michel Legrand *On upon a Summerline* avec l'émotion intense et filtrée du Miles de «Quiet Nights» Vous avez raison : personne, jamais.

Revenons à Miles, justement. Qu'est-ce qui différencie, aujourd'hui, un disque de lui d'un disque de rock, ce dernier fût-il adroitement fignolé ? Non pas la seule volonté du grand homme de rejeter une digression, il a dit qu'il abhorrait le rock - le mot et la chose. Ne cédon pas à l'argu-

ment d'autorité. Considérons seulement les évidences acoustiques. Un album de Miles, quel que soit l'entourage du leader, c'est, avant tout, c'est, essentiellement, le son et le phrasé d'une trompette sans parallèle, presque constamment coiffée de la sourdine Harmon dont le soliste s'est amouché voici plus de trente ans.

Dans *Tutu*, le rythme est serré, corsé, à l'inverse de ce que nous avions coutume d'écouter chez Miles autrefois. Mais lui se situe au-dessus de ces bêtises terrestres, suaves et sèches, il n'entre pas dans leur sphère d'attraction. Il a peut-être besoin de les entendre, ne serait-ce que pour prendre une distance, et flotter librement, en musique en tout cas se soutient en lui, parfois comme un nuage s'effile et glisse, parfois comme un éclair fulgure et s'effrite. De la beauté, ici, chaque page porte la griffe.

LUCIEN MALSON.

* Warner Bros, 1986. Disque noir : 925470-1. Disque compact : 925470-2. Cassettes : 925470-4. Distribution WEA.

NOTES

Blues et gospels du Mississippi

Jessie Mae Hemphill, qui porte crânement sur ses longues boucles tortillées un bonnet afro en paillottes d'or, est sans âge, comme le blues qu'elle chante et s'accompagne à la guitare, d'une voix qui, elle, a beaucoup vécu. Blues « primitif », brut de fioritures et de modulations, coïncé entre tonique et tonique sans guère d'incursions à la dominante, sinon comme cela, en passant : blues aux yeux baissés, qui ne décolle pas de terre, tourne court sans crier gare, et qui porterait, comme on dit, toute la tristesse du monde si la percussion, à l'arrière, ne frétille et tempêtait. Ce blues, Jessie l'a appris de sa famille, où on le chante depuis quatre générations. Si elle avait

voulu y changer une note, gageons que son compère à la guitare l'en aurait empêché. Professeur à l'université de Memphis, ethnomusicologue, bon guitariste au demeurant, David Evans a consacré l'essentiel de ses travaux au blues des origines, et semble, avec sa barbe et sa casquette cirée, droit sorti d'un film de Bergman.

Le trio formé par Hezekiah Early le batteur, James Baker le guitariste et Peewee Whitaker le tromboniste n'est pas triste non plus. Le premier, on l'a dit, est très « rhythm », le second très « blues », à peu près aussi vif sur sa multicoorde qu'un lézard. Quant au dernier, il s'amuse cocarde, malgré son grand âge, à faire coulisser son trombone en prenant appui sur le plancher. Ce blues-là module plus sec et swingue

très fort. La Maison de la culture du monde lui subit une censure à la guitare d'un chanteur de gospel (Boyd Rivers) dont le destio - il est né le 25 décembre - fut scellé le jour de sa naissance. Ça ne se laisse pas passer.

A. R.

* Jusqu'au 11 novembre, prochains prochains à la Maison de la culture du monde : danses et musiques de la Corée populaire (25-30 novembre); musiques et danses du Japon (décembre); musique et jeux de la targa et de la toundra (républiques asiatiques d'hiver, janvier).

M. Biasini reconduit dans ses fonctions

M. Emilio Biasini a été confirmé dans ses fonctions de président de l'Etablissement public du Grand Louvre par le conseil des ministres. Son mandat arrivait à expiration le 2 novembre. Il est prolongé de trois ans. M. Biasini verra donc l'achèvement de la première tranche de travaux, prévu pour le début de 1988, et devrait pouvoir faire démarrer la seconde partie de l'opération.

RECTIFICATIF : FIAC 86. - Les « antiques » d'Arman étaient exposées à la galerie Beaubourg avec laquelle l'artiste est sous contrat et non pas à la galerie Temple comme il a été indiqué par erreur.

LES VOISINS

de Michel Vinaver mise en scène Alain Francon

Les Voisins est une belle et grande pièce. Voilà une très grande soirée LE MONDE - Du bon théâtre qui fait naître le rire LIBERATION - La mise en scène souligne la part désolée de ce jeu, la part brutale et comique, douloureuse aussi. LE FIGARO - Cette érotisme masquée est joyeusement communicative. LE MATIN - Vinaver est notre Tchekhov. L'HUMANITE - THEATRE OUVERT/JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49

Le «Requiem» de Verdi à Bercy

Les limites des grands espaces

Malgré l'enthousiasme de Michel Plasseon et la présence de chœurs parmi les plus beaux du monde, le Requiem de Verdi laisse une impression mitigée.

Rival des arènes de Vérone, instrument de choix pour les vastes spectacles d'opéra comme *Aida* et *Turandot* l'ont montré, le Palais omnisports de Bercy convient sans doute moins bien à de grands oratorios. Ou le pressentait lors du *Requiem* de Berlioz, qui ouvrait ces festivités musicales (*Le Monde* du 19 février 1984) ; mais l'acoustique du lieu qui venait d'être inauguré n'avait pas encore été améliorée. Elle est maintenant plutôt satisfaisante, et l'on doute que des progrès décisifs puissent être encore accomplis.

Cependant, mercredi soir, le *Requiem* de Verdi nous a laissé une impression fort mitigée. Si l'on percevait toutes les nuances et l'intensité expressive des chœurs, qui comptent parmi les plus beaux du monde (celui de la Philharmonie tchèque et le Singverein de Vienne), empoignés par Michel Plasseon avec tant d'émotion, c'est sans doute qu'il s'égarait sur des gradins face à la foule.

Mais les masses orchestrales (le Capitole de Toulouse et l'Orchestre Colonne réunis) sur leur plateau horizontal paraissent moins présentes ; on avait clairement le sentiment que l'immensité du palais écrasait les reliefs, les dynamiques, la vie effervescente des instruments ; même les cuivres restaient trop fondus dans la masse, alors que les

huit trompettes du *Tuba mirum* en surplomb sonnaient superbement. Cette déperdition des caractères sonores est sûrement moins sensible dans un opéra à grand déploiement scénique où la vue renforce l'ouïe.

Les voix doivent être d'un format exceptionnel pour s'imposer ici : comme dans *Aida* Florence Costo, malgré la fatigue et la dureté de son timbre a dominé le quatuor des solistes tant elle s'est projetée dramatiquement dans l'espace, les mots et la musique. En dépit de sa belle couleur, le ténor William Johns s'est épuisé à faire entendre des demi-tones trop résonants ; et la basse Luigi Roni, d'un bon équilibre vocal, manquant cruellement de ressource intérieure pour projeter les paroles formidables de ce Michel-Ange de la musique. Quant à l'acrobate Elizabeth Connell, sa voix ample n'a sans doute pas une plasticité assez liante, on l'entendait peu dans le médium, et si l'align se déployait en courbes lumineuses, elle était loin dans sa grande « scène » de *Libérrime* de l'accent pathétique, bouleversé à donner le frisson, qu'y mettait une Mirella Freni.

Au pupitre, Plasseon s'est dépensé avec un cœur admirable, mais la tâche semblait cette fois au-dessus de ses moyens. Malgré ses allures théâtrales, le *Requiem* de Verdi est une œuvre si parfaite, intérieure et chargée d'émotion qu'on doit en saisir chaque détail d'écriture dans toute son intensité. Le Palais omnisports ne possède pas l'ottimité sonore d'autres grands lieux tels que la Halle aux grains de Toulouse, si chère, et comme en le comprend, à Michel Plasseon.

JACQUES LONCHAMPT.

* Concert redonné jeudi 6 novembre à 20 h 45.

THÉÂTRE

«Des aveugles», d'Hervé Guibert

La nuit pleine d'embûches

«Des aveugles», un roman d'Hervé Guibert, un spectacle de Philippe Adrien, le récit suave d'une violence inévitable.

Des aveugles, c'est d'abord un roman (*Le Monde* du 12 avril 1985) minutieusement exact et totalement fantasmagorique : une histoire d'Hervé Guibert. Lui dont la vie est de se balader aux frontières des mondes visibles, s'immergeant dans les yeux des aveugles, dans la suavité de leur nuit pleine d'embûches. Son histoire se passe dans un institut spécialisé, ses héros sont des jeunes gens (Daisy Amies et Patrick Cataldi), un masseur aventurier, des élèves, des professeurs, un voyant - évidemment interprété par le seul aveugle de la distribution, Bruno Netter - elles aux corps très charnels, en quête de plaisirs, en désir de bonheur, en recherche d'une plus, d'une connaissance autre. Cette quête, c'est toute l'histoire et elle suit le chemin sinueux des désirs.

Hervé Guibert a lui-même adapté son roman pour le théâtre de Philippe Adrien, un théâtre où émois et angouilles se traduisent dans la sombre beauté d'images surréelles, traversées, causées par des plaisanteries unfautes. Le fascinations de l'enfance rapproche les deux hommes. Leurs univers sont dissemblables, mais réunis par le très beau décor d'Yves Bernard, une boîte aux parois mobiles qui manipule la scène, l'agrandit, l'approfondit, la prolonge, finit par englober les spectateurs, donne une sensation tactile de l'espace, la sensation de se diriger dans des espaces sans contours, avec des repères que l'on s'est fabriqués soi-même points de jonction entre la réalité des autres et celle que l'imagination a produite.

C'est-à-dire qu'il faut s'identifier aux personnages, pas forcément à leurs émotions ou à ce qu'ils ont

dans la tête, plutôt à leurs comportements. Les acteurs se placent à côté de la lumière, se déplacent avec assurance, mais selon des lignes qui ne sont pas le plus court chemin pour aller d'un endroit à un autre. Ils s'efforcent, s'écroulent, attentionnent les uns les autres, et aussi semblent recevoir des messages imperceptibles. Avec les aveugles, nous devons nous oublier, nous sommes des alphabétiques obligés à l'imitation pour communiquer. Hervé Guibert, dans son roman, transmet son propre voyage, avec un humour polaire, et par la manière unique dont il décrit ce qui est et ce qu'il suppose. C'est la même écriture fine et tranchante, une dentelle d'acier. Il y a toujours chez lui une tension retenue, comme dans les muscades de quelqu'un marchant en plein brouillard, au bord d'un précipice.

Représenter concrètement ces «fantômes fructueux», ces *Narcisses sans miroir*, les rendre proches, c'est pas simple, pour les acteurs, d'autant qu'ils doivent s'arranger de longs monologues, de scènes plutôt brèves qui se percent, explosent, sans continuité de récit. Ils n'y arrivent pas tout le temps, et quand ils perdent leurs personnages ils nous perdent, malgré le climat d'ironie et d'envoûtement.

COLETTE GODARD.

* Cartoucherie de la Tempête, 20 h 30, jusqu'au 16 novembre.

Le théâtre ANTOINE annonce 2 représentations supplémentaires de son grand succès comique LILY ET LILY avec Jacqueline Maillan et Jacques Jouanneau le lundi 10 novembre à 20 h 30 et le mardi 11 novembre à 15 h 30. Location : 42-08-77-71.

A L'OLYMPIA lundi 17 novembre à 20 h 30 JULIA MIGNES JOHNSON 40^e anniversaire des Petits Frères des pauvres Location : 42-61-82-25.

Philippe Adrien des aveugles Hervé Guibert THEATRE DE LA Tempête TEL: 43 26 36 30 CARTOUCHERIE

LES VOISINS de Michel Vinaver mise en scène Alain Francon Les Voisins est une belle et grande pièce. Voilà une très grande soirée LE MONDE - Du bon théâtre qui fait naître le rire LIBERATION - La mise en scène souligne la part désolée de ce jeu, la part brutale et comique, douloureuse aussi. LE FIGARO - Cette érotisme masquée est joyeusement communicative. LE MATIN - Vinaver est notre Tchekhov. L'HUMANITE - THEATRE OUVERT/JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49

ESCHYLE PROMETHEUS MISE EN SCENE MEHMET ULUSOY LOCATION : 42 42 47 27 AGENCES-3 FIAC

20 h 45 DON CARLOS D'APRES SCHILLER 18 h 30 JEAN-LOUIS MAHJUN ET SON NOUVEAU GROUPE PRIX UNIQUE 48 F LOC. 2, PLACE DU CHATELET 42 74 22 77

هكذا من الأمل

مكتبة الأهل

Culture

VARIÉTÉS

Un plan pour la chanson française

Promouvoir la création

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, et M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat, ont élaboré avec l'ensemble des professionnels concernés un « plan pour la chanson française », qu'ils ont rendu public au cours d'une conférence de presse ce jeudi 6 novembre.

« Comme pour le cinéma, rien ne sera possible, affirme M. Philippe de Villiers, sans une action conjointe de la profession et des pouvoirs publics. » D'où la création, à l'exemple du bureau de liaison de l'industrie cinématographique (BLIC), du Bureau de liaison des industries musicales (BLIM), que le Monde avait annoncé dans ses éditions datées des 19-20 octobre. Le BLIM réunira les professionnels de la production, de l'édition, de la distribution et de la diffusion. Il sera chargé de promouvoir la création française, de négocier pour l'établissement d'un cahier des charges avec la Commission nationale de la communication et des libertés, d'intervenir éventuellement auprès des radios.

Dans son action en faveur de la chanson française, le ministère de la culture et de la communication veut s'appuyer sur les nouveaux orga-

nismes créés depuis la loi Lang du 3 juillet 1985, et qui associent professionnels et pouvoirs publics : le Fonds de soutien aux variétés, dont les moyens seront renforcés dès 1987, et la Fondation pour la création musicale et la diffusion sonore.

Afin de favoriser le maintien et la création de lieux de spectacles, le ministère de la culture et de la communication souhaite le développement d'un véritable fonds de soutien à la production, à la distribution et à la diffusion de la chanson. Un mécanisme de garantie sur recettes pour favoriser des tournées régionales amies sur des discothèques ou de petits lieux de spectacle va être mis en place, et une taxe spéciale additionnelle (TSA) sera envisagée pour compenser une baisse du taux de TVA sur les disques, réclamée par l'industrie phonographique depuis des années.

M. Philippe de Villiers a réaffirmé également la nécessité pour les chaînes de télévision publiques de diffuser, aux heures de grande écoute, une majorité de chansons d'expression française et de soutenir les vidéo-clips d'expression étrangère. Le secrétaire d'Etat a enfin annoncé, pour le début de 1987, une Semaine de la chanson française sur les chaînes de radio et de télévision.

C. F.

THÉÂTRE LA BRUYÈRE 48 74 76 99

ANDREA FERREOL



LA VAISE DU HASARD

FABRICE LUCHINI



DE VICTOR HAÏM

MISE EN SCÈNE STEPHAN MELDEGG

Sortie d'un disque de sketches inédits

Coluche au présent

Salut Coluche, merci d'être venu l'autre dimanche à la télé, on avait vite compris que les restos du cœur sans toi, malgré toutes les bonnes volontés, les belles paroles, les riches idées, c'était plutôt rapé. Toi et toi seul avais réussi l'impossible, donner une dignité rigolarde au sport le plus dangereux qui soit, l'exercice de la charité. Alors, on n'a pas hésité à TF 1, on a panaché les prestations solennelles des « personnalités » de tes apparitions. Et te voilà présent, au présent : « 11 heures ce matin, Coluche descend de l'avion, il va rencontrer le ministre belge... » Tu regardes droit à la caméra, tu fais un petit geste de la main dans notre direction, et on a tout de suite envie de te suivre, d'aller distribuer de grande louchées de choucroute en boîte autour des braseros de la solidarité...

Salut Coluche, ton nouveau disque vient de sortir. On peut dire aussi que c'est le dernier. Mais te voilà de nouveau présent. Au présent. Avec pitié, avec un certain respect, on a récolté des bandes de travail, de répétitions en petit comité, des sketches qui auraient connu le baptême du feu au Zénith. On signale sur la

pochette, avec un humour tout à fait noir et involontaire, que « certains bruits de souffle » sont dus aux conditions de l'enregistrement mais ne nuisent aucunement à la valeur exceptionnelle du document...

C'est vrai, et pas tout à fait. Coluche bécote large, de Le Pen à Rika Zarai, de l'administration au SIDA, de la médecine au chômage. C'est souvent fort, ça crêpe de formules iconoclastes. Mais les mots nous parviennent comme à travers une fenêtre fermée, nous surprenons l'artiste dans son intimité désarmée, il fait ses gammes, il est seul, nous sommes indiscrets... Ce qui manque à ce qu'il offre là, par-delà l'au-delà ? Nous. La grande gifla tonique qui l'aurait libéré, le public qui aurait transformé ce murmure de confidences drôlatiques en formidable typhon comique, et nos sourires d'auditeurs attendris en rires crépitants de spectateurs ravis. C'est ainsi. Tous est de notre faute. Pardonne-nous, Coluche, de t'avoir un peu trahies. Et merci d'être encore présent. Au présent.

DANIELE HEYMANN.



Aphorismes 86

« La différence entre la PC et le beaujolais, c'est que le beaujolais est sûr de faire 12,5. »

« Quand je vois un mec qui n'a pas de quoi bouffer aller voter, ça me fait penser à un crocodile qui se présente dans une maroquinerie. »

« Il y a des chômeurs qui ont tellement honte qu'ils votent communiste pour se faire passer pour des travailleurs. »

« Le Pen, il dépasse les bornes et à la télé il fait furter ! »

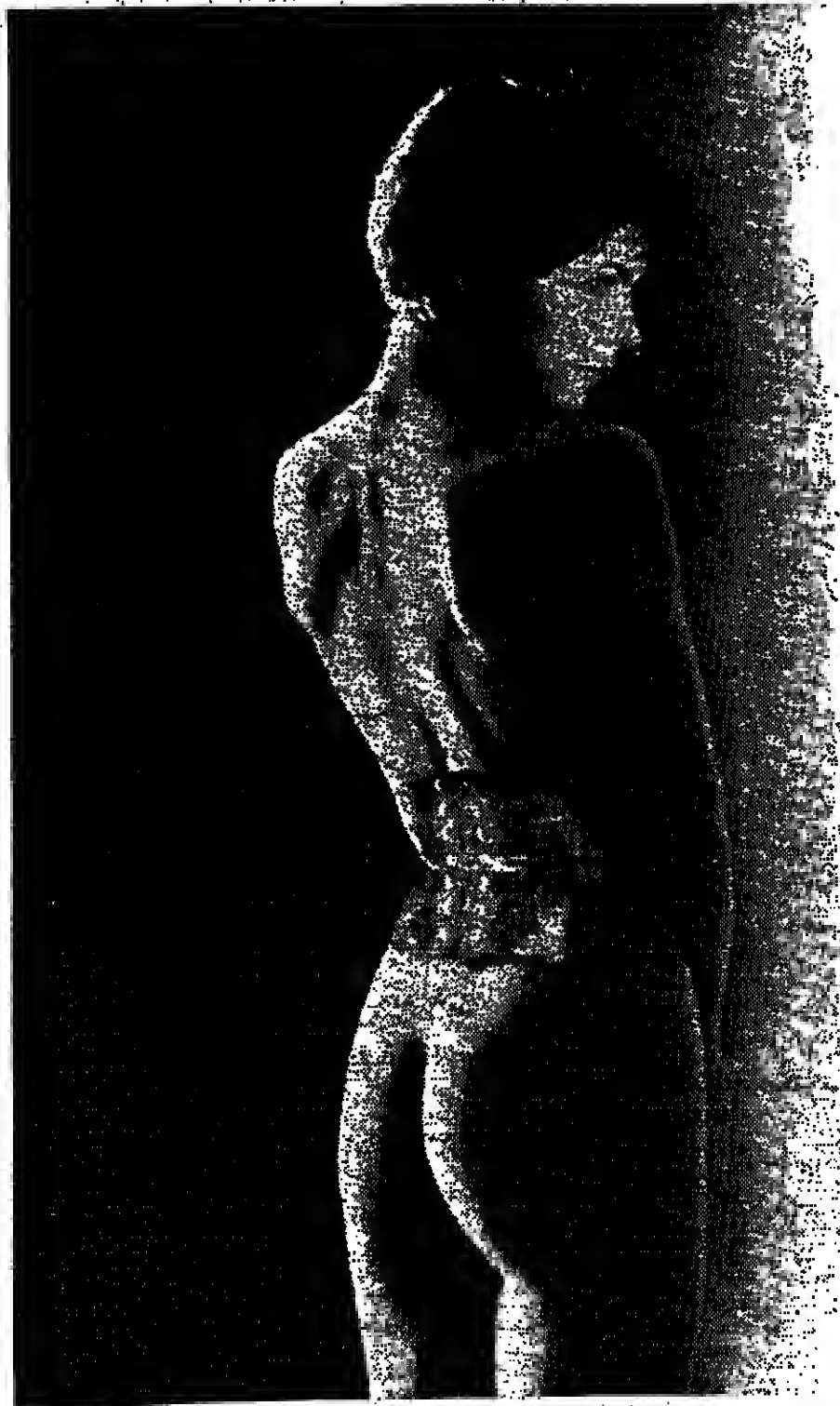
« Pour 15 000 francs le chirurgien m'a débarrassé de ce que j'avais : 15 000 francs. »

« La bigamie c'est quand on a une femme de trop, la monogamie aussi. »

« Il y a beaucoup de couples qui ne sont séparés que par le mariage. »

« Que faire quand vous avez les dents jaunes ? Porter une cravate marron. »

DEMAIN



Me regardez pas

ALAIN SARDE PRÉSENTE

ÉLIZABETH BOURGINE
MICHEL AUMONT - XAVIER DELUC

COURS
PRIVÉ

UN FILM DE
PIERRE GRANIER-DEFERRE

SCÉNARIO - ADAPTATION ET DIALOGUE DE JEAN-MARC ROBERTS - PIERRE GRANIER-DEFERRE - CHRISTOPHER FRANK
D'APRÈS LA NOUVELLE « PORTRAIT CRACHE » DE JEAN-MARC ROBERTS - ÉDITIONS DU SEUIL

MUSIQUE PHILIPPE SARDE - COSTUMES OLGA BERLUTI - AVEC SYLVIA ZERBIB - EMMANUELLE SEIGNER DANS LE RÔLE DE ZANON - UNE COPRODUCTION SARA FILMS - DISTRIBUTION SARA-CDF

20145 DON CARLOS
18 h 30
NASSI
MAALIM

Informations « services »

Jeudi 6 novembre

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 38 Cinémas : Traitement de choc. ■■
Film français d'Alain Jessus (1972), avec Amine Girardot, Alain Delon.
Une femme d'affaires déprimée découvre l'horrible secret d'une clinique de thalassothérapie de Belle-Ile-Rmer, où viennent se reposer et se revitaliser des gens riches.

22 h 6 Journal.

22 h 30 Série : Nous l'avons tant aimée, la révolution.

► De Daniel Cohn-Bendit et Stenon de Winter. 1^{re} épisode : La Révolution.

20 h 30 Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) : Ouverture tragique, op. 71; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, op. 87; de Brahms; Don Quichotte, variations fantastiques sur un thème de caractère chevaleresque, op. 35, de Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Rolf Reuter, avec Myriam Fried, violon, Daniel Raciot, violoncelle.

23 h Les sœurs de France-Musique.

13 h 50 Magazine : Aujourd'hui la vie.
Série : Les Jugs et le pilote.
15 h 55 C'est encore mieux l'après-midi.
17 h 35 Récré A 2.
18 h 5 Série : La guerre des femmes.
19 h 30 Magazine : C'est la vie.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Actualités régionales.
19 h 40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
Invité : Serge Gainsbourg.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Deux flics à Miami.
Le lieutenant Castillo doit démanteler un réseau qui
sème la terreur à Miami. Les victimes sont des femmes
qui fréquentent le même salon de coiffure...
21 h 30 Apogéothèque.
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Sur le thème : Le passion : son bonheur, ses déresses.
Avec : Geneviève Bon (Traversée du désert), Madeleine
Chapral (La Maison de jade), Christian Giudicelli (Sen-
sation baignoire), Alexandre Barthelemy (Le vin), Fran-
çoise Wagnere (Monsieur Récamier), Christel Fyrotte
fille, présidente de l'édition de Belle da seigneur
d'Albert Cohen, dans la « Piéride ».

22 h 30 Concert émis de Baden-Baden. Prélude des Noces de sang, de Fortner; Variations sur un thème roccoco pour violoncelle et orchestre, op. 33, de Tchaïkovski; Symphonie n° 14 pour soprano, basse et orchestre de cymbala, op. 135, de Chostakowitch, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk, dir. Uri Segal, avec Matizlav Rostropovitch, violoncelle, Eva Caspo, soprano, Annet Diakov, basse.

● **SOLIDARITÉ** : l'art et le troisième âge. — L'association Le volontariat au service de l'art fait appel à des bénévoles pour diffuser l'art et la culture chez les pensionnaires des hôpitaux et résidences du troisième âge à Paris et en province. Elle recherche des personnes compétentes dans les domaines culturel et artistique, ou intéressées simplement par les relations humaines, de façon à pouvoir présenter, dans ces institutions, des œuvres d'art et des projections commentées de diapositives.

8, rue de Madrid, 75008 Paris.
Téléphone : 42-94-93-26.

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu les jours de vente, de 11 à 18 heures sauf indication particulière, * après le matin de la vente.

MERCREDI 12 NOVEMBRE

- *S. 1. - à 16 h 30 - Tapis d'Orient - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Berthelot expert.
- *S. 10. - Obj. d'art et d'ameub. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 15. - Bib., M^{me} BONDU.

JEUDI 13 NOVEMBRE

- S. 4. - Livres du 18^e - M^{me} LAURIN, GUILLON, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^{me} Vidal Mergat, expert.
- S. 5. - Dessins anciens - M^{me} RENAUD.
- S. 7. - Tapis mod. et orientaux. Art déco - Art nouveau - M^{me} DELORME.
- S. 8. - Tapis 19^e et 20^e siècles - M^{me} Catherine CHARBONNEAUX.
- S. 9. - à 14 h 30 Cadres anciens du XVIII^e au XIX^e siècle, M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Dille expert.
- S. 11. - Meubles - M^{me} NERET-MINET, COUTEAU-BEGARIE.
- S. 14. - M^{me} et Objets d'art - M^{me} MILLON, JUTHEAU.

VENREDI 14 NOVEMBRE

- S. 1. - à 14 h 15 - Art Nouveau, Art déco - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} Camard, Marcelle expert.
- S. 3. - Dessins anc. et du 19^e s. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 6. - à 14 h 15 - Imaginerie après 1830, collection L.F. (1^{re} vente) - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Proust expert.
- *S. 11. - Archéologie, objets d'art et d'ameublement - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Sicine expert.
- *S. 12. - Timbres - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
- S. 13. - Extrême Orient - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
- S. 16. - Mob. 19^e et de style, Orient, porcelaines de Paris 19^e, livres - M^{me} RIBEYRE.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
L. Ph. et D. BONDY, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, Fg St-Honoré (75002), 43-59-66-56.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-20-15-94.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLON, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
NERET-MINET, COUTEAU-BEGARIE, 31, rue Le Pelletier (75009), 47-70-07-79.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Tribunal de NANTERRE
le Jeudi 20 novembre 1986 à 14 h
UN LOGEMENT
et une cave
16, rue de la Défense à
ISSY-LES-MOULINEAUX
(Hauts-de-Seine)
Mise à Prix : 29 000 F
M^{me} WISLIN av. 7, av. de Madrid
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Vente sur saisie immobilière au
Palais de Justice de NANTERRE le
Jeudi 20 novembre 1986 à 14 h
APPARTEMENT
1 pièce cuis., 4^e et 5^e ét. A
34, rue Malesherbes, M^{me} Chérel à
NEUILLY-SUR-SEINE
Mise à Prix : 30 000 F
M^{me} WISLIN av. 7, rue de Madrid
NEUILLY-SUR-SEINE SCP COURTEAULT
LACOCQ, READEAU-DUMAS avocats
17, av. de Launay, PARIS 16^e
Téléphone : 45-24-46-40.

Vie sur Lienne, Palais de Justice Evry (91) - MARDI 25 NOVEMBRE 1986 - 14 h
MORTU
INDIVISE
SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS (91090)
15, rue de l'Église - Cadastre section E, n° 1035 C
M. A PX 300.000 F
S'ad. SCP E. ELLUL, avocats
3, rue du Village à Evry (91000). Téléphone : 68-77-96-30.

Vente s/saisie au Palais de Justice à BOBIGNY, MARDI 25 NOVEMBRE 86 à 13 h 30
APPARTEMENT à CLICHY-SOUS-BOIS (93)
Boulevard Emile Zola
Au 4^e étage du bdt. 14, divisé en entré, penderie, séjour, cuisine avec coin repas, salle de bain, w.-c., cabinet de toilette avec douche, 3 chambres, rangements, loggia et balcon - CAVE - PARKING en sous-sol.
MISE A PRIX : 180 000 F
S'adresser à Maître Bernard ETIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis
Membre de la S.C.P.A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Ledoux
à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Téléphone : 48-54-90-87.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 20 NOVEMBRE 1986 à 14 heures - En un lot
APPARTEMENT en DUPLEX
Et une CAVE dans un immeuble sis à
rue Saint-Antoine
n° 54
PARIS 4^e
MISE A PRIX : 210 000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à la SCP SCHMIDT DAVID, av. à PARIS 17^e,
76, av. de Wagram, téléphone : 47-66-16-69 - Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie au Palais de Justice à BOBIGNY, MARDI 18 NOVEMBRE 86 à 13 h 30
PAVILLON à GOURNAY-SUR-MARNE (93)
19, boulevard Maurice-Guilbert
Élevé sur sous-sol total composé d'un garage et d'une grande buanderie
- d'un rez-de-chaussée divisé en entré, cuisine, salle de séjour, salon, une chambre, salle d'eau et w.-c. - d'un premier étage divisé en deux chambres et deux dépendances
- sur un terrain de 391 m².
MISE A PRIX : 130 000 F
S'adresser à Maître Bernard ETIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis
Membre de la S.C.P.A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Ledoux
à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87.

Vie s/saisie au Pal. de Justice de BOBIGNY, MARDI 18 NOVEMBRE 86 à 13 h 30
PAVILLON à SAINT-DENIS (93)
10, allée des Plaines et 5, avenue Lénine
(Lot 22 de la copropriété) élevé sur terre-plein, rez-de-chaussée divisé en
entré, séjour, cuisine - 1^{er} étage : deux chambres, salle de bain, w.-c.
- 2^e étage : deux chambres, w.-c., salle d'eau - jouissance d'un terrain
de 70 m² - GARAGE (lot n° 87 de la copropriété).
S'adresser à Maître Bernard ETIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis
Membre de la S.C.P.A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Ledoux
à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87.

Le Carnet du Monde

Naissances

- Le docteur André-Jean FRAUDET
et M^{me} née Florence GUILLERMAIN,
partageant avec Thomas, Pierre-Louis et
Martin

la joie d'annoncer la naissance de
Mathilde,

le 31 octobre 1986.

21, rue d'Orléans,
92200 Neuilly-sur-Seine.

- Agnès et Jean-Michel LALOR

ont la joie d'annoncer la naissance de
Marie,

le 3 novembre 1986.

Les Bruyères,
78610 Saint-Lager-en-Yvelines.

Décès

- M. et M^{me} Philippe Chartier,
Ainsi que leurs enfants, leurs familles
et leurs amis,

ont la douleur de faire part du décès de
leur fils,

Pierre CHARTIER,
gérant de la Société ivoirienne
VHF Service,

survenu brutalement à Abidjan, le
1^{er} novembre 1986, dans sa vingt-
sixième année.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons
à Médecins sans frontières pour l'Afri-
que, 68, boulevard Saint-Marcel, à
Paris-5.

Des célébrations religieuses auront
lieu à Abidjan et à l'église Saint-
Médard, à Elancourt village (78990), le
vendredi 7 novembre, à 15 heures.

VHF Service, 15 BP 460,
Abidjan 15.
13, square Yver,
78990 Elancourt.

- Laure et Julien,
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de
Gérard JOSEPH,

survenu le 3 novembre 1986.

L'inhumation aura lieu le 7 novem-
bre, au cimetière de Préfilon.

1, place de Picardie,
95740 Préfilon.

- Aix-en-Provence.

Sa famille et ses amis

ont la grande douleur de faire part du
décès de

**M^{me} Yvonne
LABRO-CHARPENTIER,**

survenu le 5 novembre 1986, au Centre
Roger-Duquesne, à Aix-en-Provence, à
l'âge de soixante-seize ans.

Elle sera inhumée le 7 novembre, à
14 h 30, au cimetière du Grand-Saint-
Jean, à Peyriac.

- M^{me} René Ravand,
son épouse,
M. et M^{me} Patrick Ravand,
M. et M^{me} Didier Ravand,
M. et M^{me} Bruno Ravand
et leurs enfants,
M. Alain Ravand,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**l'ingénieur général
René RAVAND,**

commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre,

président d'honneur de la SNECMA,

survenu le 1^{er} novembre 1986, dans sa
soixante-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

2, rue du Maréchal-Gallieni,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

M^{me} Geneviève Thauray,

M. et M^{me} Jean Thauray
et leurs enfants,

M. et M^{me} Robert Thauray
et leur fille,

M. et M^{me} André Taillebois
et leurs enfants,

M. et M^{me} Dominique Thauray
et leurs enfants,

M. et M^{me} Bruno Fouquet-Lepar
et leurs enfants,

M. et M^{me} Benoît Lefèvre
et leurs enfants,

Les familles Oddoux, Paintaud,
Besson, Thauray, Noblet, Marsaud,
Arnaud, et le groupe Notre-Dame de
Lourdes,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Albert THAURY,
née Marie Aubert,

survenu accidentellement le 4 novembre
1986, dans sa quatre-vingt-neufième
année.

La cérémonie religieuse, suivie de
l'inhumation, aura lieu à Cromac
(Haute-Vienne), le samedi 8 novembre
1986, à 11 h 15.

Une messe sera célébrée à Paris, le
mercredi 12 novembre, à 19 heures, en
l'église du Saint-Esprit, 184, avenue
Daumesnil, à Paris-12^e.

Sa famille et ses amis invitent à se
joindre à leurs prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

33, boulevard Saut,
75012 Paris.

Anniversaires

- Il y a dix ans,

Vincent DELBECCHI,

un mois après sa mère, quittait sa
famille et ses amis.

Que leur souvenir et leur exemple
deviennent victoires au cœur de ceux qui
les ont connus.

Delbecchi,
16, rue de France,
92160 Antony.

Crevin,
2, rue des Pavilliers,
95720 Viarmes.

Communications diverses

- L'informatique et les droits de
l'homme. - Le jeudi 13 novembre, à
19 h 45, l'Association des Amis de la
République française organise, dans les
salles du Centre républicain, un séminaire
sur lequel M. Jacques Favre, président
de la Commission nationale de
l'informatique et des libertés, ancien
directeur du *Monde*, abordera le
thème : « L'informatique et les droits de
l'homme ». Il répondra ensuite aux
questions qui seront posées.

Pour renseignements et inscriptions,
téléphoner à : 42-33-51-92, ou écrire à :
ARF, 33, rue Poissonnière, 75002 Paris.

- Société des études romanesques. -
Vendredi 14 novembre, à 17 h 15, dans
la salle VI du Collège de France, confé-
rence de M. Jean Gaudin, professeur
honoraire à l'université Paris-Sorbonne,
sur « Roman père de famille ».

Le Carnet du Monde

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 59 F

Abonnés 50 F

Communications diverses ... 65 F

Renseignements : 42-47-95-03

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 59 F

Abonnés 50 F

Communications diverses ... 65 F

Renseignements : 42-47-95-03

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-I, samedi
8 novembre, à 14 heures, amphithéâtre
Lefebvre, M. Jean-Yves Mollat : « His-
toire politique et histoire culturelle au
cœur du dix-neuvième siècle français ».

- Université Paris-I, samedi
8 novembre, à 14 h 30, Institut de géo-
graphie, 191, rue Saint-Jacques,
M. Jean Bonnet : « Les logiques spé-
ciales de l'action municipale. Essai sur
l'imagination géographique en gestion
urbaine ».

- Université Paris-I, jeudi 13 novem-
bre, à 15 h 30, salle 308, M^{me} Laurence
Barnes-Lenoir : « Le chalciditisme
moyen entre Seine et Rhin inférieur ».

- Université Paris-IV, vendredi
14 novembre, à 14 heures, salle Liard,
M^{me} Josette Poutet, née Fourmigue :
« Bayonne, un destin de ville moyenne
l'époque moderne. Étude de l'agglomé-
ration bayonnaise de la fin du dix-
septième siècle au milieu du dix-
neuvième siècle ».

- Université Paris-VII, mercredi
26 novembre, à 9 heures, salle des

Thèses, M^{me} Sophie de Mijolla Mollat :
« Psychanalyse et plaisir de pensée :
l'évolution de la notion de sublimation
dans l'œuvre de Freud et travaux
suivants ».

- Université Toulouse-II, salle du
Château, samedi 29 novembre, à
14 heures, M. Jean-François Soulet :
« Une société en dissonance, les Féré-
nais au dix-neuvième siècle, essai sur les
comportements d'une société rurale en
crise ».

- Université Paris-IV, samedi
29 novembre, à 14 heures, salle Louis-
Liard, M. Hubert Carrier : « Les maza-
rines (1648-1653). Contribution à
l'étude des idées des mentalités et de la
sensibilité littéraire à l'époque de la
Restauration ».

- Université Paris-IV, samedi
29 novembre, à 14 heures, amphithéâtre
Guizot, M. Pierre Debelle : « La politi-
que d'urbanisme de la Ville de Paris
sous la Restauration ».

- Université Paris-IV, lundi
1^{er} décembre, à 14 heures, salle des
Actes, M. Claude Gerthoffer : « Mythe
mécanique et Orient dans la littérature
française et allemande de 1880 à
1920 ».

loterie nationale **SUSPENSE**
TRANCHE (N°28) DU
TIRAGE DU JEUDI 6 NOVEMBRE 1986
LE NUMÉRO **177010** GAGNE LE LOT DE
1 000 000,00 F
LES BILLETS SE TERMINANT PAR **329** GAGNENT
1 500,00 F
AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER
TOUS CURSUS COMPTES AUX BILLETS ENTIERS

TERMINA- LISATION	PRIMAIRE ET MONTAGNE	SECONDAIRE ZODIAC	SOMMES GAGNÉES	TERMINA- LISATION	PRIMAIRE ET MONTAGNE	SECONDAIRE ZODIAC	SOMMES GAGNÉES
1	001 2 941 7 081	10 000 10 000 10 000	400 400 400	6	2 408 5 848 5 848	12 000 12 000 12 000	12 000 12 000 12 000
2	1 722 7 822 88 342	10 000 10 000 10 000	200 200 200	7	2 587 5 878 5 878	12 000 12 000 12 000	12 000 12 000 12 000
3	3 883 64 388 23 753	10 000 10 000 10 000	100 100 100	8	3 878 5 878 5 878	12 000 12 000 12 000	12 000 12 000 12 000
4	24 473 27 143 22 573	10 000 10 000 10 000	100 100 100	9	0 378 1 088 4 718	10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000
5	01 334 01 334 23 724	10 000 10 000 10 000	100 100 100	0	0 378 1 088 4 718	10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000
6	04 010 5 080	10 000 10 000	100 100	0	0 378 1 088 4 718	10 000 10 000 10 000	10 000 10 000 10 000

TOUS LES BILLETS NE BÉNÉFICENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SIGNES SUIVANTS :

LOT **3 8 26 29 45 48 16**

POUR LES TIRAGES DU MÉRREDI 12 ET SAMEDI 14 NOVEMBRE 1986
VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE
TIRAGE DU MÉRREDI 5 NOVEMBRE 1986

loterie nationale LISTE OFFICIELLE
AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC se trouve au verso (J.O. du 27/03/86)

Le numéro **185552** gagne
4 000 000,00 F

Les numéros
approchant
à la centaine
de mille

085552	585552	gagnent
285552	885552	50 000,00 F
385552	785552	
485552		

Les numéros approchant aux

Décimale de mille	Mille	Centaines	Décimale	Unités	gagnent
105552	180552	185052	185502	185550	
115552	181552	185152	185512	185551	
125552	182552	185252	185522	185552	
135552	183552	185352	185532	185553	
145552	184552	185452	185542	185554	
155552	185552	185552	185552	185555	15 000,00 F
165552	186552	185652	185562	185556	
175552	187552	185752	185572	185557	
185552	188552	185852	185582	185558	
195552	189552	185952			

Le Monde DES LIVRES



Two at the Fair (Anglet, 1938).
Il existe plusieurs versions
de cette photo de Kurt Hixson
dont voici l'original.
Sur les autres, la figure a été
pathologiquement retouchée.



Publicité (1939).

Dessous féminins : l'histoire d'une fascination

Cecil Saint-Laurent raconte les sous-vêtements
du beau sexe : une bible pour les amateurs.

JACQUES LAURENT, pardon, Cecil Saint-Laurent, et moi partageons les mêmes fantasmes en ce qui concerne les dessous féminins ou parfois leur absence : « C'est quelquefois par son absence que le pouvoir d'un dessous se montre le plus efficace. Du dix-septième au dix-neuvième siècle, l'homme n'aura pas cessé de songer [et le beau sexe ? c'est moi qui parle] à un détail qui, entre autres, le distinguait profondément de la femme. Alors qu'il était enfermé dans un système clos, elle flottait nue sous un système ouvert, soumise à un coup de vent, à un coup d'œil, à un coup de force, au hasard d'une chute, d'un faux mouvement, d'une imprudence parfois volontaire. Que la région la plus secrète ne fût point défendue, qu'elle demeurât à la merci de son agresseur naturel provoquait une émotion que les siècles n'émoussaient pas. »

Troublée aussi par les dessous féminins — que d'heures, petite fille, ai-je passées à examiner dans le détail de vieux catalogues proposant des gaines en forme d'armure, des soutiens-gorge en

forme d'obus et des culottes, longues ou courtes... Oh ! qu'elles me faisaient rêver, ces culottes, ou plutôt ce qu'elles cachaient en le soulignant — je ne suis pas loin, comme Cecil Saint-Laurent, de les considérer comme des objets de culte.

La blancheur d'une cuisse

L'Histoire imprévue des dessous féminins va devenir la bible des amateurs des deux sexes que mettront dans tous leurs états la blancheur d'une cuisse au-dessus d'un bas noir entr'aperçue à la terrasse d'un café ou à la portière d'un taxi, les victimes de lingerie fine qui, par bonheur, ont revu le jour, déployant leurs dentelles roses ou blanches, leurs soies rouges ou grises, leurs transparences irisées, ou la marque d'un slip sous une robe trop ajustée.

Tout. Ils sauront tout sur la naissance, l'évolution, les transformations, les révolutions du sous-vêtement féminin. Inexistants au début de notre ère — « On ne peut saisir la sensualité de l'Antiquité qu'après avoir mesuré à quel point l'homme et la femme

étaient et se savaient nus sous leurs vêtements. Cette certitude corporelle leur était un bonheur » — il prend son essor au deuxième siècle.

Vaste sujet de réflexion pour Cecil Saint-Laurent, le moment où les hommes abandonnèrent définitivement la robe ou les courtes tuniques héritées de l'Antiquité et qui se différencient peu de celles des femmes : « Du neuvième à la fin du quatorzième siècle, la robe mâle meurt. Il se produit entre le bas-de-chausses, le haut-de-chausses et les braves une conjuration qui aboutit à la formation d'une sorte de pantalon collant. Ainsi la sexualisation du costume est accomplie. L'homme devient, jusqu'à nos jours, celui qui porte la culotte. A la femme, la robe. » Cecil Saint-Laurent ajoute que « cette cassure est propre à l'Europe occidentale ».

Pendant que l'homme s'enferme dans son vêtement, la femme évolue, libre et nue sous le sien, si peu défendue par une multitude de robes et de sous-robes. Au Moyen Âge, tout objet appartenant à la femme prend valeur

érotique : le troissoir, sorte de crochet de fer sur lequel on suspendait la traine, les jarretières auxquelles les coquettes assortissaient leurs bracelets ; le plus excitant était la manche, alors indépendante de la robe, que les dames donnaient aux chevaliers en témoignage de tendre sentiment.

« Brides à fesses »

La Renaissance tentera de mettre de l'ordre dans tout cela, et la légende veut que ce soit Catherine de Médicis qui aurait invité les femmes au port de pantalon, appelé alors « caleçon » ou « brides à fesses », sous prétexte qu'en tombant de cheval la dame peut exposer sur l'herbe « un cul à faire honte aux rayons du jour ». En fait, ce fut bien plus pour avoir à ajouter un élément de trouble à l'an et l'autre sexe, puisqu'elles s'arrangeaient pour que nul ne pût ignorer la forme et la manière dudit caleçon noué sous le genou.

RÉGINE DEFOGES.
(Lire la suite page 28.)

L'unique amour de Mme Récamier

Ni ange ni sphinx, une femme
que ressuscite Françoise Wagnier.

PLUS de cent trente ans après sa mort, Mme Récamier vient de faire une nouvelle conquête et combien bénéfique pour elle ! Cette fois, c'est une femme. Mais la séduction de Juliette, du moins de son vivant, ne s'est-elle pas exercée indistinctement sur l'un et l'autre sexe ? Les sentiments qu'elle a inspirés à M^{me} de Staël, à la reine Hortense, à la duchesse de Devonshire, à M^{me} de Boigne, à sa nièce et fille adoptive M^{me} Lenormand le prouvent. Françoise Wagnier que nos lecteurs connaissent bien, puisque pendant dix ans elle a participé au « Monde des Livres », où le domaine des littératures étrangères lui était réservé, s'est à son tour attachée à elle, au point de rompre avec le monde — écrit cette fois avec un petit « m » — de s'enfermer dans une chartreuse catalane d'où elle n'est sortie que pour pister son modèle avec lequel elle a vécu, six ans durant, dans la plus enrichissante intimité.

De cette passion, de cette retraite à laquelle le romantisme ne manque pas, vient de naître un gros livre, tout bruisant des orages qui ont agité la première moitié du XIX^e siècle, animé par une foule de personnages, souvent pittoresques, toujours très vivants, et dominé par une exquise figure de femme qu'on a tantôt prise pour un ange et tantôt pour un sphinx.

Est-ce l'énigme qu'elle pose qui a attiré Françoise Wagnier ? Si, là-dessus on l'interroge, celle-ci répond que c'est son admiration pour l'écrivain Chateaubriand, pour l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe*, qui l'a amenée à Juliette. Elle a voulu connaître celle que son grand homme avait aimée pendant les trente dernières années de sa vie, non pas d'un amour sans partage — Jean d'Ormesson a vivement conté naguère les frasques passionnées de René avec Cordélia de Castellane, Fortunée Hamelin, Hortense Allart sous le règne même de Juliette (1) — mais dans une tendresse, une intimité du cœur et de l'esprit, un rituel des échanges, que le temps ne fera qu'accroître.

M^{me} Récamier est aux côtés de Chateaubriand quand il meurt le 4 juillet 1848, veuf depuis un an d'une épouse qu'il n'a pas quittée pour elle. Ce couple irrégulier n'a jamais vécu sous le même toit. Ils se rendent visite, lui d'abord, tant que la paralysie, due à des rhuma-

tismes, ne l'empêche pas de la rejoindre, chaque jour, à la même heure, à l'abbaye-aux-Bois. Elle ensuite, qui, aveugle, assiste aux derniers moments de son amour, comprenant que la mort est intervenue quand les prières des agonisants se taisent. Il y a là de très belles pages, très simples, qui magnifient cette existence vouée à l'Enchanteur.

L'objet d'un culte

M^{me} Récamier a quarante ans quand Chateaubriand, qui approche de la cinquantaine, entre dans sa vie. Annaparant, Françoise Wagnier n'a en à ressusciter qu'une femme à la mode, une reine du Tout-Paris dont la réputation franchissait nos frontières. J'ai bronché quand elle la compare à une Brigitte Bardot, une Marilyn Monroe. Elle m'a convaincue du bien-fondé de sa référence, compte tenu du changement de civilisation. On vendait le portrait de Juliette comme « article de Paris », jusque chez les indigènes du Kamtchaka. Ainsi, aujourd'hui, les filles portent-elles, en médaillon, en broche, l'effigie de Marilyn. M^{me} Récamier était si belle, si discrètement élégante, si représentative de l'élite d'une société, qu'elle manquait d'être étouffée par les gens qui voulaient la voir, la toucher quand elle s'exhibait dans la rue. Comment vit-on quand on est l'objet d'un culte ? Et d'abord y participe-t-on ? Par quels moyens ? Par quelles ruses ? A quel prix ?

C'est à ces questions que Françoise Wagnier a voulu répondre, en suivant au plus près les témoignages du temps. Ce faisant, elle n'a rencontré ni une sylphide, ni une déesse, ni une flegmée coquette, ni un monstre de froid, ni une névrosée que perturberait une infirmité physique ou psychique, mais une femme à part entière, équilibrée, raffinée, sage, très bonne aussi, soucieuse de préserver son indépendance et son harmonie intérieure, et qui s'est mise tout simplement en attente du seul homme capable de l'arracher à elle-même et à un narcissisme indéniable.

JACQUELINE PIATIER.
(Lire la suite page 22.)

(1) Mon dernier rêve sera pour vous, de Jean d'Ormesson, Lattès, 1982.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Louise Colet ou la Muse, de Jean-Paul Clébert
L'Indomptable Louise Colet, de Micheline Bood et Serge Grand

Victime, elle ?

Le marché de la biographie s'élargit. Les universitaires bonté ne fournissant plus, et leur sérieux ne répondant pas à la nouvelle demande, les suppléments abondent. Formations, mobiles et méthodes se diversifient. On voit de tout : du romancier pigiste, du régionaliste attendri, du militant approximatif. Derrière les deux géants du genre, Lacouture l'extasié et Guillemin le suspicieux, se rencontrent toutes les nuances d'envies de tresser des couronnes ou de casser de l'aurole.

Le recrutement des auteurs assurés, il faut trouver des sujets. Les rois s'épuisent. Artistes, généraux et magnats ont beaucoup dormi. On en vient aux favorites, aux éminences grises, aux gens d'alcôves et de coulisses, de sac et de corde. Les femmes ont été longtemps sous-traitées. Or elles forment une large majorité, côté public. Elles rentrent donc en force dans la galerie de portraits dont cette fin de siècle s'entoure, comme les vieilles personnes entassent les photos de famille pour conjurer la peur du vide prochain.

LOUISE COLET. Mais c'est bien sûr ! Comment n'y avait-on pas pensé plus tôt ? Quel feuilleton cela ferait ! De ces vies dont il suffit de tirer le fil pour voir surgir, entrecroisées, toutes les destinées marquantes d'un siècle ! C'est pareil à chaque époque. Les êtres d'exception se recrutent dans un mouchoir de poche et se connaissent tous, frères d'armes ou cousins de traversin, pour peu qu'une gourmande passe par là...

Songez : une femme qui compte à son tableau Flaubert, Victor Cousin, Musset, Vigny, sans parler des sans-grade, et qui écrit joliment, et qui va parcourir le monde, de la Restauration à la Commune... Du nanan ! Trêve d'ironie : Louise Colet mériterait vraiment sa biographie développée, depuis le temps qu'elle jouit les utilités délaissées dans les travaux sur Flaubert et les autres. On dirait qu'a continué de peser sur sa mémoire, au vingtième siècle, la négligence goulue qu'elle endurait de son vivant.

JEAN-PAUL CLÉBERT a écrit une trentaine d'ouvrages, dont des romans et des essais historiques. Son accointance avec la Colet, sans qu'il s'en explique, on la devine dès les premières pages. Elle est de terroir, de climat. L'auteur vit dans le Lubéron. C'est l'Abbaye qui l'attendit d'abord en Louise, la gamine de Mouriès, que les brumes de Paris finirent par faire mourir de la poitrine.

Contrairement aux biographies de stricte obédience, Clébert ne nous fait pas juger des énigmes éventuelles, des sources contradictoires. Il rappelle ce qui ne se discute plus. Il donne parfois son avis sur la conduite des uns et des autres, son opinion d'homme d'aujourd'hui ou de « pays » devant les vicieuses que subit Louise. Mais il n'abuse pas de ces interventions, annoncées généralement par des parenthèses. Pour l'essentiel, il raconte, avec entrain, avec du goût pour l'époque et pour les êtres qui la font.

(Lire la suite page 22.)

Après La petite Apocalypse
le nouveau roman de
TADEUSZ KONWICKI

**FLEUVE
SOUTERRAIN,
OISEAUX
DE NUIT**

Collection "Pavillons. Domaine de l'Est"

ROBERT LAFFONT

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

— LA VIE DU LIVRE —

Stages/offres et demandes d'emploi

LES EDITIONS DE L'ALPHEE, qui fêlent cet automne leur septième anniversaire, publient le *Pentaméron* de Chantelata Balle.

LO CUNTO DE LI CUNTI traduit de l'espagnol par Myriam Tancet et

VERS L'AMONT DANTE poète 1977-1983 de Jean-Charles Véga, avec une préface de Jacqueline Risset. (Distribution Distique)

CATALOGUE LIVRES D'OCCASION BOUQUINERIE MONTBARBON B.P. 855 83051 TOULON CEDEX

Pierre MENDÈS FRANCE

ŒUVRES COMPLÈTES

tom III

Gouverner c'est choisir

1954-1955

SOMMAIRE

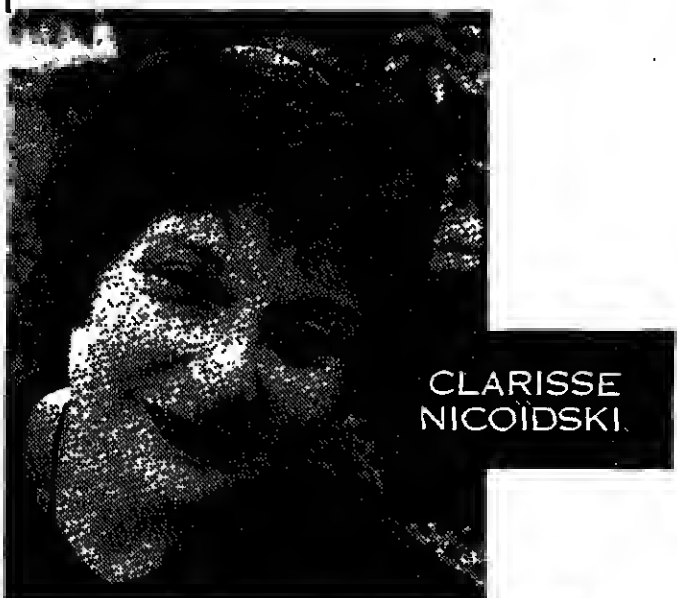
Un objectif préalable : la paix en Indochine
14 juin - 30 juillet 1954

Du discours de Carthage aux accords de Paris
31 juillet - 31 décembre 1954

La revanche du système
1^{er} janvier - 5 février 1955

GALLIMARD *nrf*

FRÈRES DE SANG.



CLARISSE NICOLDSKI

«Écrit au scalpel, ce roman à l'impudeur tragique de Camus. A lire au plus vite.»
L'Événement du Jeudi.

«Le monologue cruel d'un meurtrier ordinaire qui n'a rien d'un monstre». Le dixième livre de Clarisse Nicolidski dérange...
Josyane Savigneau - Le Monde.

«Un regard qui nous brûle, nous fait douter de nous, de ce monde que nous croyons si normal...»
Françoise Ducout - Elle.

Flammarion

LETTRES ÉTRANGÈRES

Ah, ces Vikings !

Christine Lavransdatter, la célèbre trilogie de Sigrid Undset sort du purgatoire après soixante ans.

C'est «Dallies» au temps des chevaliers, une saga familiale qui débute en 1306 et va cavalier, à bride abattue dans la Norvège du Moyen Âge. Tout est d'époque, comme disent les antiquaires, la décor, les meubles, les propos et les mœurs, tout sauf les passions dont la flamme dévore la patine, dont la violence arrache Christine Lavransdatter à l'ombrage du roman historique.

Dès l'enfance, «elle aime trop le monde, aspire trop à se donner à lui», pour tenir en place. Une aventurière ? Une conquérante ? Certes non, une proie feroce et consentante, prête à payer le prix de ses péchés mais jamais à y renoncer. Son sort se joue au hasard d'une promenade en forêt, dans les bras d'un chevalier de renouveau. Il suffit d'une étreinte pour que la métamorphose s'accomplisse : «Son corps souffre d'étonnement, c'est le mal dont parlent les chansons.» Un mal qu'il s'agit maintenant de mériter, de glorifier par la couronne d'or du mariage. Pour y parvenir, elle apprendra le mensonge, subira la honte, la solitude, l'angoisse, la morsure du remords. Mais qu'est-ce, comparé à la crainte de devenir une autre, de ne plus inspirer l'amour ? L'éblouissement se prolonge-t-il au-delà de la révélation ? Son amant la rassure, lui promet une éternité de «premières fois». «Te posséder, c'est comme fêter Noël, comme chasser les oiseaux dans les collines.» Dieu attendra son heure pour sévir. On l'entend piétiner d'impénitence.

Ce chef-d'œuvre qui valut à son auteur le Prix Nobel (1928) n'a rien perdu de sa fougue et de sa magie, malgré les lenteurs de la traduction. Quand les éditeurs consentiront-ils à «rafraîchir» leurs classiques ?

GABRIELLE ROLIN.

* CHRISTINE LAVRANSDATTER, de Sigrid Undset, traduit de l'anglais par Y. Avesard, Stock, 295 p., 85 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

LETTRES ÉTRANGÈRES

● Stefan Zweig : *Journal 1912-1940*. En 1912, à trente et un ans, sentant sa vie « dangereusement malade », Zweig reprend, « pour la dernière fois », son journal, qu'il tiendra irrégulièrement jusqu'en 1940, deux ans avant de se donner la mort au Brésil. Traduit de l'allemand par Jacques Legrand. (Belfond ; 330 p. ; 120 F.)

CORRESPONDANCE

● Ernest Hemingway : *Lettres choisies, 1917-1961*. S'écroulant en 1957 d'une « lettre mal fichue et pleine de fautes », Hemingway précisait qu'elle était « de la correspondance et non une tentative de prose ». C'est donc plus un autoportrait vivant que l'œuvre d'un grand épistolier que Carlos Baker présente avec ce volume. Traduit de l'anglais par Michel Arnaud. (Gallimard ; relié ; 1048 p. ; 250 F.)

THÉÂTRE

● William Shakespeare : *Vénus et Adonis*. Michèle Le Douarin présente une nouvelle traduction du poème de Shakespeare, qu'elle a réalisée pour le scène, avant d'interroger l'œuvre lyrique du poète dans un texte intitulé, *Génée d'une catastrophe*. (Ed. Alédée ; distribution Distique ; 107 p. ; 76 F.)

● August Strindberg : *Théâtre complet*. Voici les volumes 5 et 6 du théâtre complet de Strindberg, dans l'édition annotée par Carl-Gustaf Bjurström. Des pièces connues, comme *Le mort*, *Le Songe*, et des œuvres peu ou pas connues. (L'Arche ; 690 p. et 540 p. ; 198 F. chaque volume.)

RELIGIONS

● La Bible d'Alexandrie I. *Le Genèse* - C'est à Alexandrie, au III^e siècle avant Jésus-Christ, que fut entreprise la traduction grecque de la Bible hébraïque. Cette Bible, dite des Septante, joue un rôle considérable auprès des juifs puis des chrétiens. Marguerite Harl a dirigé cette édition des cinq livres du *Pentateuque* (la Torah). Trad. de la première édition. (Cerf ; 336 p. ; 145 F.)

PHILOSOPHIE

● Gwendoline Jarzyk et Pierre-Jean Labarrière : *Hegelians*. Peut-on encore être hégéliens aujourd'hui ? De la réussite et de l'échec, de Hegel, est-il possible de tirer une pensée pour

EN POCHÉ

Deux nouvelles collections en format de poche viennent d'être inaugurées. Dirigée par Marianne Strainchamps, la collection « Science et Découvertes » aux Éditions du Rocher, sort simultanément huit titres, parmi lesquels *Biologie de la douleur* de Marc Paschanski, *La Vie des étoiles* de Claude Doon, *Ce que l'on sait vraiment des dinosaures* de Jean-Michel Mazin et *Moissane sur les ruines* et les biotechniques de Marie-France Roquet.

Chez Payot, la collection « Primes » se propose de rééditer des titres susceptibles de toucher un vaste public, aussi bien dans le domaine du roman que dans ceux des essais, des documents ou de l'histoire. Paraissent en même temps : *Le Misanthrope* et *Le Monde de Rabindranath Tagore*, *Dernière valise* à Vienne de George Clara, *Comment on raconte l'histoire aux enfants* de Marc Ferro et *Les Kennedy* de P. Collier et D. Horowitz.

● La collection « La monde de... » (MA Éditions) propose sous forme d'articles courts, classés alphabétiquement, les informations essentielles sur un sujet donné. Trois titres paraissent : *Charlemagne* de Robert Delort, *La Géologie* de Jean-Claude Fischer et *La Démocratie grecque* de Claude Mossé.

● Michel Tournier publie directement en poche (Folio, n° 1768) plusieurs *Poésies* proses, dont un chapitre inédit de *La Goutte d'or*, son dernier roman.

● L'œuvre d'Henri Michaux continue sa période (encore) dispersée dans la collection « Poésie/Gallimard » avec la réédition d'*Alléluia*. Toujours à propos de Michaux, Raymond Bellour a rassemblé plusieurs essais sur le poète (Henri Michaux ; Folio-Essais, n° 46).

● Certains livres rassemblent autour d'eux, tels des objets de culte, des auteurs ou des thèmes. Ainsi de *La Vie de René*, où l'admirable prose de Chateaubriand atteint sa plénitude en gagnant une liberté étonnante. André Bernheim-Joffroy présente une nouvelle édition de ce texte. (Folio, n° 1769).

● Le *Seigneur des anneaux*, de Tolkien fait également partie, dans un genre très différent, de cette catégorie de livres. L'œuvre paraît, en trois volumes, dans la traduction de F. Lédoux, chez Presses-Pocket (n° 2657 à 2659).

mande sont ainsi filtrés par le cerveau de cet être biophasé obsédé par une idée : ne pas mourir avant d'avoir fait l'amour.

Le thème du puceau est traité avec une verve qui n'excuse pas toujours le laxisme de l'écriture. Les raccourcis et les trouvailles en forme de clin d'œil ne font pas oublier les redites et les complaisances d'un vieux routier qui semble avoir du mal à entrer dans la peau d'un têtard tourmenté par la puberté. Heureusement, le roman est sauvé par la sincérité de Lenzmann face à une époque qu'il connaît bien, pour y avoir été plongé. Jacques, Jacquot et le Jacquot ne font évidemment qu'un seul personnage, et vous voilà pris à marcher aux côtés de Lenzmann. La mort finalement repue ou donnée, le balancement des sexes de putes ou de filles de ferme volées, le décalage de l'adolescent roux devenu sans famille et sans identité, autant

ROMANS

Les désarrois

d'un puceau

Jacques Lenzmann est un fou de la marche, vous le savez. Les récits et les photographies de ce héros du sport le plus ancien et le plus sain ont contribué pour une bonne part à la popularité du romancier. Le héros du Jacquot, lui, est fou de sexe, avec une naïveté fort sympathique, jusqu'à n'être que sexe. En fait, ce héros est double : Jacquot, petit paysan touchant de timidité, subit, dans la plupart de ses actes, la présence d'un jumeau imaginaire, le Jacquot, qui, lui, ne s'embarrasse pas de principes, dans une époque qui, il est vrai, en exigeait peu. Les derniers jours de l'occupation alle-

notre temps ? Pour tenter de répondre à ces questions, les auteurs visitent les différentes parties du monument Hegel, avant d'aborder la question de la liberté, clef de tout l'édifice. (PUF ; 366 p. ; 220 F.)

PHILOSOPHIE

● Emmanuel Kant : *Opus postumum. Passage des principes métaphysiques de la science de la nature à la physique*. François Marty a traduit et présenté la première version française des travaux auxquels le maître de Königsberg avait consacré ses dernières années. Inachevé, ce manuscrit peut être considéré, au dire de l'éditeur, comme la quatrième critique de Kant. (PUF ; 444 p. ; 195 F.) D'autres part, le troisième et dernier volume des *Œuvres philosophiques* de Kant, publiées sous la direction de Ferdinand Alquié, datées en février 1985, paraît dans « la Pléiade ». Il contient les *Derniers écrits*. (Gallimard ; 1561 p. ; 320 F. jusqu'au 31 décembre, ensuite 355 F.)

HISTOIRE

● Wilhelm Knapich : *Histoire de l'astrologie*. Paru outre-Rhin il y a vingt ans, ce livre est l'œuvre du fondateur de la Société des astrologues autrichiens. Des anciens Égyptiens aux modernes astrologues, de l'Amérique précolombienne aux recherches françaises, un panorama assez complet de ce chapitre de l'histoire des civilisations. Préface d'André Barbault. Traduit de l'allemand par Henri Letou. (Vernal ; Philippe Lebeude ; 332 p. ; 138 F.)

● Jacques Jourquin : *Dictionnaire des marchands du Premier Empire*. La nouvelle édition revue et augmentée d'un ouvrage réunissant toutes les informations sur les vingt-six marchands d'Empire, par le secrétaire général de l'Institut Napoléon. (Tallandier ; « Bibliothèque napoléonienne » ; 170 p. ; 98 F.)

ESSAIS

● Pascaline Mourier-Castell : *André Breton, explorateur de la Mère-Mère*. Une étude des « généalogies », d'Arco 17, livre tardif (1944) de Breton, considérée ici comme « texte palimpseste ». (PUF ; 230 p. ; 145 F.)

● Gérard Peylet : *Les Évasions manquées ou les illusions de l'artifice dans la littérature « fin de siècle »*. Issu d'une thèse de doctorat, cet ouvrage est une approche des conceptions esthétiques qu'ont tenté d'illustrer, dans leur œuvre mais aussi dans leur vie, les écrivains de la fin du siècle dernier. (Librairie Honoré Champion ; 296 p. ; 180 F.)

d'éléments dramatiques exploités sur le vif.

Un gamin de seize ans qui ne se sépare pas de son fusil, et recherche par vents et marées Evelyn Rosenthal, image du premier amour, de la pureté, dont il sait pourtant qu'elle a été saïe, emprisonnée dans un bordel, force évidemment votre attention émue. La chute du livre, inattendue, accroît votre complicité. Drôle d'éducation sentimentale, dans la tourmente et la lassitude d'une fin de guerre. Vous frissonnez, puis, pourquoi, pourquoi l'auteur a mis au jour ces pages de sa propre histoire, à la recherche d'une adolescente bercée aux accents de la mort. Beau personnage que ce Jacquot, l'enfant illettré qui n'a pas eu le temps de vivre, mais s'est réincarné dans l'écrivain Jacques Lenzmann.

FRANTZ-ANDRÉ BURGUET.

* LE JACQUOT, de Jacques Lenzmann, Lattès, 232 p., 79 F.

MÉMOIRES

Un médecin qui n'a pas froid aux yeux

Georges Valentin est un vieux routier de la sexologie. Il en faisait quand on prenait encore cette science, en France, pour de l'érotomanie. Avec ses traductions en dix langues, il envoyait aux prudes un joli pied de nez. L'âge venant, on le croyait assagi. Point du tout, le voilà, après avoir dit à ses correspondants ce qu'il pense de leur sexualité — et certains le prirent très mal (les *Jeux de la Sexe*, Ed. Grancher, le Monde du 26 janvier 1984) — qui vient de nouveau effaroucher les bégueules (et ravir les autres) avec ses *Chroniques sexuelles*.

Certes, l'expérience professionnelle peu commune de cet ancien médecin des bordels de la Casbah, des légionnaires de l'armée d'Afrique ou des Panziers sous l'Occupation, avait déjà fourni nombre d'exemples à ses savants travaux précédents sur la fécondation, la contraception ou l'avortement. Mais dans ses *Chroniques*, fon de science, il s'agit de souvenirs à la première personne du singulier d'un homme qui a beaucoup vu, beaucoup écouté, beaucoup soigné le tout dans le domaine du sexe, et qui ne s'autocensure pas.

On lui reprochera sans doute de ne pas s'être contenté du rôle de témoin n'ayant pas froid aux yeux, mais d'avoir introduit dans le récit ses propres « aventures » d'homme à femmes et une morale érotique à tout le moins non conformiste. Nous n'en dirons pas plus, si ce n'est que les *Chroniques* de ce praticien pince-sans-rire et à la mémoire d'acier tiennent le lecteur en éveil jusqu'au bout sur un thème pourtant facilement répété.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.
* CHRONIQUES SEXUELLES, du docteur G. Valentin, Julliard, 270 p., 80 F.

EN BREF

● LE HUITIÈME PRIX DU PREMIER ROMAN, décerné par un jury composé de dix critiques littéraires a été attribué mardi 4 novembre à Alexandre Jardin pour *Elle en tête* (Gallimard).

● LE PREMIER SALON DU LIVRE CORSE, « U l'livru corsu », se tiendra le 15 novembre, à Paris (3, rue des Frères-Saint-Séverin, 75005), de 15 heures à 23 heures.

● LE DEUXIÈME SALON DU LIVRE ET DE LA LECTURE DE CHALON-SUR-SAÔNE se tiendra à l'Espace des arts les 14, 15 et 16 novembre. Débats, spectacles, signatures, alternent au cours de ce « Chalon sur livre » qui avait attiré l'année dernière près de 9 000 visiteurs.

● Une colloque international consacré à CLAUDE SIMON se tiendra les 14 et 15 novembre à l'université de Caen. Jean Starobinski, Georges Rallard, Roger Dugast, notamment, présenteront des communications. Le 15 novembre à 14 h 30, Claude Simon donnera une conférence intitulée *Éléments sur le roman*.

● Une exposition de travaux récents sur papier du peintre RAQUEL se tient jusqu'au 30 novembre à la Librairie Diffusion, 44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris. Cette manifestation coïncide avec la sortie en librairie chez Flammarion de *Psychologie Orange Export Ltd 1945-1995*, préparée par Emmanuel Hocquard et Raquel. Par ailleurs, une édition de luxe sur grand papier d'un beau texte de Hocquard, *Des feuillets*,

مكتبة النهر

LA VIE LITTÉRAIRE

Les cinq derniers du Goncourt

Cinq romans ont été retenus lors de la dernière sélection du prix Goncourt qui sera décerné le 17 novembre : Henri Coulonges : *Les Frères Moraves* (Stock); Michel Host : *Valer de nuit* (Grasset); Gilles Lapouge : *la Bataille de Wagram* (Fleminarion); Pascal Guignard : *le Salon de Wurtemberg* (Gallimard); Jean Vautrin : *la Vie ripolin* (Mazzone).

Première sélection pour l'Interallié

Voici la première liste de romans retenus par le jury du prix Interallié. Le lauréat sera choisi parmi ces dix noms le 2 décembre :

Nicolas Bréhal : *l'Enfant au souffle coupé* (Mercure de France); Michel Crocq-Spinelli : *Bols d'épave* (Grasset); Max Gallo : *Belle époque* (Grasset); Christian Gaudou : *Station balnéaire* (Gallimard); Philippe Labro : *l'Étudiant étranger* (Gallimard); Gilles Lapouge : *la Bataille de Wagram* (Fleminarion); Eric Neuhoff : *Des gens impossibles* (Table ronde); Jean Raspail : *Qui se souvient des haras* (Robert Laffont); Denis Tillinac : *l'Éternité de Dakar* (Laffont); Didier Van Cauwelaert : *les Vacances du fantôme* (Le Seuil).

Naples-sur-Seine

Grâce à l'institut culturel italien, à son directeur, le professeur Caruso, le cœur de Naples va battre à Paris, de novembre 1986 à février 1987. Un grand cycle de manifestations. Un événement capital pour comprendre le message salvateur de la civilisation napolitaine, si différente de notre civilisation ennemie. Une éruption d'imagination volcanique sur les bords de la Seine.

Théâtre, musique, film, exposition de tableaux biospirales, tables rondes sur la langue et la vie napolitaines : lors des folioles et des chronos transmis par une certaine littérature touristique, lors des lieux communs rassurants, c'est un portrait vivant et multiple de la Naples plus nocturne que solaire, plus cruelle que douce, métamorphosant par la ruse grecque et la passion espagnole ses tragédies en comédies, faisant de l'illuminé le plus humble un aristocrate du quotidien, qui nous sera présenté. Une Naples ludique, voluptueuse, obscène, inquiétante : une danse baroque à l'estomac.

Du 12 au 15 novembre, à la Maison des cultures du monde, nous entrerons de plain-pied sur le vertigineuse scène napolitaine avec

l'autobiographie jouée, racontée et chantée - la voix de Marina Pagano, entre autres, si ardente et si belle, vous saupera à l'âme et aux tripes - d'une manière de Brecht parthénopéon, de Raffaele Viviani (1888-1950), le moineau expressionniste du petit peuple napolitain, qui fait voir et incarne comme personne le tragique de sa ville aux millions d'acteurs. A ne pas manquer non plus « Naples-carnegie », une table ronde dirigée par Enrico Fulchignoni, le jeudi 13 novembre à 17 heures (Institut culturel italien), avec la participation des acteurs et des metteurs en scène, Antonio Ghirelli et Achille Millo, du spectacle d'ouverture *Io, Raffaele Viviani*.

En janvier, Eduardo De Filippo, le Maître napolitain, sera mis en scène par Giorgio Strehler et Claude Yvan au Théâtre de l'Europe et au Théâtre de l'Est parisien. Nous en reparlerons.

JEAN-NOËL SCHFANO.

POLARS

Reims, c'est fini...



Robin Cook, trophée 813 du meilleur roman policier 1986.

Le champagne n'adoucira pas forcément les mœurs. Les participants au 8^e festival du roman et du film policiers de Reims, grand-messe annuelle des amateurs du genre, auront néanmoins pu le vérifier le week-end dernier.

Comme certains indices le laissent prévoir (*Le Monde des Livres* du 31 octobre), le divorce a finalement été publiquement prononcé entre les co-organisateurs, municipalité d'un côté, 813 (association des amis de la littérature policière) de l'autre.

La séparation aurait pu être amiable. Une succession d'initiatives maladroites - pour ne pas dire plus - de l'agence chargée, pour la première fois, de la promotion du festival en aura décidé autrement. Passé encore qu'elle ait imposé la présence, au marché du livre policier, d'un stand « La police et ses auteurs », qui obligeait plus, dans sa présentation, à des études de propagande qu'à des motifs culturels. Passé encore qu'au dernier moment un sponsor soit apparu sous la forme d'une bannière du *Figaro-Magazine*. Mais l'annonce, en pleine assemblée générale de 813, qu'Alain Delon avait été le principal bénéficiaire de l'augmentation de la subvention municipale de 50 000 F de défilément pour remettre, entre autres, le Grand Prix de littérature policière 1986 à Jacques Sadoul (1) - a été provoquer la cassure définitive. En quelques lignes sèches, le nou-

veau bureau de 813 (2) signalait qu'il avait « décidé de se retirer de l'association Reims Polar, organisatrice de ce dernier festival du polar de Reims », et qu'il étudiait les propositions de remplacement transmises par ses adhérents de Grenoble et de Nantes (3).

On avait tout de même au le temps de parler littérature et de décerner les trophées 813 pour 1986. Ont donc été couronnés : meilleur roman : *Concombre vivant* de Reims Cook (Séris noire, Gallimard); meilleur recueil de nouvelles : *Mystères 88*, sous la direction de Jacques Baudou (livre de poche); meilleure rédaction : l'intégrale d'Arène Lupin (Bouquins Laffont); meilleure

bande dessinée : *la Porte d'Orient*, de Giordano (Génat); meilleure traduction : Pierre et Danielle Bondi pour *La où dansent les morts*, de Tony Hillerman (Bivouac/Noël); meilleure émission de télévision : *Calliope*, de Jacques Baudou; meilleur film : *l'Année du dragon*, de Michael Cimino.

L'an prochain dans le Sud ? B. A.

(1) Pour *Trois morts au soleil*, 64, du Rocher.
(2) Remplaçant Pierre Lebedel, l'écritain Jean-François Viller a été élu président.
(3) La municipalité de Reims a, de son côté, annoncé son intention de maintenir un festival du polar.

Le « Magazine

littéraire »

vingt ans

et une santé de fer

Le Magazine littéraire est un modèle de discrétion, à moins que ce ne soit d'orgueil. Il publie en ce mois de novembre son deux cent trente-cinquième numéro, consacré à Heidegger, qui se trouve être aussi celui de son vingtième anniversaire. Or le lecteur recherchera en vain dans le dernier Magazine une trace de célébration. Comme si Jean-Claude Fasquelle, le directeur, et Jean-Jacques Brochier, le rédacteur en chef, pensaient qu'il est banal d'avoir vingt ans.

Quand on voit les difficultés dans lesquelles se débattaient les journaux littéraires, quand on compte tous ceux qui se sont abîmés corps et biens depuis que le Magazine

existe, à faut pourtant bien assimiler une telle longévité à un exploit. D'autant que l'affaire se porte bien. Avec une équipe réduite de six permanents, le Magazine littéraire diffuse chaque mois près de 75 000 exemplaires; et sa formule de numéro à thème lui permet de vendre encore mensuellement 8 000 à 10 000 anciens numéros, ce qui est probablement un phénomène unique dans la presse.

Les amateurs risquent pourtant d'éprouver quelques difficultés à retrouver le numéro un du Magazine littéraire, daté du 2 novembre 1966. Il valait trois francs. Ses responsables étaient Guy Sibon et François Bott. Sibon avait en sa couverture, à l'intérieur, un long portrait de Truman Capote par Le Clézio, un dossier sur les livres qu'on brûle dans la Chine de la révolution culturelle et une étude d'Yves Berger sur la « génération perdue » des écrivains canadiens.

Depuis, le journal a mûri, il a pris de l'ampleur et de l'assurance, mais on reconnaît bien dans son visage de vingt ans le joli bébé qu'il fut.

P. L.

Passage en revues

Littérature, poésie

Les bonnes revues comme les grands esprits, dit-on, se rencontrent : le Nouveau Commerce (cahier 65/66, automne 1986) exhume le même (superbe) texte de vieux Melville que la revue *Sicile* (le Monde des livres) du 10 octobre. La traduction de ce John Mar est ici d'Anne Leclerc. Dans ce même cahier, André Delmas raconte l'aventure de *Little Review*. Cette revue américaine dirigée de 1914 à 1929 Margaret Anderson (avec Ezra Pound à partir de 1917) joue un rôle important dans les échanges culturels et poétiques entre l'Europe et l'Amérique. Deux textes de *Little Review* illustrent l'étude d'André Delmas : un « roman en quatre pages et vingt-cinq lignes » : *222-18-88* et un texte de... Mickinguett. (Nouveau Quotidien Latin, 78, boulevard Saint-Michel, Paris, 80 F.)

Jacques Arnould, dans *Poésie présente* (n° 60), propose un choix d'aphorismes d'Emmanuel Lochech, né voilà juste cent ans. Mort il y a trente ans, Lochech a publié, à partir de 1918, plusieurs recueils de maximes et de poèmes en un vers. L'aphorisme est un genre aussi séduisant que périlleux, où le pire qu'on a fait parfois des ravages. Ce n'est pas le cas ici. Voici quelques exemples : « Au séjour céleste, il faudra que les vaines rêveries soient amandées également » ; « Les gens que le néant attire ont sans doute sommeil » ; « Ne jetez

jamais les débris d'un rêve » (Ed. Rougerie, Montmartre, 87330 Mézières-sur-Isoire, 54 F.).

Théodore Belmoral existe ! Et si ce nom propre est « un exil de toute référence », sa réalité est attestée, sinon par une personne, du moins par l'objet que ce nom désigne : une revue, de qualité et de littérature, dont le « comité », composé de Thierry Bouchard, Pascal Belton et Marc Faroy, vient de faire paraître un numéro 2/3. Pour s'assurer un peu plus de la réalité de Théodore Belmoral, il suffit de se reporter au sommaire de ce cahier : y figurent Jude Stéfani, Alain Bore, Pierre Bertanourt... (Théodore Belmoral, 4, place Albert-1^{er}, 45000 Orléans, 65 F.)

Méditerranées : à partir de ce pluriel, Dominique Sorrente et André Ughetto ont composé un riche et beau numéro de la revue marseillaise *Sud* (n° 64/65). Trois thèmes, lieux ou signes, rassemblent auteurs et textes : *Homérides avec l'appel à l'amitié* passé, aux filiations ; *Il, l'insularité*, symbole littéraire de la cité phocéenne ; *Océanides* enfin, pour lever l'ancre vers d'autres mers, pour sortir du bassin. (*Sud* : 52, rue Saint, 13001 Marseille ; Distribution Distique, 120 F.)

Cahiers de l'université de Perpignan consacrent un numéro à Claude Simon, coordonné par Maurice Rostens. (Faculté des

sciences humaines et sociales ; 36, chemin de la Passio-Vella, 65025 Perpignan Cedex, 40 F.)

Revue d'histoire littéraire de la France, avec ses quatre-vingt-six ans, reste prudente à l'égard des innovations. Celle qui vient d'être décidée, vu le sens d'une plus grande commodité : les bibliographies insérées traditionnellement dans chacun des six fascicules annuels de la revue sont désormais regroupées dans un numéro entièrement bibliographique. Les auteurs de ces tâches de bénédictin sont trop souvent ignorés. Citons donc René Rancour qui a réalisé cette *Bibliographie de la littérature française pour 1985*. (Armand Colin : n° 3, 1986, 75 F.)

Les lecteurs et animateurs de revues ont leur « Quinzaine ». Elle a commencé le 3 et se prolongera à Paris et en province, jusqu'au 15 novembre. Le point de référence et d'unité des multiples manifestations qui sont programmées dans le cadre de cette Quinzaine est l'association *Entrevues*, née il y a moins d'un an mais déjà fort active et dynamique. A preuve, le deuxième numéro de ce qui, bien plus que son bulletin, est une vraie revue : *la Revue des revues*. (Association Entrevues, Maison des sciences de l'homme, 54, bd Raspail, Paris, tél. : 45-49-01-48).

P. Ka.

LE REGARD LITTÉRAIRE

Attention passion ! Thomas Mann lance Don Quichotte contre les Nazis. Maupassant achète tout Flaubert. Bandelaire défend les couleurs de Delacroix. Blanchot tire Sade de l'enfer. et Complexe est complice.



Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M., 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

Philippe JULIEN
LE RETOUR A FREUD
DE JACQUES LACAN
Editions Erès collection Littoral

LE JACQUIOT

Dans les désordres de la Libération, un adolescent cherche désespérément à faire l'amour.



Un chef-d'œuvre d'émotion et de drôlerie de Jacques Lanzmann

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

L'unique amour de Mme Récamier

(Suite de la page 19.)

Car, avant et même après l'apparition tardive de Chateaubriand, que de soupçons dégués et acceptant de l'être, des plus flatteurs aux plus tentants! Comme ce Lucien Bonaparte chez qui elle croise le premier consul sans le laisser indifférent; comme ce prince Auguste de Prusse avec lequel, en 1807, elle a cru pouvoir échanger des serments, vite repris; comme Benjamin Constant, qui tout un an sera fou d'elle; comme tous ces jeunes gens, souvent amants ou fils d'amitiés chères, Prosper de Barante, Auguste de Staël, Jean-Jacques Ampère, qu'elle attache plus ou moins durablement à son char; comme ces fleurons de l'Ancien Régime que sont les deux cousins Montmorency, Mathieu le dévot et Adrien l'ambassadeur homosexuel, chez qui « l'amour pour Juliette est un mal de famille ». Un extraordinaire cortège d'amoureux de tous

âges, de tous bords politiques, de toutes nationalités, de toutes célébrités, artistiques, littéraires, qui n'obtiennent rien d'elle, mais lui vouent une adoration qui dure parfois jusqu'à la mort. Voyez Ballanche, le philosophe lyonnais qui, rencontré à l'heure de l'exil, ne la quittera plus jusqu'à ce qu'elle l'accueille dans sa sépulture familiale.

L'apprentissage de la passion

Et puis soudain l'idole se fait femme. Elle avait pourtant déjà traversé des épreuves qui auraient pu l'humaniser: la première fille de M. Récamier en 1805; le décret que, en 1812, l'empereur, oubliant de son charme, prend contre elle. Elle ne pourra plus résider qu'à ces quarante lieues fatidiques de Paris qui avaient tant persécuté M^{me} de Staël. Si Juliette n'avait été qu'une

vedette, tous auraient pu, en ces circonstances difficiles, s'écarter d'elle. Il n'en est rien. Ruinée ou exilée, qu'elle s'installe à Châlons-sur-Marne, à Lyon, à Rome, à Naples, toujours une cour se reforme autour d'elle. Son retour à Paris avec les Bourbons est un triomphe, mais de courte durée. En 1819, M. Récamier connaît de nouvelles et graves difficultés financières. Pour le renflouer, Juliette sacrifie sa fortune personnelle. Le tournant est pris qui va changer sa vie. Se séparant de son père, M. Bernard, de l'acolyte de celui-ci, M. Simonard, de son mari, M. Récamier, qui tous les trois s'en iront vivre ensemble, elle se retire avec sa fille adoptive dans un couvent de la rue de Sévres, l'abbaye-an-Bos, où elle occupera d'abord la fameuse « petite cellule », puis dix ans plus tard, un appartement plus spacieux. C'est que le règne de René a commencé et pour M^{me} Réca-



Madame Récamier : « Ce que le siècle avait de meilleur ».

mier le difficile apprentissage de la passion.

Du moins est-ce ainsi que Françoise Wagener voit les choses, puisque énonçant la fable de Chantilly, qui revient pourtant avec insistance en 1822 dans les lettres de Chateaubriand, elle date des premiers mois de 1819, à la Vallée-aux-Loups, l'accomplis-

sement de leur lien. Il sera suivi quatre ans plus tard d'une rupture où Juliette joue son va-tout. La politique lui a ravi son amant, devenu ministre des affaires étrangères, à moins que ce ne soit le charme trop corsé de Cordélia. Elle ne dit rien, mais elle fuit, se réfugiant dans un second exil, volontaire celui-ci, qui la ramène en Italie. Elle n'en reviendra même pas quand l'homme qu'elle aime connaît la disgrâce. C'est elle qu'elle soigne, c'est lui qu'elle apprivoise par cette séparation. Elle gagnera cette partie serrée, quand, en 1825, ayant retrouvé son autonomie, sa sérénité dans l'épreuve qu'elle s'est imposée, elle fera de Chateaubriand l'axe de sa vie.

Je ne voudrais pas tirer vers le roman une biographie aussi sérieuse, aussi méticuleuse, et qui tranche avec vigueur des questions plus ou moins encore en suspens: le mariage blanc de Juliette avec M. Récamier, qui était son père naturel et, à l'inverse, ses relations avec René qui ne furent pas que platoniques. Mais un roman existe dans cette biographie, et qui apporte son enseignement. Il faut le dégarer des documents de l'époque que l'auteur cite abondamment, au risque parfois de laisser étouffer sa voix par celles des contemporains.

La *Madame Récamier* de Françoise Wagener est un plaidoyer fervent que trouble seulement l'analyse astrologique demandée à

un maître des arts, qui, parti d'une fausse date de naissance, accable son sujet. Quand des astres ou passe à la vie, on n'a pas envie de charger Juliette. Par son urbanité, son tact, autant que par sa grâce, elle fut la médiatrice de paix et d'union dont l'époque avait besoin. Françoise Wagener qui la suit pas à pas dans le déroulement chronologique de ses alliances, de ses rencontres, de ses conquêtes, de ses épreuves et de son seul amour, voit en elle une femme accomplie où se résume — ce sont ses derniers mots sur elle — « ce que le siècle avait de meilleur ».

JACQUELINE MATIER.

★ MADAME RÉCAMIER, de Françoise Wagener, Lattès, 542 p., 155 F.

Signaux aussi

● La rédaction de l'essai de Benjamin Constant : *De l'esprit de conquête et de l'usurpation dans leurs rapports avec la civilisation européenne*, introduction, notes, bibliographie et chronologie par Aphraim Harfouz (collection GF, 344 p., 60 F).

● Et les *Lettres parisiennes du vicomte de Launay*, par Madame de Girardin. Durant les années 1830 et 1840, empruntant un nom d'homme (celui du vicomte de Launay), Delphine de Girardin — qui accueillait Balzac et Dumas dans son salon — a tenu des chroniques sur « La vie parisienne ». Jadis publiées dans le quotidien *la Presse*, les voici réunies, préfacées et annotées par Anne-Martin Fugère (Mercure de France. Coll. « Le temps retrouvé », 2 vol., 848 et 596 p., 199 F et 159 F).

Un monarque amoureux des lettres

Gustave III, roi de Suède, vouait à Voltaire « une éternelle reconnaissance ».

Le monarque étranger le plus habile à manier, le plus ardent à défendre la langue française, fut sans nul doute le roi Gustave III de Suède: autant que son oncle Frédéric II et sa cousine la Grande Catherine, mais avec plus de fidélité, il entretenait avec nos écrivains, nos artistes, nos hommes politiques d'étroites relations. Sait-on que Beaumarchais, fustigé comme accusé de méchants propos envers son roi, adressa conjointement un mémoire en défense à Louis XVI... et à Gustave III!

Cette correspondance, dispersée à travers la Suède et l'Europe, n'avait jusqu'ici fait l'objet d'aucune publication critique. Pour célébrer son bicentenaire, l'Académie suédoise, fondée par le même Gustave III, a pris l'initiative de combler au moins en partie cette lacune. Le soin en a été confié à Gunnar von Prochwitz, historien de notre langue et de notre littérature. Le fruit de son labeur est une manière de perfection. Tous les mérites s'y trouvent réunis: beauté de la typographie et de la présentation, pertinence et richesse des notes, heureusement disposées au chevet des lettres qu'elles éclairent. Que dire enfin du contenu des royales missives? Leur lecture est un régal qui ne faiblit point. C'est d'abord une nourriture pour l'historien — et pas seulement l'historien des faits, mais celui des idées, des sentiments, des arts, des sociétés: celle de la Suède, du Danemark et, bien sûr, de la France à la fin du règne de Louis XV et sous celui de Louis XVI, jusqu'au moment où les cours d'Europe poussent le « roi des Français » vers une nouvelle fuite. Fersen, au nom de son maître, essaie de persuader

Louis XVI le 14 février 1792. Un mois plus tard Gustave III succombait à un attentat.

Rien n'est plus passionnant à observer que l'évolution des sentiments du roi de Suède à travers ses lettres: choqué lors de son séjour de 1771 en France « par la misère du peuple (...) qui fait un contraste affreux avec le luxe des grands », épris de paix et de liberté, il accepte de réunir une diète des Etats en 1786; celle-ci met, hélas! en péril l'unité du royaume. Dès lors, oubliant des causes profondes de la Révolution française, il mandait la « faiblesse » de Louis XVI et se jure de tout faire pour le sauver.

L'historien des lettres savourera, pour sa part, les comptes rendus de lectures et les « impressions de théâtre », nombreuses, pleines de spontanéité et d'une franchise sans détours; ou bien encore telle relation des rencontres de Gustave III, en février 1771, avec nos philosophes, « plus aimables à lire qu'à voir »; — mais on discernera la palme à la lettre adressée le 3 novembre 1770 à Marmontel. Elle est la louange de Voltaire: « C'est au défenseur des Calas, c'est au protecteur de la famille des Sirven, c'est au destructeur du fanatisme et de la superstition, c'est au défenseur de l'humanité que toute une sensible et honnête doit une éternelle reconnaissance ». Cette reconnaissance s'exprimera sous la forme d'une statue demandée à Pigalle. Au fait, avouons-nous songé à ériger un monument en hommage à Gustave III de Suède... mais aussi un peu de France?

GÉRALD ANTOINE.

★ GUSTAVE III PAR SES LETTRES, édition établie par Gunnar von Prochwitz, 64. Jean Tournet (38, rue Saint-Sulpice, Paris).

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Victime, elle?

(Suite de la page 19.)

Voici donc le mariage avec l'infortuné flûtiste Hippolyte, l'atelier du sculpteur Pradier, les avances manquées de Sainte-Beuve, celles, réussies, de Victor Cousin, les mûrises de Karr, la naissance d'Henriette, les amants du passage, da préférence polonais, la rencontre avec Flaubert...

On a tout dit sur ces deux-là, du plus savant au plus trivial. Jean Bruneau, dans l'édition « Pléiade » de la *Correspondance*, a donné à Louise la parole jusqu'à la conquête par Gustave. Jacques-Louis Doucin, récemment, a fait le point sur la *Vie érotique de Flaubert*. Qu'ajouter? Que l'ermite de Croisset, décidément, rejetait de toutes ses fibres mariage et paternité, que l'être féminin n'a jamais été « embolisé dans [son] existence », comme il l'écrit à George Sand, le 28 octobre 1872.

Reste que cette indifférence, la plus constante en lui, son désir, par bouffée, le contrebait. D'où les rendez-vous secrets de Mantas, où Louise est convoquée comme une fille. D'où les suppliques subitement démenties, la mère-prétente, la mère-tampon, les faux soucis de son bonheur et de son honneur à elle, les abaissements incoercibles, qui préservent le bague bini de l'écriture! Et Louise marche, court. Non par goût de souffrir, comme on croirait. Elle aime, tout simplement. Elle l'aime, son gougnaier, avec ses furoncles, ses peurs de s'engager, d'engrosser. Parce que, le temps qu'il le voit, il l'idolâtre, et la comble, au lit. Ce n'est pas rien. Et la diable si, après avoir soufflé le froid et le chaud ou marié l'étrusque, cet alibi, le cœur suivra, un jour, pour de bon!

GUSTAVE préférant son « gueuloir » et les copains, la Bretagne à pied ou l'Orient des bordels, Louise a assez de tempérament pour ne pas languir. Les amants défilent, de plus en plus jeunes. Le salon de la rue de Sévres ne désemplit pas. On y voit Béranger, Dumas, Sue, Gautier, Baudelaire, les champions du « libéralisme européen ».

Nouvelle tentative, celle de Rouen, après le voyage en Egypte. Non, c'est non? Se voir autrement? La « revendez-y » sans joie. Cette fois, on ne l'y reprendra plus, elle. Le deuil peut commencer, et Musset survenir. Un mufler chasse l'autre, avec la violence des épaves. C'est la chute du fisc, les insultes. Tout se complique du fait que les deux amants à distance sont aussi des génies. Louise a choisi la difficulté. Encore un rendez-vous à Mantas avec Gustave, et c'est, à Paris, la rupture sèche, comme si rien n'avait eu lieu, l'amnésie du sale gosse, « j'ai l'honneur de vous saluer ».

Malgré consolation des hommes et des femmes de lettres: reviens ou je fais un livre! Tout le malheur est pour celui qui l'écrit. La postérité est sévère avec les règlements de comptes. Gustave le sait: pas trace de « leur histoire » dans *Bovary*, ou si peu... La prochaine et dernière fois qu'ils se croiseront, au Collège de France, ce seront des étrangers. Vous ici?

Le tour de Vigny peut venir. Après tant de rebuffades, une cour empressée paraît mûre, mais la temps du repos approche. Ça qui n'empêche pas les

rencontres purement intellectuelles ou artistiques. Louise va voir Hugo en exil, écoute au piano le jeune Alphonse Daudet, croise Mistral.

Les aventuriers font suite aux hommes de plume. Reporter quand d'autres se résignent à l'art d'être grand-mère, Louise serre la main de Garibaldi à Naples, tempête contre le Vatican, dîne avec Liszt vieillissant chez une baronne allemande, se fait lapider à Ichia, inaugure le canal de Suez, engage contre les bonnes œuvres des beaux quartiers de Paris, assiste de chez Sainte-Beuve à la Commune, blessée au bras par des éclats de verre... Ce n'est plus une « vie »: c'est un scénario de super-production, à la distribution inouïe...

Un dernier coup de soleil natal à San-Remo, et c'est la mort, la plume à la main, une plume vengeresse, anticlérical, visionnaire, pétroleuse. « *Misère de nous!* », écrit sèchement Gustave, qui lui survivra, comme souvent les lâches.

On ne s'occupe plus de savoir si tout cela a été vérifié, recoupé. On regarde une existence se dérouler à grande et belle allure. Entre la petite Provençale aux yeux avides de plaisir et la Parisienne enveloppée qui se bat pour les autres, le temps, la hasard et la volonté ont assemblé un des destins les plus exemplaires du siècle.

L'INDOMPTABLE LOUISE COLET est d'une veine plus respectueuse. L'entreprise repose sur des piédestaux en chaîne. Micheline Bood était la descendante de Louise, par les Bissieu. Après le grand succès de son journal de lycéenne sous l'occupation — les *Années doubles* (Laffont, 1974), — elle comptait écrire une Colet, pour laquelle elle disposait d'archives familiales inédites. La mort l'a interrompue, en 1980. Comédien et historien à ses heures — les *Bonnes Femmes du dix-huitième siècle*, *Prévert et le Groupe Octobre* —, Serge Grand a parachevé le travail de Micheline Bood.

Amplement illustré, le livre ne verse pas dans l'hagiographie. Tous les éléments du dossier sont là. Le regard n'est plus celui d'un ami de Flaubert, d'un du Camp ou d'un Bouilhet moderne qui trouverait que Gustave y va fort avec la petite Provençale. Ici, c'est la femme forte qui domine, celle qui a inspiré à Pradier sa statue de la Ville de Strasbourg, place de la Concorde, mains sur les hanches, la bouche butée; ah mais!

Celle qui a consenti, par amour, aux lubies et aux fuites de Flaubert pouvait être aussi un monstre de fierté, de fantaisie, en avance sur les comportements et les idées de son temps; écrivait « pour les éternels vaincus de la terre », mais afin que cela change! La femme indépendante et agissante du siècle suivant est sortie de là.

Victime, Louise? Allons donc! Affrontée à l'impossible, à l'impassible, mais gagnante, profondément. Albert Thibaudet soulevait que sa vie fut un jour écrite par une femme, seule apte à comprendre. Voilà qui est fait!

★ LOUISE COLET OU LA MUSE, de Jean-Paul Clément, Presses de la Renaissance, 368 p., 98 F.

★ L'INDOMPTABLE LOUISE COLET, de Micheline Bood et Serge Grand, Pierre Horay, éd., 256 p., 99 F.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

NOVEMBRE 1986 - N° 235

Heidegger l'être et le temps

Des inédits. Un entretien avec François Veyron sur la traduction d'*Être et temps*. Heidegger et la poésie, la technique, la politique, la pensée grecque. Heidegger et Péguy. Heidegger en France. Une bibliographie.

Entretien: les écrivains de Raymond Moretti

En vente chez votre marchand de journaux: 22 F

OFFRE SPECIALE

8 numéros: 94 F
Cocher sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Georges Perec
- ☐ Spécial polar
- ☐ L'Afrique noire d'expression française
- ☐ Nathalie Sarraute
- ☐ Raymond Aron
- ☐ Jean Cocteau
- ☐ Sciences humaines: le crime
- ☐ George Orwell
- ☐ Blaise Cendrars
- ☐ Diderot
- ☐ Antonin Artaud
- ☐ Foucault
- ☐ Géopolitique et stratégie
- ☐ La littérature et le mal
- ☐ Proust, auteur de la Recherche
- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Spécial Japon (numéro double)
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Venise des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henry James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord

Nom:

Adresse:

Envoyer par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris Tél. 46-44-14-61

Michel Y. VIEGNES

LE MILIEU ET L'INDIVIDU
DANS LA TRILOGIE DE J.-K. HUYSMANS

(En Route, la Cathédrale, l'Oblat)

Un volume 16x21, 176 pages: 128,40 F

LIBRAIRIE A.-G. NIZET

3 bis, pl. de la Sorbonne, 75005 PARIS

كتاب المجلد

ROMANS

La bienveillance désenchantée de Francine de Martinoir

« CAMILLE, cette nuit, est venue me visiter ». D'emblée, Francine de Martinoir affirme sa croyance dans les retours furtifs que les morts accompliraient parmi nous. Au lieu de considérer les apparitions de sa cousine qui s'est suicidée quelques années auparavant comme une effraction dans sa propre existence, elle les accueille tout au long de ce roman, magnétique offrande de ses pensées aux « petites mortes embaumées » du souvenir. La romancière glisse les décrets de jours, les instants d'effusion qui continuent à miroiter au fond de leur jeunesse évanouie, avec un art de la restitution des parfums et des couleurs des saisons passées qui a gagné en raffinement et en justesse d'évocation depuis *Un été à Mazargues*.

Le besoin d'expiation

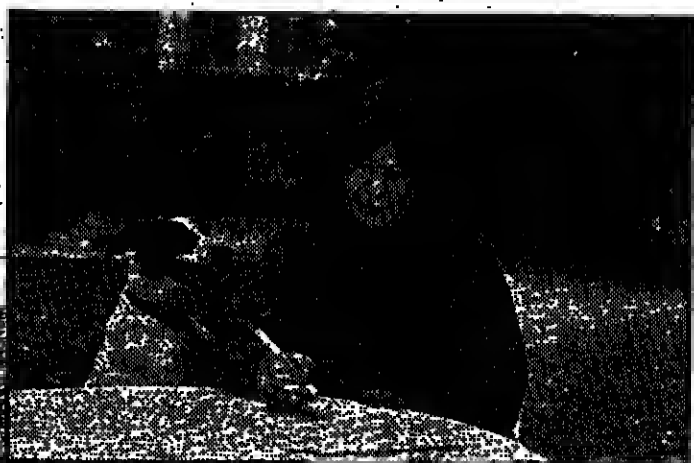
Elle les réanime comme pour permettre à Camille de goûter de nouveau le liturgie des printemps, les déjeuners de « soleil et de porcelaine » dans la propriété familiale de Carantilly, ou retrouver l'« ocre fané » de l'Italie et la torpeur bienfaisante d'anciens palais de Lucques où leur adolescence s'annonçait dans l'odeur aigre de chapelier des salons voilés, par des anges dorés aux « yeux émus et gris ».

Mais la lumière du rite de résurrection est voilée par la gra-

visité de l'interrogation que l'auteur formule, avec une douceur douloureuse, sur le secret de la disparition de cette cousine. Camille, au cœur « déjà accidenté », s'épuise à vouloir se faire admettre d'une mère qui lui a transmis la

amour « pour rien », impossible à dire.

Celui qu'elle voue à Thomas Frioul qui, lui-même, s'abandonne à des sortes de syncopes de désespoir. Il cherche à atteindre une « certaine qualité de tris-



Francine de Martinoir : le souvenir de Camille.

conviction que « certaines femmes sont condamnées à l'enfance », et se laisse déporter par « la pierre lisse et lourde » de la mélancolie vers des régions désertiques à l'extrémité d'elle-même. Elle achève de s'y égarer, aveuglée par le rêve minutieux et presque voluptueux qu'elle étale sur sa propre vie, choisisant, pour assouvir son désir de perte, de se consumer dans un

tasse, qu'il préfère à l'existence, ainsi d'une désinvolture panique à l'idée d'enfreindre l'interdit d'un bonheur qu'il n'ose s'accorder, tant il est habitué par un inépuisable besoin d'expiation, hanté par le remords de n'avoir pas partagé les années de déchéance de sa mère, l'actrice italienne Sandra Bellini. Il ne cesse de passer les films des années 60 où elle triomphait, fascinée par l'alliance de l'antracite et du blanc brillant

des scènes du *Jardin noir* ou des *Jour de Dora*. Il tente d'arrêter les images où elle rayonnait encore pour se donner l'illusion de la réinventer à son tour, avant que ses traits ne soient flétris et sa beauté corrompue. Se détachant peu à peu du monde, il franchit la ligne d'ombres de la pellicule et prend en charge sa mère, comme il ferait d'une enfant malade reposant dans « l'enclos préservé du noir et blanc ». C'est cette inversion des rôles qui la sauve et fixe son errance.

Il est aidé par la complicité de la narratrice dont la voix toujours juste — de distance lucide et blâsée — communique au roman un ton rare de bienveillance désenchantée et de bonté triste. Car Francine de Martinoir sait merveilleusement traduire le mouvement de toute vie oscillant entre l'attrait de la chute et le volonte de se rassembler. Elle nous empoigne quand, au terme de ce très beau livre, empiétre de noblesse et de dignité meurtrie, elle évoque le moment où, recrus d'années usées et de séquences révolues, elle se tourne vers le « vide lacté et scintillant » laissé par le film interrompu, attendant qu'en surgisse à nouveau le visage de Camille, clair sous sa capeline sombre aux fleurs noires.

JEAN-NOËL PANCRAZI.

★ ARRÊT SUR IMAGE, de Francine de Martinoir, Gallimard, 152 p., 75 F.

Bonne littérature et beaux sentiments

Les débuts de Gérard Gantet : une machinerie romanesque trop parfaite.

GÉRARD GANTET aime probablement les défis : pour son premier roman, il a voulu réussir à faire de la bonne littérature avec des beaux sentiments. Il est certes parvenu à ses fins, mais son livre souffre un peu de cette volonté de démonstration. On a envie d'applaudir, de saluer, de tressailler quelques couronnes à tant d'habileté et de savoir-faire, mais, en même temps, la réussite de l'exercice

crée un certain malaise : c'est un peu trop poli pour être parfaitement honnête.

Essayons d'y regarder d'un peu plus près. Gérard Gantet raconte une histoire simple, celle d'un travailleur émigré, Rathem Eilam Abdelkober. C'est le dernier habitant, le dernier survivant d'un quartier d'immeubles pourris que les démolisseurs éventrent. Dans les terrains vagues qui sont son

domaine et qui entourent la grande ville, il a rencontré un jour une jeune Hollandaise, une étrangère qui, à la différence des autres filles de la ville, n'a pas fui à son approche et lui a même promis de le revoir. Rathem la cherche, et ne rencontre que la haine, la peur, la violence raciste, les regards obliques, la solitude redoublée. Alors, il retourne vers son immuable condamné à disparaître, comme lui-même.

Ce thème de l'immigration, du paria, Gantet a choisi de le traiter tournant exprès le dos au réalisme. *Mort et transfiguration pour la jeune fille étrangère* ne se veut en rien un reportage romancé sur l'univers des travailleurs étrangers, sur le délabrement des cités-dortoirs ou sur la misère du quart-monde. Pour échapper aux pièges du misérabilisme, l'auteur a délibérément choisi de jouer la carte du récit figuré : les personnages n'existent pas, ils n'ont pas d'épaisseur, de vie propre, ce sont des emblèmes, des représentations presque abstraites de la réalité concrète.

Le sens de la fable

Soul Rathem Eilam Abdelkober est doté d'un semblant d'existence, d'un peu d'enfance, de quelques souvenirs, d'une part de rêve et d'un vague corps. Mais cela ne suffit pas à faire de lui autre chose qu'une image sur laquelle apparaissent les attributs généraux du travailleur immigré : sa solitude nue, son besoin éperdu de fraternité, sa détresse face à un monde qu'il voudrait appréhender dans la joie, et qui le repousse dans l'inexistence, dans la méfiance et dans l'angoisse.

On comprend parfaitement le sens de la fable qui sous-tend ce parti pris allégorique : dans la relation entre la ville et l'immigré, il n'y a pas de personnes, simplement des figures rudimentaires et primitives, des rapports de forces, des tensions. Pas d'échanges de regards.

Et puis Gantet se tire admirablement bien de son schématisation : débarrassé des obligations du réalisme ou de la simple vraisemblance, il peut s'échapper vers le fantastique, l'hallucination, l'obsession, le cauchemar, et il le fait avec un talent certain. Il possède davantage que le don des images : celui de leur enchaînement, de leur cohésion et de leur progression dramatique. Avec des phrases sobres, composées de mots presque neutres, sans effets inutile, sans lyrisme, Gantet installe peu à peu l'enfer, la déréliction, la violence insoutenable, la solitude à hurler.

Comment ne pas se réjouir encore de constater que l'auteur est parvenu à échapper aux maladies infantiles des premiers romans, à la confusion autobiographique, au règlement de comptes avec l'univers, aux fausses adhésions ? Mais cette absence de défiant marquant, cette maîtrise d'écrivain mûr et sûr de lui, est sans doute ce qui empêche le livre d'emporter complètement l'adhésion.

Ce qui manque dans cette machinerie romanesque soigneusement construite et finement huilée, c'est précisément de la vie, avec tout ce que cela peut comporter de ratures, d'hésitations, d'imprécisions légères et de buts pas totalement atteints. *Mort et transfiguration pour la jeune fille étrangère* pourrait parfaitement être le dixième roman d'un bon écrivain installé, rodé et habile. Ce n'est pas forcément un défaut, mais il faudra attendre un autre livre de Gérard Gantet pour savoir s'il n'est qu'un artisan agile de la littérature ou si la trop grande assurance dont il a fait preuve n'était, tout compte fait, qu'une maladresse de débutant.

PIERRE LEPAPE.

★ MORT ET TRANSFIGURATION POUR LA JEUNE FILLE ÉTRANGÈRE, de Gérard Gantet, Belfond, 200 p., 69 F.

c'est arrivé demain...

BRIAN STABLEFORD

LE

DAVID LANGFORD

TROISIÈME MILLÉNAIRE

une histoire du monde

de l'an 2000 à l'an 3000



« Politique, économie, culture, technologie sont étudiés sous l'angle de la science-fiction, avec une projection de détails sans exciter nullement l'imagination. Mais au contraire, au fil des pages, l'auteur de *Le Troisième Millénaire* nous fait découvrir... »

« L'auteur nous fait découvrir les photos des neufs mille milliards d'êtres humains qui existent sur la planète... »

« Le livre nous fait découvrir le premier ouvrage... »

Aubier

John McGahern

La caserne

Roman

« Un chef-d'œuvre de style et de sobriété. Un romancier qui peint l'Irlande - et nous tous - comme personne depuis Joyce. »

MICHEL BRAUDEAU LE MONDE



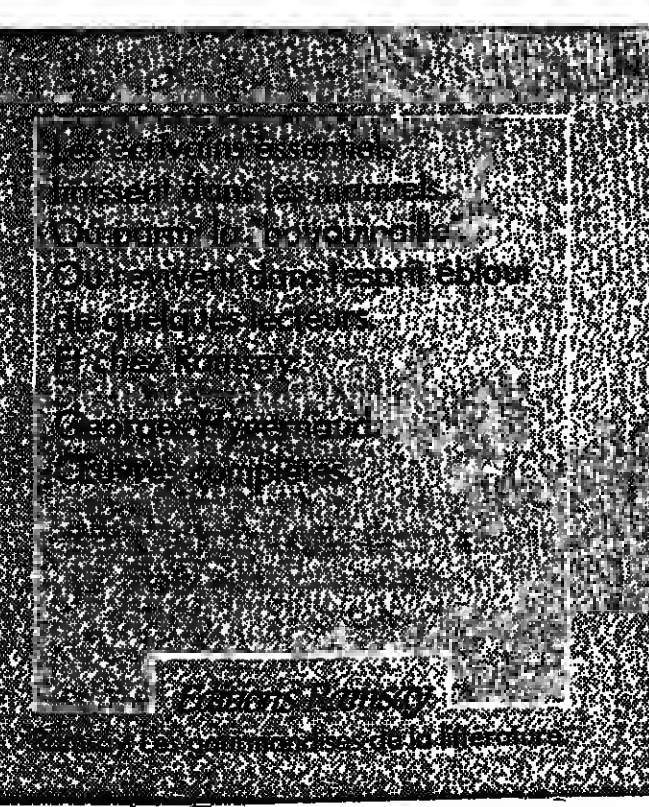
PIERRE GUYOT ALME

Du désespoir au salut : les tuberculeux

aux 19^e et 20^e siècles

« Du désespoir au salut : les tuberculeux » est un ouvrage remarquable sur la vie des malades et de leurs proches pendant ces deux siècles.

Aubier



PRIX DIDEROT-UNIVERSALIS 1986

Christian BOURGOIS pour son œuvre éditoriale

Le Prix DIDEROT-UNIVERSALIS, créé par l'Encyclopædia Universalis, consacre une action ou une œuvre exemplaires en matière de diffusion de la culture.



OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le rétro de la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 3, rue de la Pompe, 75116 PARIS 46-20-87-12

● HISTOIRE

Cette nuit glacée

BRAVO l'artiste ! Après *Grande Guerre*, publié en 1983 chez le même éditeur, et qui avait du souffle, Pierre Miquel récidive avec bon-
heur, en réussissant à proposer d'un second conflit mondial, autrement complexe, un joli double saut périlleux. Il pouvait s'enliser dans une documentation surabondante, à épuiser à trier les cartons des archives de Vincennes ou d'ailleurs. Il est allé y voir de près, mais d'un coup de rein il se dégage, exhibant à bon escient l'idée juste et le détail opportun : sous sa plume, surgit toujours à l'heure H le combattant fourbu, l'homme d'Etat qui serre les dents, le civil paumé et le sous-fre qui en rajoute.

Et puis, second bonheur, Pierre Miquel conte, en historien qui a su tirer profit des arts de la radio et de la télévision. Rushes, phrases en rafales, zooms, tout saute le lecteur au col de la vareuse. Dramaturgie classique des gros chapitres et économie planifiée de la tension du récit nous évitent, en outre, ce qui ravage si souvent les histoires de ce genre, la bonne conscience naïve et l'indignation sur commande.

Bien sûr, ce livre n'est pas trop « nouvelle histoire ». On attendait plus sur les mentalités de guerre, sur les propagandes meurtrières, sur le désarroi des civils, sur les replis féroces des individus et des groupes dans des activités culturelles qui font oublier l'orage de fer et de feu. La guerre de Pierre Miquel délaie *Lili Marlene* et les zozous. Le vécu pour tout dire, n'y frémir guère. Plus inquiétante est une relative impuissance à faire sentir les enjeux idéologiques du conflit, faute d'une expertise un peu fine des proliférations des fascismes et des antifascismes qui le combattent.

Un exploit

Mais, dans le large registre de l'information sûre et parfois inédite, puis du récit scrupuleux et exhaustif d'une histoire avant tout militaire, politique et économique, c'est l'exploit. Moins encyclopédique qu'Henri Michel (PLF, 1968), plus vivant que Liddell Hart (Fayard, 1973), Pierre Miquel offre la nouvelle sonna qui rend hommage à vingt ans de travail acharné des historiens sur ce sujet protéiforme. On prendra donc avec lui la route des évadés vers Gibraltar, et des maquisards de Grèce. On affrontera les vents de l'Atlantique nord sur les *Liberty ships* de l'hiver 1942-1943, on décollera avec les escadrilles. Inattendus, voici des Parisiens qui ont repris espoir... le 3 juin 1940, des Philippiens aux casques taillés dans les noix de coco, les « chiens à mines » soviétiques qui écorchaient les parlers dans la neige du Donetz. Voici tous les cortèges de l'horreur concentrationnaire, de la bataille industrielle et des joies du jour V. Voici, pleine, offerte, l'histoire de cette nuit glacée, avec tous ses feux d'espoir.

JEAN-PIERRE RIOUX.
★ LA SECONDE GUERRE MONDIALE, de Pierre Miquel, Fayard, 645 p., 120 F.

De la gauche au fascisme

Les itinéraires de Bergery, Déat et Doriot retracés par Philippe Burrin.

COMMENT vient-on au fascisme ? La question est vaste et, compte tenu du nombre et de la diversité des exemples observables, la réponse appellerait de longs développements. Comment vient-on au fascisme à partir de la gauche ? Le champ d'étude est déjà plus étroit mais, sous le paradoxe apparent, à peine moins complexe, bien qu'il s'applique au seul cas de la France, pour une période donnée, éminemment propice il est vrai : celle de l'immédiat avant-guerre et de la guerre (1933-1945). Tels sont le sujet et le terrain d'une thèse de doctorat dont la version abrégée paraît en librairie sous le titre *La Dérive fasciste*. L'auteur, Philippe Burrin — un historien genevois, — décrit et analyse cette dérive à travers les itinéraires singuliers de trois personnalités de la gauche française de l'entre-deux-guerres : Gaston Bergery, Marcel Déat et Jacques Doriot.

Le premier, brillant esprit, féroce de droit international et de politique étrangère, fut l'un des espoirs du Parti radical. Bergery se situait à l'aile gauche, proche des socialistes au point d'être qualifié de « radical-bolchevik ». Il rompit avec les radicaux qui refusaient l'entente avec les socialistes, soutint le Front populaire et se démena pour créer un front commun contre le fascisme, puis pour jeter les bases d'un rassemblement qui, en dehors des partis traditionnels, aurait englobé toutes les composantes de la gauche et du centre. L'insuccès, ses inclinations et la conviction que la France devait préserver l'entente avec l'Allemagne le rapprochèrent peu à peu du fascisme et feront de lui un artisan, toujours tenu en méfiance, du régime de Vichy.

Des hommes de rupture

Marcel Déat, agrégé de philosophie, très marqué par la première guerre mondiale, appartenait à la tendance droitiste du Parti socialiste. A l'instar de Bergery, le sentiment aigu qu'il fallait offrir autre chose que les civiques classiques aux classes moyennes, si l'on souhaitait les détourner du fascisme, le conduisit à quitter la SFIO avec les néo-socialistes. Avec les siens, il est partie prenante du Front populaire, qu'il voudrait voir s'élargir en Front national. Sur cette voie, un pacifisme ancien et la recherche d'un projet politique dans lequel pourraient communiquer tous les Français l'entraînent à collaborer avec le nazisme et à s'associer avec l'extrême droite pour créer un parti unique pendant la guerre.

Jacques Doriot fut l'un des enfants chéris du mouvement communiste, un moment le rival de Maurice Thorez au sein du PCF. Ses désaccords avec la stratégie de l'Internationale communiste, autant que la nature de sa personnalité, ne pouvaient débou-

cher que sur la rupture. Ce partisan d'un front antifasciste, bien avant que les communistes en acceptent la nécessité, créa, sur un modèle d'organisation qu'il connaît bien, un lieu de rassemblement, le PPF (Parti populaire français), dont les symboles, les



CAGNAT.

valeurs et les méthodes empruntent progressivement au fascisme.

On est tenté, avec l'auteur, de chercher les traits communs de ces dérives. Bergery, Déat et Doriot furent des personnalités, à bien des égards, marginales et ambitieuses ; des hommes de rupture, en conflit avec un environnement politique décevant et de plus en plus détesté, auquel ils rêvaient de donner une autre dimension : le fascisme leur paraissait à la fois une menace et un modèle, et, au fil de leurs échecs dans leurs tentatives de rénovation du système,

vers un fascisme français de seconde zone, par rapport à ses modèles italien et allemand. Il confirme — et ce n'est jamais trop — combien la fascination fasciste peut s'exercer tous azimuts, la gauche comprise. Surtout lorsque la culture démocratique déçoit les siens, lorsqu'elle ne s'affirme plus comme une force et un progrès et qu'elle croit trouver dans son contraire les ferments d'une rénovation.

ANDRÉ LAURENS.
★ LA DÉRIVE FASCISTE (Bergery, Déat, Doriot), de Philippe Burrin, Seuil, 530 p., 150 F.

L'épuration épurée

L'historien américain Herbert Lottman

examine un des épisodes les plus controversés de l'histoire française.

L'ÉPURATION n'est plus ce qu'elle était. L'image qu'en avait donnée ceux qui l'avaient directement ou indirectement subie reçoit de notables retouches. A mesure que s'ouvrent les archives, et que sont colligées par l'Institut d'histoire du temps présent les statistiques départementales, il apparaît que la grande purge de la Libération et de l'après-Libération ne fut pas le bain de sang qu'on nous avait présenté. Une grave hémorragie, certes. Une dizaine de milliers d'exécutions sommaires, souvent sauvages et parfois totalement injustifiées. Sept cent soixante-sept condamnations à mort infligées sur plus de cinq mille peines de travaux forcés, de réclusion ou de prison, cinquante mille condamnations à la dégradation nationale, c'est beaucoup, mais on est loin des 30 000 à 40 000 exécutés sans jugement, des 105 000 morts avancés par certains.

Dans un livre dont la traduction française a paru l'an dernier (1), l'historien américain Peter Novick a replacé l'événement dans ses justes perspectives, et montré qu'en comparaison des autres pays libérés la France avait fait preuve d'une certaine modération.

Les historiens français s'avancent avec précaution et minutie sur ce terrain encore miné. Il est par exemple interdit par l'article 45 de la loi de 1953 de rappeler les condamnations ou sanctions amnistées, ce qui ne facilite pas la tâche des spécialistes, non plus d'ailleurs que celle des journalistes. Les statistiques départementales ont été longues à établir. Elles ne le sont pas encore toutes.

Herbert Lottman, autre historien américain qui a publié il y a deux ans un volumineux *Pétain* (2), s'est jeté avec la même boulimie sur les archives enfin ouvertes de l'épuration. Il entasse sans toujours les hiérarchiser ni les vérifier tous les faits qu'il a recueillis. Son ouvrage, comme le précédent, a quelque chose d'éléphantine dans les proportions et les disproportions. Il n'en apporte pas moins beaucoup d'éléments inconnus ou mal connus.

Crimes et faiblesses

La thèse de Herbert Lottman est proche de celle de Peter Novick : on ne connaît guère l'épuration qu'à travers les récits qu'en ont faits les épurés et leurs défenseurs. Récits nombreux, écrits par des hommes d'un milieu social et culturel généralement élevé, appartenant à une *nomenclatura* qui se croyait intouchable. Les mémorialistes ont pu avec une relative facilité contre leurs malheurs et les publier. Les épurateurs et les résistants, au contraire, n'avaient généralement mille envie de faire état de la pénible tâche qui leur avait été confiée, même — ou surtout — si quelques-uns en avaient tiré quelque avantage professionnel. Ajoutons qu'à une époque où régnait le culte des 60 000 morts de la Résistance, auxquels s'ajoutaient 200 000 déportés dont les trois quarts disparaissent dans les camps, leurs anciens adversaires avaient comme seule ressource de se présenter eux aussi en martyrs.

Pour Herbert Lottman, comme l'écrivait en 1953 Jacques Faurvet

L'étrange M. Tasca

Les archives d'un vichyssois « de gauche ».

VICHY était truffé de gens de gauche. Ou plus exactement d'ex-gens de gauche persuadés qu'ils étaient restés fidèles à leurs principes. A Paris vivaient les grands transfuges Jacques Doriot, parti du PC, Marcel Déat, de la SFIO, et quelques autres parmi les plus virulents des « collaborateurs ».

Dans la petite « capitale » de l'Etat français, l'ornière constamment agitée où s'entassaient, se bousculaient et se combattaient les ambitieux, vivaient côte à côte les conservateurs les plus endurcis, les « ravis » qui contemplaient le maréchal Pétain comme les bergers à la crèche Jésus nouveau-né, et des idéologues persuadés qu'ils tenaient l'occasion de réaliser leur rêve d'une société nouvelle.

Angelo Tasca, dont la Fondation Feltrinelli et le CNRS viennent de publier les notes, était de ceux-là.

Etonnant personnage que Tasca. Piémontais de famille ouvrière, intellectuel revenu au peuple, il est en 1920 un des fondateurs du Parti communiste italien, et représente l'Italie au Komintern. En 1929, il rompt avec Staline et s'installe à Paris. Il adhère à la SFIO en même temps qu'un Parti socialiste italien (PSI), et tient la rubrique étrangère du *Populaire* sous le pseudonyme de Leroux jusqu'en 1938. Il est anticommuniste, antifasciste et antipacifiste. En 1939, toujours à Paris, il est avec Saragat et Moriani l'un des dirigeants du PSI et appartient au Commissariat français à l'information. La défaite venue, il occupe bientôt des fonctions importantes. Pour lui, la France de Vichy est une chance de créer une société à la fois nationale et sociale. S'il ne suit pas son ministre, Paul Marion, ancien du PC, dans la

voie de la collaboration, il demeure un de ses inspirateurs, et jusqu'en août 1944 reste à son poste. Emprisonné, il assure avoir travaillé avec un réseau belge, et il est libéré.

Il a tout noté

De 1940 à 1944, Tasca a tout noté. Dans son bureau a défilé toute la « gauche » vichyssoise et pas mal de gens de droite. Il est au courant de ce qui se passe dans les chambres d'hôtel où se fait la « grande politique » de la petite France de Pétain. Tout apparaît dans ses notes. Laval, Darlan, leurs manœuvres secrètes, les thèmes de la propagande de Vichy au fil des ans, tout ce petit monde grouillant perdu dans ses combinaisons, ses trahisseries et ses analyses souvent inexactes de la situation, sont minutieusement relatés au jour le jour ou à travers des comptes rendus officiels.

Tasca n'échappe pas à l'ambiance vichyssoise. La petite cité thermale bruit de bobards qu'il rapporte souvent avec sérieux. De l'évolution de la guerre, il n'a qu'une idée incertaine. La Résistance, même en 1944, il ne la voit qu'à travers les rapports officiels et les ragots. Il n'a aucune idée de ce que représente de Gaulle aux yeux des Français.

Tasca, malgré ses œillères et sa monumentale inconscience, est un observateur subtil et un mémorialiste scrupuleux. La publication de ses papiers apporte à l'étude du régime de Vichy une contribution considérable.

J.P.
★ VICHY 1940-1944. ARCHIVES DE GUERRE D'ANGELO TASCA, publiées sous la direction de Denis Peschanski, éditions du CNRS, Paris, et éd. Feltrinelli, Milan, 750 p., 300 F.

★ LA DÉRIVE FASCISTE (Bergery, Déat, Doriot), de Philippe Burrin, Seuil, 530 p., 150 F.

★ LA SECONDE GUERRE MONDIALE, de Pierre Miquel, Fayard, 645 p., 120 F.

★ L'ÉPURATION, de Herbert Lottman, Fayard, 532 p., 120 F.

★ L'ÉPURATION FRANÇAISE, 1944-1949, Beldan, (2) Seuil.

l'épuration à Lyon, il offre quelques précisions inédites. De même, en attendant une étude plus fouillée, actuellement entreprise ailleurs, sur la vie et la carrière du colonel de La Rocque, il montre comment, pour des raisons qui tenaient essentiellement à son rôle politique d'avant-guerre, le chef du Parti social français, bien qu'il eût été résistant et déporté, fut, presque jusqu'à sa mort, interné dans les pires conditions.

Autre cas, inverse. Le constructeur d'automobiles Louis Renault, selon M^{re} Isorin, avocat de sa famille, serait mort des coups qui lui furent portés par ses gardiens. Selon les documents aujourd'hui ouverts à la recherche, l'industriel, déjà fort mal en point physiquement et intellectuellement avant son arrestation, aurait été victime des maux qui l'accablèrent déjà.

L'historien américain retrace, pour finir, les étapes successives de l'annaliste. Celle-ci, d'après les sondages, a été fort mal accueillie par la majorité des Français. Les souvenirs de quatre années terribles ont en peine à s'effacer. Le retour des rescapés des camps, en 1945, avait relancé les douleurs et les fureurs. Aujourd'hui, les acteurs du drame cessent progressivement de jouer un rôle dans la vie nationale. Mais il suffit d'un souffle pour que, de nouveau, rougissent les tisons. De récentes affaires l'ont montré. On ne se débarrasse pas aisément de l'histoire.

JEAN PLANCHAIS.
★ L'ÉPURATION, de Herbert Lottman, Fayard, 532 p., 120 F.

(1) *L'épuration française, 1944-1949*, Beldan.
(2) Seuil.



Entouré de deux grands scientifiques américains, AMBROISE ROUX affirme : « la parapsychologie, c'est sérieux ».

H. Renard (Le Figaro Magazine)

La science et les pouvoirs psychiques de l'homme.

Editions Sand 6, rue du Mail - 75002 Paris

حکومت اسلامی

● LETTRES BRÉSILIENNES

Lygia Fagundes Telles : distance et passion

Une Brésilienne nourrie de littérature française et publiant depuis 1944 voit pour la première fois un de ses ouvrages traduits.

CERTAINS critiques l'ont appelée « la première dame de la littérature brésilienne ». Elle a publié, depuis 1944, une douzaine de livres, dont plusieurs ont été traduits, aux États-Unis et en Allemagne notamment. Elle aime Paris, où son mari, aujourd'hui disparu, Paulo Emilio Salles Gomes, a vécu quinze ans, travaillant aux côtés d'Henri Langlois à la Cinémathèque. Elle lit « depuis toujours » les écrivains français, « dans le texte original ». Lygia Fagundes Telles ne peut donc qu'être « particulièrement heureuse » de voir enfin un de ses ouvrages paraître en français — un recueil de nouvelles, *La Structure de la bulle de savon* — grâce à un petit éditeur, Albin.

Dans ses nouvelles, qu'elle écrit minutieusement dans sa maison de São Paulo, où elle est désormais seule avec ses chats, Lygia Fagundes Telles montre un goût singulier du détail, en apparence anodin, mais révélant la cruauté, la violence des relations sentimentales et sociales. Le recueil qui vient d'être traduit mêle des textes courts, rapides et féroces et des récits plus longs qui pourraient se prolonger en roman.

Les histoires brèves, tels *Le Médailleur*, *Le Doigt*, *Le Témoin*, ont des fins mystérieuses, comme « en suspens », qui intriguent : le lecteur doit user — ou non — de sa propre imagination pour — ou non — un point final au récit. Plus amples, *Gaby*, *Le Corset* ou *La Confession* de Léontina mettent en place un univers romanesque que l'auteur refuse de laisser se déployer. La petite fille du Corset, qui, aux yeux de sa grand-

mère, vieille aristocrate d'extrême droite, porte à jamais la faute d'avoir une mère juive, aura-t-elle le courage de vivre ? Léontina, dans sa prison, verra-t-elle arriver le cousin Pedro qui l'a oubliée depuis qu'elle a fini de payer ses

Telles donne à ses textes, on en retrouve l'alliance sur les traits fins et vigoureux de son visage et dans ses paroles, ponctuées de gestes élégants et fermes. Elle s'exprime dans un français beaucoup moins incertain qu'elle ne le



Lygia Fagundes Telles : « Il faut oser ».

études de médecine ? Sans doute pas. Lygia Fagundes Telles ne croit guère aux « happy ends » et n'a pas besoin d'un roman entier pour le dire.

Ce mélange de distance et de passion que Lygia Fagundes

croit : « J'aime explorer le rêve, dit-elle. J'ai une sorte de curiosité perverse, allée à un besoin de fiction pure. Je ressens la nécessité de m'éloigner de cette planète malade. Non que je refuse la réalité. J'ai toujours témoigné, contesté, dénoncé. Par bonheur, le

Brésil est désormais une démocratie, mais même dans les années 70, les plus noires, je n'ai cessé d'écrire.

« On peut toujours miser sur la paresse des censeurs. C'est ce que j'ai fait avec un gros roman, *As Maniãs* (les jeunes filles). Ces gens-là n'aiment pas lire. C'est pourquoi ils censurent de préférence des films ou des pièces de théâtre. Et puis il y a eu, pour ce livre, une solidarité : les critiques n'ont pas mentionné son aspect subversif.

« Il faut oser. Comme aujourd'hui j'ose renoncer à mon travail de juriste, de fonctionnaire public pour ne faire qu'écrire. Il faut avancer. La mort est si facile... Mon père était joueur. Il y a perdu tout son argent. Je suis bien son héritière : jouer avec les mots est aussi risqué. »

Lygia Fagundes Telles espère, bien sûr, « un public français, et d'autres traductions », « pour porter le plus loin possible, une parole brésilienne ». « Le « bond » international de la littérature latino-américaine ne touchait guère le Brésil, jusqu'à ce qu'un immense écrivain, Jorge Amado, nous ouvre la porte, conclut-elle. Je crois en l'avenir du Brésil et de sa langue. Car le brésilien n'est pas uniquement du portugais. C'est du portugais, avec du sucre... »

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ LA STRUCTURE DE LA BULLE DE SAVON, de Lygia Fagundes Telles, traduit du brésilien par Inês Oishi-Déprez, Albin (diffusion Payot), 186 p., 79 F.

Le P... respectueux

PUBLIÉ en 1977, *P...* comme *Polydore* est la seule œuvre de fiction de Paulo Emilio Salles Gomes (1918-1977). Intellectuel de renom, fondateur de la première cinémathèque brésilienne, auteur d'une étude sur Jean Vigo publiée au Seuil, *P...* comme *Polydore*, ou, d'après le titre portugais, « Trois femmes de trois P », est un ensemble de trois récits. A chaque fois, un narrateur, portant le prénom de Polydore, qu'il déteste, raconte ses mésaventures amoureuses. Des machinations invraisemblables ont raison de ce personnage un peu fat, bon bourgeois de São Paulo, assistant à la disparition cocasse des valeurs traditionnelles. L'amour fou de la jeunesse, le respect pour son père spirituel, les bonheurs simples de la vie conjugale se révèlent des leçons, des mises en scène tragi-comiques. Employant un langage châtié, pondéré jusqu'à l'absurde, le narrateur s'obstine à rendre compte dans les moindres détails, y compris les plus triviaux, de ses déboires. Parfois ridiculisé par sa prose, Polydore finit par accepter sa naïveté, et il éclate d'un fou rire qui semblerait inextinguible si la blessure de son prénom lui ne se rouvrait au dernier moment,

comme le pire des gros mots, ou bien l'irruption de souvenirs d'enfance horribles.

La femme, elle, n'apparaît comme être réel, indépendant, que dans l'ultime phase de ces scénarios truqués : un suicide inattendu ou une voir altérée à l'heure de la séparation définitive dévoilent une personnalité inconnue. A part ces instants exceptionnels, l'amour n'est que fausse communication de fausses intimités.

Paulo Emilio Salles Gomes fut l'époux de Lygia Fagundes Telles, dont les éditions Albin publient un recueil de nouvelles (voir l'article de Josyane Savigneau).

La coïncidence de ces deux parutions sera, pour le lecteur français, une preuve supplémentaire de la diversité de la littérature brésilienne : à l'ambiance louche et fantastique des contes de Lygia Fagundes Telles se joint l'humour corréatif de Paulo Emilio Salles Gomes.

JORGE COLI et ANTOINE SEEL.

★ P... COMME POLYDORE, de Paulo Emilio Salles Gomes, traduit du portugais, par Maryvonne L. Pettorelli, Actes Sud, 164 p., 79 F.

Les « gagnants » et les « perdants » de Graciliano Ramos

LA célébrité de Jorge Amado, au Brésil comme à l'étranger, a délégué celle d'écrivains aussi importants que Graciliano Ramos, dont paraît aujourd'hui le roman *São Bernardo*. Comme Amado, mais avec une profusion moins grande, ces deux auteurs appartiennent aux courants régionalistes et néo-réalistes qui se sont exprimés au Brésil à partir du début des années 30.

A la différence de Guimarães Rosa — mort en 1967 — (1), dont l'invention poétique transcende la dénonciation d'une réalité sociale inacceptable, Graciliano Ramos s'attache de plus près à cette même réalité et, à partir d'elle, porte témoignage et jugement.

De vingt ans plus âgé que Jorge Amado, dont il fut l'ami, Graciliano Ramos naquit en 1892 dans l'Etat d'Alagoas, au nord-est du Brésil. Il est le fils aîné d'une famille de propriétaires terriens, ruinée par la sécheresse qui sévit périodiquement dans le Sertão, contraignant les habitants à des exils intérieurs répétés. En 1925, alors qu'il est maire de Palmeira-dos-Indios, petite localité dans le même Etat d'Alagoas, Graciliano Ramos, écrit son premier roman, *Caetés*.

C'est en 1934 qu'il publie *São Bernardo*, considéré comme son plus grand livre. Directeur de l'enseignement public, il ne cache pas ses opinions progressistes : en 1936, sous le régime de Getúlio Vargas, il est accusé de communisme et emprisonné durant plusieurs mois. De cette expérience, il tirea des *Mémoires de prison*, dont la traduction est annoncée chez Gallimard.

Comme pour *São Bernardo* et pour son autre grand roman, *Vidas Secas* (2), un film a été réalisé à partir de ces *Mémoires*, par le cinéaste Nelson Pereira dos Santos (voir le Monde daté 13-14 mai 1984). A partir de 1945, Ramos s'engage plus résolument avec les communistes. Il

La loi de celui qui possède

São Bernardo est le nom de la grande propriété nord-estine où le narrateur, Paulo Honório, a « naguère travaillé comme journalier pour un salaire de maïs ». Devenu à son tour propriétaire, grâce à un cynisme consommé, il se comporte avec la même brutalité, la même absence totale de scrupule et d'humanité dont il a souffert dans sa jeunesse. La loi de celui qui possède — qu'il impose à tous et qui conduit sa femme au suicide — ne brise pas seulement ses proches : lui-même en est, aussi, la victime.

Le narrateur raconte non pour se justifier — il est loin de toute culpabilité — mais pour tenter de comprendre, de recomposer une vie qui lui a échappé. Paulo sait, confusément, qu'il n'est qu'un pion sur un échiquier social dont la position se modifie selon la partie. Mais, gagnant ou perdant, il est toujours joué.

Avec une extrême économie verbale, une syntaxe classique, qui situe Ramos à contre-courant des modernistes, ce très beau roman parvient à élever le réalisme critique et psychologique à une dimension universelle.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ SÃO BERNARDO, de Graciliano Ramos, traduit du portugais par Geneviève Leibrich, Gallimard, 179 p., 79 F.

(1) Plusieurs ouvrages de Guimarães Rosa ont été traduits en français, au Seuil et chez Albin Michel. *Prémices Blanches* a paru en 1982 chez A.-M. Métailié.

(2) *Sécheresse* (Gallimard, 1964). Un autre roman, *Enfance*, a paru également dans la collection de Roger Caillois, « La Croix du Sud », en 1954.

Une Lady Chatterley du Nordeste

L'Opéra des morts, d'Autran Dourado : le roman de la fatalité.

LA prose d'Autran Dourado a goût de tafia, cette candeur de bon marché qui brûle les tripes et que consomment les Noirs sud-américains faute de pouvoir s'offrir des alcools plus fins. La première rasade de mots, on est tenté de la reconnaître : formules argotiques, tournures apes, insolites, auxquelles nos papilles mentales ne sont guère habituées. Mais, bientôt, on s'accoutume à ces lampes de feu, on glisse dans l'ivresse, on se laisse envoler par cette langue qui est comme la parole humaine, « rude et barbare, pleine de bruits bizarres, de hautes et de basses sonorités ».

Justement, un qui a la langue bien pendue, c'est José Feliciano — dit Jucas Loiseau, — ce métis borgne, ce « chasseur sans munitions » qui a traîné ses guêtres, sa faconde et sa flemme dans tous les sertoas du pays avant d'échouer un jour dans cette bourgade du Nordeste où l'attend le destin. Des histoires à dormir debout, Jucas Loiseau en a plein sa tête fruste, et ce répertoire qu'il enrichit sans cesse lui est très utile, car parler, c'est « sa façon de s'approcher des autres ». Cette parole sera même le sésame qui lui ouvrira la porte de l'étranger où Dona Rosalina vit cloîtrée, dans le silence et le refus, depuis la mort de son père, le colonel Honório Cota.

L'horreur du soir

Après d'elle, il y a bien sa vieille nourrice Quinquina, mais elle est morte, et il arrive un moment où l'on a besoin d'entendre une voix humaine pour échapper aux ombres. De ces ombres, à défaut de présences vivantes, la maison en regorge : celle, respectée, du père, celle, infernale et inquiétante, du grand-père, celles de tous les « petits

anges », frères ou sœurs morts-nés de Dona Rosalina.

Dans la grande demeure qui témoigne encore de la splendeur passée, où même les horloges sont arrêtées, le temps est tenu immobile, et tout se répète jour après jour : Rosalina ressasse ses souvenirs et fabrique des fleurs de tissu que la vieille Quinquina ira vendre à l'extérieur. L'avenir de Dona Rosalina, vierge hantée et douloureuse : se fuser au milieu de ses fleurs immortelles. Mais voilà que survient Jucas Loiseau, rustre prêt à tout faire, seul homme à franchir le seuil de la maison après tant d'années, et qui a bien du mal à « tenir sa place » de serviteur. Entre le domestique et la maîtresse, s'installe peu à peu la magie de la parole, cette parole si nécessaire, et l'ordre ancien sera bouleversé par ce fleuve de mots qui charrie pêle-mêle souvenirs et confidences, et emporte par instants les barrières dressées par les conventions et la distance sociale. Puis viendront les regards, les gestes interdits, car la chair est faible : Lady Chatterley le savait ; Dona Rosalina, qui l'ignorait, l'apprendra dans l'horreur d'elle-même et jusqu'à la folie. Quant à Jucas Loiseau, « condamné à cette femme, à cette maison, à cette vie » et tout simple qu'il est, il découvrira au cours de ce huis clos funèbre que « se souvenir et vivre sont des façons d'apprendre ».

La narration puissante et dense d'Autran Dourado orchestre avec cet *Opéra des morts* l'engrenage implacable de la tragédie et démonte magnifiquement le mécanisme de la fatalité qui entraîne les êtres et les broie.

ANNE BRAGANCE.

★ L'OPÉRA DES MORTS, d'Autran Dourado, traduit du brésilien par Jacques Thériot, Seuil, 250 p., 89 F.

PARUTIONS D'OCTOBRE 1986

Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines
Avant-propos de Yasuji Inoue.

Anthologie de poésie japonaise contemporaine
Préface de Yasuji Inoue, Takayuki Kiyooka, Makoto Ooka.

Juan Carlos ONETTI
Ramasse-vieques

Roman. Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan.

Graciliano RAMOS
São Bernardo

Roman. Traduit du portugais par Geneviève Leibrich.

GALLIMARD

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
8, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-28-90-72

L'ETAT DES SCIENCES SOCIALES EN FRANCE

SOUS LA DIRECTION DE MARC GUILLAUME

Où en sont les sciences sociales ? ■ Quelles théories dominent la réflexion ? ■ Qui sont les chercheurs ? ■ Y a-t-il crise du savoir ? ■ En 142 articles, un panorama complet et critique des différentes disciplines. ■ Parmi les 128 auteurs : Marc Ferro, Michel de Certeau, Pierre Vidal-Naquet, Jacques Le Goff, Michèle Perrot, Yves Lacoste, Georges Balandier, Gérard Althabe, Alain Touraine, Jean Duvignaud, Edgar Morin, Jacques Ardoine, Robert Boyer, Charles-Albert Michalek, Robert Lafont, Catherine Millot. ■ 150 francs

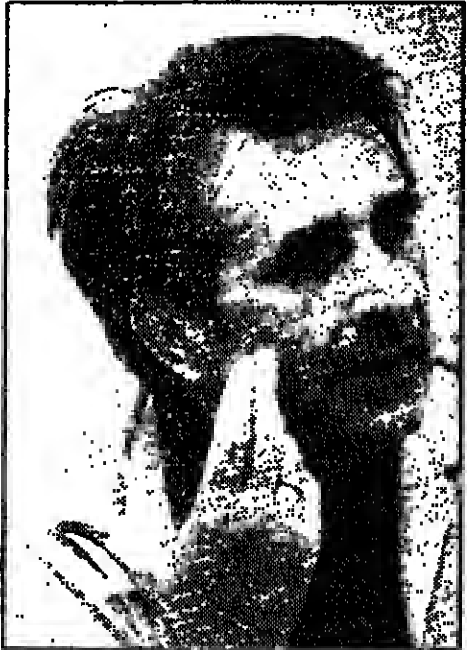
LA DECOUVERTE

LES VINGT ANS DE « L'ÂGE D'HOMME »

Dimitrijevic, le « passeur »

Serbe au pays de Vaud, Vladimir Dimitrijevic fête cette semaine ses vingt ans. On plutôt les vingt ans de la maison d'édition qu'il a fondée — symboliquement — un 8 novembre, jour de la Saint-Dimitri, son presque patron : L'Âge d'Homme. Un anniversaire qui honore cette maison — grande par son remarquable catalogue, — dirigée par cet apatride, élu tout de même président du Syndicat des éditeurs suisses, même si, après trente ans de résidence, il n'a toujours pas obtenu la nationalité helvétique.

En vingt années, en effet, Dimitrijevic a fait la preuve qu'il était — comme Christian Bourgois, autre passionné de livres, qui fête lui aussi son vingtième anniversaire — un véritable grand éditeur, tout comme il avait été, à ses débuts, à Neschkele puis à Lausanne, un merveilleux libraire. Éditeur, il est quelqu'un qui s'écrit pas, qui ne veut pas faire croire qu'il est un créateur, mais qui se veut un intermédiaire, un « passeur » comme il l'explique dans le passionnant livre d'extrêmes que vient de lui consacrer Jean-Louis Kuffer (1). « Dans cette mission que je me suis donnée, je m'efforce d'aider à transmettre des idées, quelles qu'elles soient, et que j'y adhère ou non, pour peu que ceux qui les professent soient désintéressés », explique cet orthodoxe croyant, intrinsèquement allergique à toutes les orthodoxes militantes, à tous les dogmes politiques. « Personne déplacée », comme il était écrit sur ses papiers d'identité : né à Skopje en Macédoine en 1934, venu à Belgrade à cinq ans, ce fils d'« ennemi du peuple » (son père, qui était horloger-joaillier, a été, à partir de 1944, envoyé de prison en prison par le régime



Vladimir Dimitrijevic

communiste) décide à vingt ans de se sauver de Yougoslavie en volant le passeport d'un touriste étranger, tout en sachant que son père sera, à cause de lui, de nouveau emprisonné. Autant de cicatrices qui ont laissé leur marque. Ce que relate surtout Dimitrijevic, c'est la passion qui l'habite depuis toujours, une passion littéraire qui ne va cesser de le hanter : Balzac à treize ans, puis l'Américain Thomas Wolfe pour lequel il apprend l'anglais (2). Passion grecque de ses ancêtres, allée à la mélancolie balkanique qui vit activement ses lectures, sorte de général d'une armée morte qu'il se sent obligé de ressusciter. « Le livre est un séisme, explique-t-il. Il nous permet de savoir comment se comportait un Américain du dix-neuvième siècle ou comment réfléchissait un Russe du temps de Pierre le Grand. Il nous éclaire de l'intérieur le climat moral de la Chine des Tang ou du Japon de Keats et de Keats ».

Pour l'anniversaire de L'Âge d'Homme, il appartenait à ce migrant, à ce « missionnaire » en littérature, de nous faire découvrir *Migrations* de Milos Tsernianski (3), un écrivain serbe inconnu dont le roman est considéré comme un livre-phare étudié dans les écoles et vanté tout autant par un secrétaire du parti que par l'évêque de Vrsac ou par l'ignominie du monastère de Stouditsa. « C'est un livre de pèlerinage et c'est une chronique qui représente, à mes yeux, la seule façon de traiter l'histoire sans la soumettre à quelque interprétation que ce soit, à égale distance de la fresque réaliste et de la légende », explique Dimitri à propos de *Migrations*, un énorme roman de 850 pages bien serrées — à recommander aux amateurs de longs romans où il faut se plonger comme on nagerait dans le Danube.

N. Z.

(1) *Personne déplacée*, éd. Pierre-Marcel Favre, 220 p., 94 F.
(2) Ce livre en quatre tomes épiques — *Le Temps et le Fleuve*, *La Table et le Roc*, *L'Âge d'Homme*, *L'Âge d'Homme* — qu'il a aimé passionnément et qui n'avaient jamais été traduits intégralement, il l'a écrit. Il s'est vendu à moins de mille exemplaires.
(3) Le nom de l'auteur, qui s'écrivait Crnjanski en langue originale, est devenu, pour être plus facilement prononçable, Tsernianski.

D'AUTRES MONDES

Serbes en diaspora

* *MIGRATIONS* de Milos Tsernianski. Traduit du serbo-croate par Vladimir Popovic. Introduction de Nikola Milev. Julliard/L'Âge d'Homme, 860 p., 160 F.

SE sent-on yougoslave ? On est slovène, croate, macédonien, monténégrin, bosniaque ou serbe. Mais qu'est-ce que la patrie des Slaves du Sud, ce pays compliqué créé en 1919 avec six républiques de quelque 22 millions d'habitants sur un territoire égal à la moitié de la France et qui n'avaient pas eu jusqu'au début du XX^e siècle d'histoire commune ? (1).

La fin de l'indépendance serbe date de la bataille de Kosovo, en 1389. Au XVIII^e siècle, les Serbes participent au côté de l'Autriche aux guerres austro-turques. La première insurrection serbe — la « réurrection » de la Serbie — n'aura lieu qu'en 1804 ; ce n'est qu'en 1878 que le congrès de Berlin reconnaît l'indépendance de la Serbie.

Pour échapper aux deux voisins, l'Autriche-Hongrie et la Turquie, les Serbes rêvent de trouver asile dans une terre orthodoxe. C'est cela qui est le cadre historique du livre. Mais *Migrations*, malgré les apparences, n'est pas un roman historique. Un roman-fleuve ample et foisonnant, long comme le Danube (dont on oublie toujours qu'il prend sa source dans la Forêt noire avant de devenir adulte, large comme la mer, à Budapest ou à Novi-Sad, en Voïvodine), qui se déploie en trois parties entre 1744 et 1753, aux frontières de l'Empire austro-hongrois où les Serbes, soldats de métier, sont en première ligne contre les Turcs. Mais aussi contre les Français, lors des guerres contre la Maison d'Autriche. Jusqu'à Saverne ou Strasbourg... Jusqu'à Kiev.

Arrivés aux portes de Vienne, les Turcs avaient été refoulés jusqu'à Belgrade qu'ils occupent cent cinquante ans dans ces Balkans qu'ils domineront pendant un demi-millénaire.

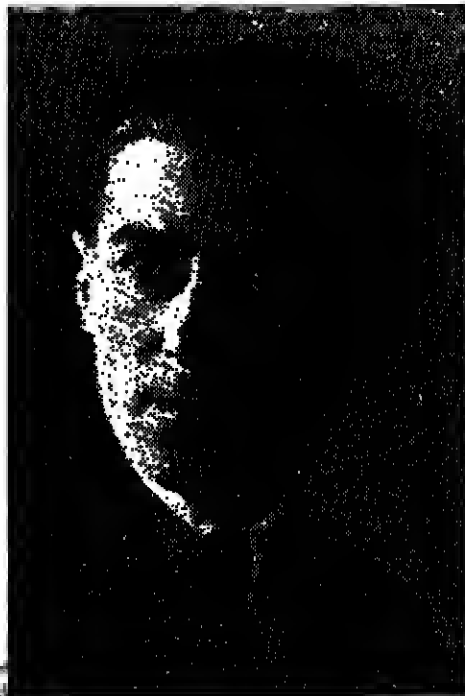
VOILA le geste des Issakovitch. La première partie se passe entre le printemps 1744 et l'été 1745 et s'attache principalement au destin de deux frères : Vuk Issakovitch, le soldat qui na d'ailleurs jamais lieutenant-colonel, et Archange, négociant connu pour sa fortune dans tout le bassin du Danube et de la Tisza. Vuk a combattu dans toute l'Europe, soldat fier et emporté, rond comme une grosse outre de vin avec ses vêtements. Ils ont guerroyé un peu partout et même, pour certains, versé leur sang au siège de Belgrade et massacré, près de trente ans avant, les Turcs à Varadin et à Timisoara sous le drapeau du prince Eugène. Entre Drave, Drina et Danube, mais aussi jusqu'aux bords du Rhin et même en Italie, il avait marché à la tête de son régiment, abandonnant sa famille, qui devait déménager sans cesse, même si parfois il avait envie de se fixer, de mettre fin à ces migrations, tandis qu'il abandonnait, dans les cris et les larmes, les siens chez son frère Archange, la riche.

Daphné, la femme de Vuk, tristesse de naissance, trouble depuis longtemps son beau-frère : « Son visage était d'une blancheur parfaite. Son front et ses pommettes lui rappelaient par leur forme les larmes. (...) Et ce regard des yeux grands ouverts lui fit croire qu'il était arrivé au bord d'une mer profonde et bleue. » Toute la ville s'est donné rendez-vous devant la maison d'Archange pour la voir « vêtue de passermentiers sur satin bleu, de toques et bottes noires, de courbe-chef d'officier allemand, de futonelles grecques, de tissus bayadère ».

Faisant toutes les nuits des rêves « honteux », Archange est si bouleversé par sa belle-sœur qu'il « craint que, à cause des colliers et des perles qu'il lui offrait, il ne la trouve un jour consentante au péché ». Elle-même est condamnée au malheur. « Elle procédait sans savoir pourquoi, elle démenageait sans savoir où elle allait. Ses joies et ses peines arrivaient par pur hasard, pas le moins du monde par sa volonté. Une chose, un objet, voilà ce qu'elle était et ce

que seraient ses filles, épousées puis abandonnées, aimées puis délaissées, caravanes puis rossées sans qu'il y ait un sens à tout cela ». Tandis que là-bas, aux marches de l'Empire, là où pendant des siècles se sont battues les armées les plus diverses, ces soldats terriblement moustachus, sauvages, crasseux et chevelus ignoraient les raisons de la guerre et mouraient en criant le nom de Marie-Thérèse.

Une seule espérance les habitait : la « douce orthodoxie ». Le rêve d'un pays bon et généreux où, les de ces migrations, ils trouveront refuge. Une terre orthodoxe : la Russie. « L'Issakovitch se représentait la Russie comme un empire sans fin. Il avait entendu dire que certains qui y avaient échoué des quatre coins de l'horizon, étaient devenus riches et puissants. Ils avaient tout de suite obtenu un grade supérieur. La vie et la guerre y étaient celles de la noblesse. Les églises étaient admirables et l'orthodoxie plus douce. Bref, tout le contraire de ce qui l'attendait ici. »



Milos Tsernianski

La chronique de NICOLE ZAND

C'est ce rêve de la Russie, la Terra Promise des Serbes, qui va être le vrai sujet des deux autres parties de *Migrations*, moins lyriques, moins poétiques, mais où s'enchevêtrent des dizaines de destins d'individus errant sans fin dans une nuit qui ne se termina pas.

La première partie avait été publiée en 1929. Les deux dernières, commencées en 1949, en exil, ne paraîtront qu'en 1993, œuvre majeure d'un écrivain à la destinée exemplairement serbe : né en 1893 à Tchongrad (aujourd'hui en Roumanie), passionné de football — tout comme Dimitrijevic — et de littérature, il coule une vie insouciante à Rijeka, Venise, Trieste, Vienne et lit beaucoup, en hongrois, en allemand ainsi que les auteurs russes dans les traductions serbes, se passionne pour la philosophie. Enrôlé dans l'armée autrichienne en août 1914, il doit partir en guerre contre le royaume de Serbie, et cette lutte fratricide deviendra un des thèmes majeurs de son œuvre. Après la guerre, dans ce nouveau pays qu'est la Yougoslavie, il écrit le *Journal de Cernojovic* (2), traduit et édité une anthologie de la poésie japonaise ancienne et, en 1928, est nommé attaché de

prise à l'ambassade yougoslave de Berlin et commence *Migrations*. Ensuite, diplomate à Rome jusqu'au moment où l'Allemagne et l'Italie entrent en guerre contre la Yougoslavie en 1941, Tsernianski rejoint le gouvernement en exil à Londres ; il y vivra misérablement — chassé dans un hôtel tandis que sa femme fabrique des poupées de chiffon — et ce n'est qu'en 1965 qu'il décidera, tardivement, de retourner à Belgrade. Il écrit notamment un *Roman de Lorraine*, remarquable dit-on, annonce de nouveaux livres, qu'il détruit. Il meurt en 1977. Alors même que *Migrations* est devenu un « classique » que l'on étudie dans les écoles. Roman symbole de cette nation serbe rêvée et schismatique, qui Arafés autant d'être papiste que moscovite.

L'n'y a pas, en effet, de terre promise pour les Serbes. Et c'est ce que développe Tsernianski dans les six cents dernières pages de son livre. La deuxième partie commence au printemps 1752 quand, après la paix signée avec les Turcs, l'impératrice d'Autriche décide de « remettre à sa place » ce peuple arriéré qui occupait une part exorbitante du territoire hongrois. « Cette foule ne sert à rien. Elle retourne donc d'où elle est venue ! » Le plan consiste à les disséminer dans les villages où ils devront travailler la terre et à les convertir au catholicisme romain. Il faut casser les anciens régiments, transformer les soldats en paysans. « Toute cette milice danubienne qui vit encore dans la préhistoire, enterrée dans des huttes, cohabitant avec ses brabes, ses truies et ses femmes... »

Dans leurs rêves, pourtant, un astre brille et les appelle, la terre russe orthodoxe, « l'astre au centre du cercle bleu », où ils sont sûrs, pensent-ils, de trouver leur place. Et, tandis que des colons venus de Lorraine et des bords du Rhin occupent les terres serbes, la tribu des Issakovitch — Yourat et sa femme Anna, Trifoun, l'aîné, père de six enfants et que sa femme Kourya a quitté, Petar, le plus riche, et sa femme Varvara, et Pavle, le veuf, capitaine de cavalerie des hussards illyriens — se met en marche, alors même que l'Autriche, qui vient d'innover toute migration vers la Russie, les traite de déserteurs.

Arrivés à Kiev, ils devinrent, à demi-fous de tristesse, ces hommes qui avaient traversé toute l'Europe à la poursuite de leur rêve, qui n'avaient jamais vu la mer, et qu'on envoyait bientôt surveiller la frontière polonaise.

« La deuxième moitié de leur vie restera inconnue aux lecteurs » nous prévient l'auteur au bout de huit cents pages, sachant bien que, tout comme ses personnages, nous ne sommes pas prêts d'oublier les plaines marécageuses de la patrie perdue, avec ses huttes cachées derrière les palissades, ses églises où l'odeur du basilic se mêle à l'eau bénite et, surtout, ces accacias qui embaument et dont les fleurs blanches recouvrent les pitoyables maisons de torchis d'une pluie de pétales blancs et parfumés.

Non, la terre promise n'existe pas pour ces déracinés qui refusent aussi de se laisser assimiler par les Russes. Et rêveront de la patrie perdue.

Bientôt, en 1789, les Autrichiens entreront dans Belgrade ; l'ère des guerres napoléoniennes commence. Mais les Turcs demeureront au bord de la Drina jusqu'en 1918, au cœur de la région où naquit Tsernianski, écartelée aujourd'hui entre Yougoslavie, Roumanie et Hongrie et où même les Tziganes ne passent plus les frontières.

Le cinéaste Aleksandar Petrovic, le metteur en scène du *Maitre et Marguerite* et de *J'ai même vu des tziganes heureux* va tourner un film à partir de *Migrations*, le chef-d'œuvre de la littérature serbe. Mais aussi le roman, lyrique et mélancolique, de tous les peuples en diaspora.

(1) Lire le numéro de la *Revue des Études slaves*, consacré à la Yougoslavie et notamment le témoignage de Zvonko Stojkovic : « Une utopie obligatoire ? » (Institut d'études slaves, Paris, 1984).
(2) Publié en 1970 à L'Âge d'Homme.

Oana Orlea, rescapée de l'enfer

Une romancière roumaine entre Monsieur K. et l'Etranger.

LA petite histoire d'Oana Orlea, romancière roumaine qui publie son premier récit écrit directement en français, est en elle-même un roman qui se confond avec l'histoire de ce temps. Sous ce pseudonyme se cache le nom d'une illustre famille européenne qui a donné plusieurs empereurs byzantins, pas mal de lettrés, d'hospodars moldo-valaques et aussi quelques personnages étonnants qui semblent sortir tout droit d'un roman de cape et d'épée.

En 1950, Oana avait quatorze ans. Le souvenir de la guerre pesait encore sur son pays, l'armée rouge y stationnait toujours. Avec l'inconscience généreuse de son âge, Oana lacrait les pneus des camions qui transportaient l'occupant. L'enquêteur du KGB l'interrogea pour savoir qui lui avait inspiré ce forfait. Elle fut envoyée en « stage de rééducation » sur le sinistre chantier du

canal Danube — mer Noire, où trois cent mille Roumains périrent lors de la Grande Terreur, de 1949 à 1955.

Oana a survécu. Nous l'avons rencontrée pour la première fois en 1956, peu après sa libération. Les projets de la jeune fille étaient aussi chancelants que la démarche d'un enfant qui apprend à marcher : « Partir, rejoindre ma grand-mère en France, écrire, que sais-je ? Mais tout d'abord manger, manger enfin à ma faim. » Après cela plus rien ne pouvait être dit.

Quinze ans plus tard, elle débarquait à Paris. Ses yeux étaient devenus vivants, son maintien assuré. Curieuse de tout, Marie-Oana Cantacuzene — son véritable nom — oubliait son ancienne condition de morte en sursis. Seule la distance qu'elle entendait garder face au passé témoignait d'une expérience terri-

fiant, impossible à communiquer. « Je retourne à Bucarest, nous confia le futur écrivain. Je ferai des ménages, je vendrai des fleurs au marché. La Roumanie est mon pays, et j'entends y rester. La situation s'améliore, le régime devient plus humain. » En cet hiver 1971, nous pensions la voir pour la dernière fois.

Quinze autres années ont encore passé. Il y a quelques temps, à « Apostrophes », une certaine Oana Orlea présentait son roman. Le message passait mal. Visiblement, les médias l'intimidaient, elle ne savait pas faire bon usage de Bernard Pivot. Pourtant, Oana Orlea était la rescapée de l'enfer du canal : la fiction rigoureuse et serrée qu'elle venait de publier laissait paraître la force d'un grand écrivain, un Camus danubien qui aurait été fréquenté par Kafka.

Dans un pays imaginaire règne un étrange couple d'imposteurs.

Lui, Kouty — fils et père de la nation, — ordonne aux savants de trouver les restes du premier homme européen sur le territoire de son propre village pour justifier une légitimité improbable. Elle — Bien Aimée — compagne du dictateur, interdit toutes les joies, même celles de l'amour, qui doit servir uniquement à la reproduction d'un peuple toujours plus courageux et plus fort. Et, pendant que les sujets de Leurs Majestés rêvent à une aile de poulet, que les malades s'entassent à plusieurs dans un seul lit d'hôpital, et que l'hiver tue vieillards et enfants, le couple ordonne la démolition de la ville pour faire place à la radieuse cité du futur. Dans ce décor vit Léontine, sœur cadette du Monsieur K. du Procès et parente proche de l'Etranger de Camus.

La jeune femme a un dossier qui la rend suspecte aux yeux des

employeurs successifs. Ballottée entre le chômage et les petits travaux temporaires, elle ignore encore que les serviteurs du pouvoir lui préparent un brillant avenir, dû à sa ressemblance physique avec Bien Aimée. C'est ainsi que Léontine devient le sosie de la première dame du pays et prend sa place lors des cérémonies publiques, afin de mourir pour elle en cas d'un éventuel attentat. Mais l'ancienne réprouvée, imitant tous les jours la démarche et les tics de la maîtresse qui dicte sa loi à la société, commence à l'aimer.

Consciente du caractère maléfique du couple, Léontine se laissera néanmoins ensorceler par le vertige du pouvoir jusqu'au moment où elle comprendra que Bien Aimée et Kouty sont, peut-être, les sosies d'autres sosies, et ainsi de suite, à l'infini, dans un jeu pervers de miroirs. De cet abîme d'abdications et de lâchetés, où rôdent la folie et la

mort, Léontine parviendra à s'enfuir. En cavale, le sosie retrouvera, enfin, sa véritable identité.

Oana Orlea maîtrise parfaitement l'architecture de son édifice complexe et sophistiqué, tout en faisant preuve d'un bonheur d'écriture rare. Nicolas Breban en automate dernier, Bujor Nedelcovici, lauréat du Prix de la liberté ce printemps, Oana Orlea aujourd'hui : voilà trois excellents romanciers roumains qui publient tous des textes inspirés par l'exercice du pouvoir lorsqu'il est sans entraves. S'enfuir, les trois, inspirés par l'histoire récente de leur pays ? On pourrait se le demander, d'autant plus qu'aucun n'utilise la formule avertisseur le lecteur du fait que toute ressemblance avec des personnes existant dans la réalité est due seulement au hasard.

EDGAR REICHMANN.

* UN SOSIE EN CAVALE d'Oana Orlea, Seuil, 252 p., 79 F.

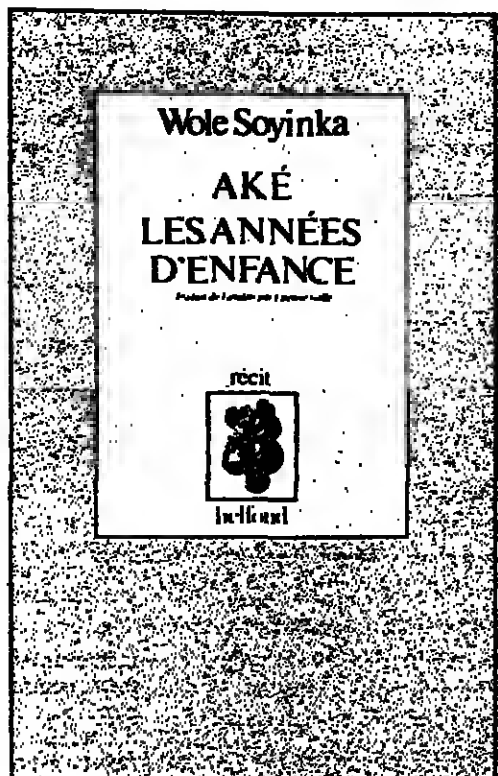
مكتبة الأهل

مكتبة الأمل

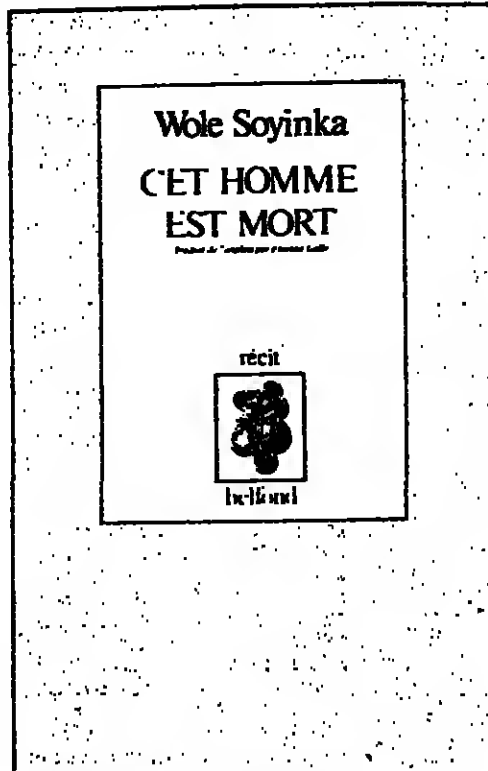
Le Monde • Vendredi 7 novembre 1986 27

WOLE SOYINKA

PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE



Traduit de l'anglais par Étienne Gallé

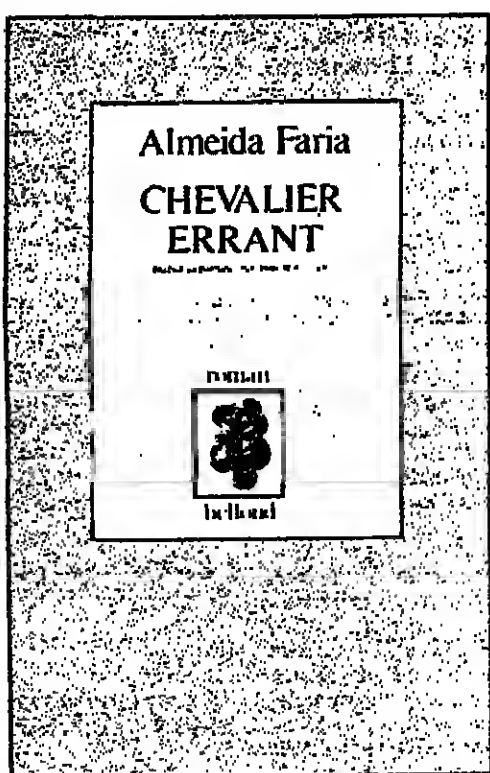


Traduit de l'anglais par Étienne Gallé

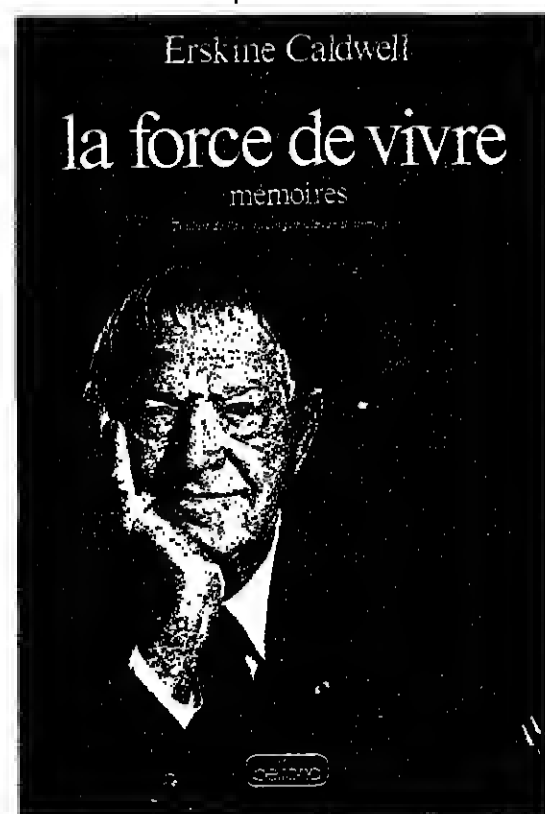
DANS LA MÊME COLLECTION



Traduit de l'allemand par Jacques Legrand



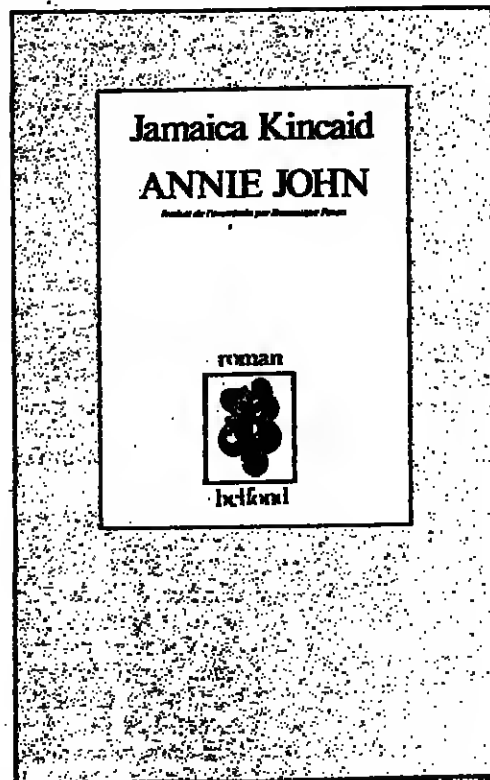
Traduit du portugais par Anne-Marie Quint



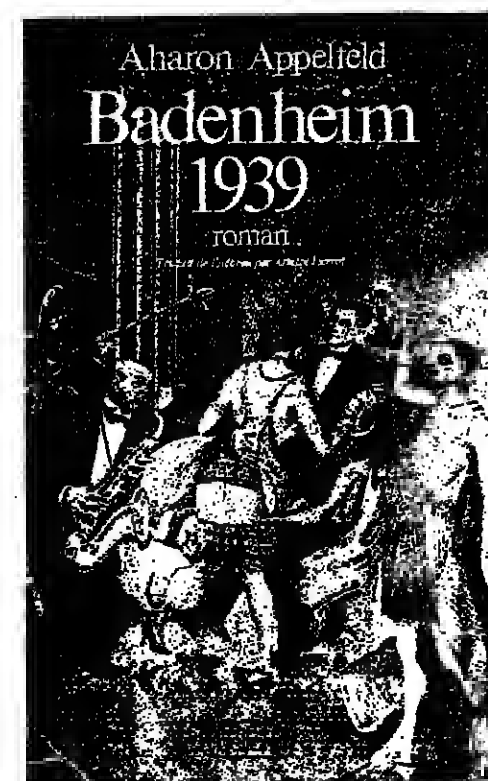
Traduit de l'américain par Claude Bourguignon



Traduit du vietnamien par Jean Mais et Ghislain Ripault



Traduit de l'américain par Dominique Peters



Traduit de l'hébreu par Ariette Pierrot

belfond

Faure

● SOCIÉTÉ

L'alchimie de la beauté

« La cosmétique est la doctrine du cosmos féminin », disait le sardonique Karl Kraus. Perles, diadèmes, gants au miel, bains de fraises, cataplasmes de concombre... voilà de quoi faire ricaner un misogyne, tous jours tant de réduire l'univers féminin à la cuisine et à la salle de bains. Recettes de beauté et recettes culinaires, pots aux roses et pots de confiture. Suspendons au vestiaire notre détroque de misogynie grincheuse pour suivre Anne de Marillac dans les dédales de la séduction. Pénétrons dans le sacral de l'alchimie de la beauté, humons les parfums capiteux, et nous ne regretterons pas d'avoir surpris dans leur intimité ces Femmes au bain.

Chaque siècle a érigé en idéal un portrait de femme. La Renaissance la voulait charnue et blonde. On écrit la Sistine contre une dame maigre. Les traités sur l'embouppement féminin abondaient, conseillant le recours au sperme de la balaine, au sang de la chauve-souris. Les moralistes, cent ans plus tard, mirent le bois au plaisir du maquillage. Déjà, Montaigne racontait l'histoire d'une coquette qui se fit écorcher pour avoir le teint plus frais. Les prêtres tonnaient contre l'obédience au simulacre, jetaient l'anathème sur ces femmes semblables à des « cadavres masqués » et à des « fontaines habillées de satin ». Castiglione, dans le Courtisan, se gaussait de celles qui n'osaient pas rire, de peur de crever leur masque.

Le Siècle des lumières, paradis du déguisement, de la frivolité, était célébrer la grâce qui sort du bain. Le cabinet de toilette, « cette école de la galanterie », s'ouvrait au regard

émervillé des séducteurs. « Le bain est votre charme, adorables mortelles », chantait un poète. Hélas ! le bourgeois triomphant cessa bientôt de rêver à la femme céleste, et la laideur reprit ses droits.

La dix-neuvième siècle, en dépit de l'éloge baudelaire du maquillage, ignore l'éclat de la sensualité. Les romantiques mouraient d'amour pour les « dames aux camélias », pour les beautés phisiques que les contemporains de Voltaire appelaient des « ossuaires ».

Les brunes languissantes au teint pâle

Les brunes languissantes au teint pâle, aux yeux cernés, atteintes de bovarysme, pleurant et souffrant dans les provinces françaises, affolaient cette époque qui se flattait d'être meslée et de frôler la mort.

Mi-vêtue, mi-dénudée, à peine voilée par une perverse pudeur, la femme à sa toilette, peinte par le Tintoret, par Rubens, par Toulouse-Lautrec ou par Degas, est le plus beau tableau de la tentation qui se refuse, de la promesse qui ne peut être tenue. Nous autres, lecteurs de Anne de Marillac, contentons-nous d'être Actéon, en priant que Diane, la chasseresse épiée par nos regards de convoitise, ne nous métamorphose pas en cerf !

ROLAND JACCARD.

★ FEMMES AU BAIN. LES MÉTAMORPHOSES DE LA BEAUTÉ, de Anne de Marillac. 22 x 27 cm, 150 illustrations, relié toile, jaquette illustrée couleurs ; Berger-Levrault, 224 p., 395 F.

Dessous féminins : l'histoire d'une fascination

(Suite de la page 19.)

« C'est sous Charles X et Louis-Philippe que l'on fabrique la société qui aura besoin de Freud à la fin du siècle. » Le Second Empire, avec ses crinolines, enflamma l'imagination des hommes au point de les rendre déhiles — relisez Nana. Tout leur est bon pour apercevoir un mollet, une cheville. Las ! le pantalon a encore frappé, par anglomanie plus que par pudeur, les femmes glissent leurs jambes dans des « tuyaux de modestie », ce qui faisait trépanner de rage le roi Victor-Emmanuel.

Le règne Petit Bateau

Il faudra attendre la fin de la guerre de 1914 pour que corset, en jupon, chemise, pantalon, amorcent leur disparition qui sera totale en 1928, où la femme ne porte plus qu'une robe droite et flottante, arrêtée au-dessus du genou. C'est la même, qui, à dix-huit ans, était cuirassée dans ses vêtements, qui se retrouve à la trentaine « ouverte à tous les vents », et Cecil Saint-Laurent d'ajouter : « Aucune révolution de l'histoire n'est comparable à celle-ci. » Elle annonça la mort du frocrou, du compliqué et la naissance de la brave petite culotte. Voici le règne Petit Bateau, rayonne rose et frais coton. C'est l'époque du Front populaire, des congés payés et des premiers camions.

Que s'a-t-on pas dit du collant, que je considère comme un instrument de la libération du mouvement féminin ! Fines la peur du coup de vent indiscret qui révèle la nudité du haut de la cuisse et les jarretières tendues, la

contrainte pour se hisser sur le tabouret d'un bar ou descendre d'une voiture ! Avec leurs collants, les filles des années 60 montraient allègrement ce qu'autrefois elles tentaient — pas toujours — de cacher aux yeux des mâles concupiscentiels. Mais non, je ne me contredis pas. Je maintiens : le collant a été un instrument libérateur... à condition d'en sortir. Et les femmes en sont sorties, elles en portent ou n'en portent pas, remettent guépêtres, jarretelles et dentelles pour séduire ou pour le plaisir de sentir glisser sur elles la douceur des dessous retrouvés.

RÉGÈNE DEFOGÈS.

★ HISTOIRE IMPRÉVUE DES DESSOUS FÉMININS, de Cecil Saint-Laurent, conception et mise en page de Marc Walter, iconographie et légendes de Catherine Douzel, illustrations en couleurs et en noir et blanc, album relié sous jaquette. Éditions Herscher, 280 p., 420 F.

Celui qui arrive à se faire le Monde en 6 jours, c'est tellement rare qu'il a le droit de se reposer le 7.



Porto Ferreira. Quand tout se fait rare.

Signalez nous deux autres albums :

• Brevet par Brevet, réunissant les images de cet artiste qui fut « le père de la pin-up française », texte d'Alain Weil, éd. Hachette, 150 reproductions en couleurs et en noir et blanc, 112 p., 195 F.

• Les dessous de la Pin, de Gilles Néret, ou comment la lingerie féminine a été sauvée par les publicitaires..., éd. Daniel Briaud et Robert Lafont, 5, rue Saint-Pantaléon, 31000 Toulouse, 112 p., 186 illustrations, 195 F.

« Et vous, comment les appelez-vous ? »

Alain Schifres dénonce le racisme avec une bonne humeur féroce et communicative.

QUAND on veut connaître ce qu'étaient en France les Caractères et les mœurs du siècle entre 1660 et 1696, on doit consulter La Bruyère ou ce qui reste des prônes de ces clowns de la chaire, le Père Scraphin ou le Père de La Rue, prédicateurs qui châtiaient les mœurs du temps en jouant leurs sermons comme des pantomimes de la Foire. Si on veut savoir ce qu'était la société française des années 50, il n'y a qu'à relire les Mythologies de Roland Barthes ou les dialogues de cabaret de Poirot et Serrault, qui moquaient les travers de la mode, les sottises de la conjoncture et les ridicules de l'époque, pendant que Barthes les désiquait. Si on veut connaître les réactions profondes de l'Occident devant la bombe atomique, les réflexions de Karl Jaspers sur le sujet sont sûrement importantes, mais l'humour noir d'incendie nucléaire de Docteur Folamour ne l'est peut-être pas moins.

L'œil de Buster Keaton

Et, si on me demande ce qu'on a écrit récemment de plus percutant sur le racisme, je répondrai qu'il y a notamment le livre d'Etienne, qui s'appelle justement Racisme, mais j'y ajouterai aussitôt l'essai humoristique d'Alain Schifres, qui s'intitule Et vous, comment les appelez-vous ? Ce texte féroce, cocasse et « hygiénique », fait partie d'un recueil de chroniques de notre temps des plus sérieuses et des plus comiques, présentées sans le moindre sérieux pesant sous le titre Ceux qui savent de quoi je parle comprendront ce que je veux dire.

On peut, pour parler du racisme, le Fiché vraiment capital, selon Etienne, combiner, comme il le fait admirablement, l'analyse sociologique et le jugement moral, la psychologie et la politique, la psychanalyse et l'économie. On peut aussi ouvrir sur la réalité contemporaine l'œil écarquillé, innocent et de toute première vue que sait ouvrir Alain Schifres, l'œil neuf et intrépide de Swift, de Daumier et de Buster Keaton. Prenons, par exemple, l'attaque flegmatique, « décapante » et profonde (oui) de Et vous comment les appelez-vous ?

« La France est un pays en voie de modernisation, ce qui est plus poli que « sous modernité ». On y trouve surtout des Européens de souche chrétienne qui ont investi les villes à la suite de regroupements familiaux. (...) Ce sont des gens un peu sauvages qui égorgent le cochon entre coréligionnaires, qui mangent de la viande crue hachée et qui racontent des histoires belges. » On a reconnu le procédé classique d'humour critique qu'on peut nommer le « renversement de vision », ou (autrement dit) la pratique du « Faites-à-vous-même

ments familiaux. (...) Ce sont des gens un peu sauvages qui égorgent le cochon entre coréligionnaires, qui mangent de la viande crue hachée et qui racontent des histoires belges. » On a reconnu le procédé classique d'humour critique qu'on peut nommer le « renversement de vision », ou (autrement dit) la pratique du « Faites-à-vous-même

que l'ironique invitation à se mettre dans la situation de l'autre est bénéfique : l'humour joue comme un réveil-sensibilité. Cette technique est fréquemment utilisée dans les meilleures chroniques de Schifres, où le rire et la surprise font fonction d'essui-glace. Une fois le choc du « regard nettoyé » imposé au lecteur, Schifres poursuit en général par une analyse

ment, que la noblesse est adjectivale. C'est le substantif qui dévalorise. » Ainsi, « musique Nègre » est élogieux, « musique de nègres » dépréciatif. « Argent arabe » est prestigieux, « travail d'Arabe » est dédaigneux. « Mentalité juive » est scientifique, « mentalité de juif » est ignoble, etc.

Un irrespect absolu

Ce qui donne leur virulence et leur pertinence aux chroniques contemporaines d'Alain Schifres, c'est le mariage, tellement rare, d'un irrespect absolu et naturel des « valeurs-établies », des tabous et des idées toutes faites, et d'un soin minutieux dans leur examen, leur dissection et leur « déconstruction ». Schifres est un destructeur méticuleux.

Il a certes des humeurs, et même une bonne humeur féroce et communicative. Mais il ne pratique pas une écriture d'humour. Quand il traite un sujet, c'est rarement en surface. Il a l'œil, il a l'oreille. Il a même des dossiers et des fiches. Combien de sociologues ont le sérieux de Schifres, son talent, son intelligence vivante ? Peu. Combien ont sa charge de rire ? Encore moins.

Il y a ce comique amer dont, lorsqu'on vient d'en rire, on devrait pleurer. Mais avec un journaliste-écrivain comme Schifres, il y a aussi l'éclat de rire qui débouche sur un superbe éclair de réflexion. Quand Schifres a prêté l'oreille la plus aigüe à l'immigré comme-on-le-parle, il termine sur cette admirable formule : « L'immigré, c'est la nuit du verbe. On en parle de la même façon qu'il se fait tirer : au jugé. Il reçoit les épithètes comme des basses. Derrière, il y a toujours du non-dit. C'est le gibier favori du lapsus, cette bavure du langage. »

CLAUDE ROY.

★ CEUX QUI SAVENT DE QUEL IL PARLE COMPRENDONT CE QUE JE VEUX DIRE, d'Alain Schifres, Laflotte-J.J. Pauvert, 336 p., 89 F.

Raymond Boudon et l'idéologie

Comment se forment les idées reçues et les opinions fausses.

L'IDÉOLOGIE est une notion mise à toutes les sauces. On peut y voir un système de représentations qui ne relève pas de la distinction du vrai et du faux. On peut en revanche, de façon plus traditionnelle, la définir comme un ensemble d'idées fausses.

En ce cas, il reste à savoir comment se forment ces systèmes d'erreurs et pourquoi les groupes y adhèrent. La majeure partie des analyses existantes recourent à des motivations inconscientes et irrationnelles — depuis les intérêts de classe jusqu'au fanatisme des passions.

Le premier mérite de Raymond Boudon, professeur de sociologie à l'université de Paris-I, est de démêler, à l'aide d'une typologie claire et ferme, l'écheveau touffu des discours, marxistes ou non, tenus sur l'idéologie. Soutenue par d'utiles tableaux, cette mise au net, très pédagogique, rendra bien des services aux étudiants de diverses disciplines.

L'originalité de l'auteur est d'avoir axé sa recherche sur un cas de figure relativement peu exploré. En effet, comme on le sait depuis l'Inégalité des chances (1) ou Effets pervers et ordre social (2), Raymond Boudon centre ses analyses sur les comportements individuels, et répugne à faire intervenir des élé-

ments irrationnels pour rendre compte des faits sociaux. Tout réduire à une forme quelconque d'inconscient (psychique ou social) revient à ses yeux à fabriquer un trop commode *deus ex machina*.

Se formulation du problème de l'idéologie a donc tout l'air d'un défi difficile à relever : comment des individus rationnels peuvent-ils adhérer intimement à des idées fausses ? Quatre facteurs permettent de le comprendre.

En premier lieu, des effets de position : chacun, ayant sur le fonctionnement social un « point de vue » localement situé, se trouve, dans le domaine des connaissances aussi, soumis à des distorsions de perspective. Des effets de disposition se combinent aux précédents : nous sommes par exemple enclins à juger incompréhensibles et absurdes des croyances magiques qui ont, cependant, leur rationalité dans le contexte où elles s'insèrent.

A ces deux effets triviaux, mais dont l'auteur tire d'intéressantes conséquences, se superposent des effets de communication : chacun fait confiance aux théories qu'il ne peut vérifier par ses propres moyens, et se trouve dépendant des canaux d'information, pas nécessairement scientifiques, qui les lui transmettent. Enfin, des

effets « épistémologiques » portent les sociologues et les chercheurs à confondre la fécondité explicative d'une hypothèse (l'utilitarisme, le fonctionnalisme, par exemple) avec une connaissance vraie concernant la réalité.

Réduit à ce squelette, on pourrait croire l'ouvrage aride. Il n'en est rien. Le livre de Raymond Boudon, en dépit de quelques répétitions qui auraient pu être élaguées, se lit avec un intérêt constant, soutenu par des exemples vivants et une plume souvent incisive. Il met en lumière les mécanismes qui produisent inévitablement, dans le fonctionnement normal de la connaissance scientifique, des idées reçues et des opinions fausses. Le résultat n'est pas mince.

Il est toutefois bien plus restreint que le projet annoncé par le titre. Entre le nazisme, par exemple, et les illusions d'optique de la République des sciences, il demeure de la marge. Peut-être un prochain ouvrage viendra-t-il la réduire.

ROGER-POL DROIT.

★ L'IDÉOLOGIE OU L'ORIGINE DES IDÉES REÇUES, de Raymond Boudon, Fayard, coll. « Mées-Forces », 334 p., 95 F.

(1) 1973. Réédition Hachette, 1985. (2) P.U.F., 1975.

مكتبة الأهل

مكتبة العمل

... Le Monde • Vendredi 7 novembre 1986 29

Pour une fois, je suis contente qu'il mette les pieds sous la table.

925F
TAVI
Table à rabat, pin massif lattié collé, naturel verni. Ouvert 135 x 70 cm

1.350F
HUSUM
Table pliante, frêne massif plaqué, teinté noir et verni. 160 x 80, H 75 cm.

250F
FURI
Table murale, pin massif, plaqué naturel verni. L 75, P 65 cm

590F
SMEDVIK
Table, pin massif, naturel verni. 120 x 75, H 73 cm

90F
NYBY
Chaise, hêtre teinté noir. Assise revêtue tissu

450F
BARSELE
Table ronde, hêtre massif plaqué frêne, laqué blanc. Ø 105, H 73 cm

120F
KINNO
Chaise pliante, acier laqué époxy

55F
HALLI
Chaise pliante, acier laqué polypropylène blanc

490F
TORSVIK
Buffet avec vitrine, pin massif plaqué, teinté brun noyer et verni. Buffet L 120, H 90 cm - Vitrine L 120, H 50, P 28 cm

1.250F
NICKBY
Chaise, sapin massif. Assise revêtue tissu beige 50% viscose, 48% coton

190F

Les zommes, c'est toujours la même chose : à peine ils mettent les pieds chez vous qu'on dirait qu'ils s'installent... Tu parles d'un romantisme. Remarquez, ça donne des idées... Quand on s'installe, on monte son ménage... Quand on monte son ménage avec IKEA, on monte des meubles... Et des meubles, ça a des pieds... Des pieds qu'on met sous les tables... Ou les chaises...

Vous suivez ? Tant mieux, parce que chez IKEA il y a plein de tables et de chaises, en bois, en pin, en plaqué, en laqué dans tous les styles.
Des tables à des prix si petits qu'ils vous font disparaître sous la table, justement. Et des chaises tellement pas chères qu'elles vous donnent envie de devenir un maître du barreau. Quand on dit chez

IKEA que monter un meuble ça descend son prix... Tout ça n'est peut-être pas très romantique, c'est vrai... Mais qu'est-ce que c'est pratique... N'est-ce pas les zommes ?...



Ils sont fous ces Suédois

Pris valables jusqu'au dimanche 16 novembre 86, dans la limite des stocks disponibles.

IKEA PARIS NORD II : ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - MAR. 11-20 H - MER. JEU. VEN. 11-22 H - SAM. ET DIM. 10-20 H - FERME LE LUNDI ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

IKEA EVRY LISSES : ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.65.65 - LUN. MAR. MER. VEN. 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. 10-20 H - DIM. 10-19 H ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

IKEA LYON : CITÉ CIAL DU GRAND VIRE VAULX EN VELIN TEL. 78.79.23.26 - **IKEA VITROLLES** : RN 13 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

سكانة الجزائر

Economie

... Le Monde • Vendredi 7 novembre 1986 31

Les procédures de licenciement économique

Tollé syndical et patronal autour du projet de réforme des prud'hommes

En faisant présenter au conseil supérieur de la prud'homie (1), le 4 novembre, son avant-projet de loi réformant les conseils de prud'hommes, dans le cadre du second texte en préparation sur les procédures de licenciement, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, a déclenché un beau tollé. A l'exception de la CFDT, qui a émis un avis favorable sur le principe de la création d'une « formation spécialisée » pour les licenciements économiques, tous les autres partenaires sociaux, du CNPF à la FNSEA en passant par la CGC et la CFTC (avec des nuances) ont exprimé une opinion « défavorable ». Le tir contre le projet gouvernemental a été nourri :

Jusqu'à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, les conseils de prud'hommes n'étaient pas incompétents sur l'application du motif économique et du respect des procédures, mais en cas de contestation de la décision de l'administration du travail, ils devaient surseoir à statuer jusqu'à ce que la juridiction administrative ait émis sa position. La suppression de l'autorisation administrative fait disparaître ce cas de figure, mais les conseils de prud'hommes risquent d'être engorgés encore davantage par les recours des salariés. (2). C'est pour « accélérer la procédure de jugement des licenciements économiques », que M. Séguin a conçu, en liaison avec la garde des sceaux, un court avant-projet de loi permettant de faire entrer la réforme en vigueur « dans les trois mois ».

Pour l'essentiel, le projet de M. Séguin prévoit que « les contestations portant sur la réalité du motif économique invoqué à l'appui d'un licenciement relèvent de la compétence exclusive de la formation spécialisée » qui devra « être saisie dans un délai de quatre mois à compter de la date de présentation de la lettre de licenciement économique ». Au-delà de quatre mois, la contestation du motif économique ne sera plus possible. Un projet à première vue cohérent avec l'intention louable d'éviter un embouteillage supplémentaire des prud'hommes. Mais ce n'est pas aussi simple.

A l'heure actuelle, chaque conseil de prud'hommes est subdivisé en cinq sections, dont quatre (industrie, commerce et services, agriculture, activités diverses) en fonction de l'activité principale de l'employeur et une (encadrement), en fonction du statut professionnel du salarié. Chaque section est composée de huit conseillers (quatre employeurs et quatre salariés), deux conseillers employeurs et deux conseillers salariés siégeant au bureau de jugement. Chaque conseil est, par ailleurs, chargé de créer un « référent prud'homal », ayant la possibilité d'ordonner des mesures « chaque fois qu'il y a urgence ».

Dans les projets de M. Séguin, le caractère réel et sérieux du motif de licenciement économique sera apprécié non plus par la section commerce et services pour les salariés employés dans les banques ou

par la section encadrement pour les cadres (ainsi « jugés par leurs pairs »), mais par cette formation spécialisée. Composée aussi de huit membres (dont quatre pour le bureau de jugement), désignés par l'assemblée générale des prud'hommes, le président du conseil pourra procéder à une nouvelle répartition en fonction de la charge de travail des conseillers, cette formation statuera « d'urgence », selon des conditions qui doivent être précisées par un décret. La conséquence immédiate est la mise à mal du principe de base des prud'hommes, selon lequel ils ne jugent qu'à défaut de conciliation. Pour les licenciements économiques, la conciliation est supprimée, ce qui est vivement contesté par les partenaires sociaux, du CNPF à la CGT, puisqu'il ne sera plus possible de décaler dans un licenciement économique ce qui relève effectivement d'un motif économique et ce qui découle d'un ressentiment individuel contre le salarié.

Le 4 novembre, le conseil supérieur de la prud'homie a été l'occasion pour les partenaires sociaux - CFDT exceptée - de se déchainer contre ce texte. « C'est à été sanglant », commente l'un d'eux. Les critiques ont été aussi bien globales qu'à cas par cas. Un, le monde patronal (CNPF, CGPME,

FNSEA, artisans de l'UPA et entreprises publiques) a dénoncé un « texte inutile et ambigu », jugeant qu'il n'était pas nécessaire de « créer une formation ad hoc ». M. Lalonde pour FO a plaidé dans le même sens en se prononçant pour « l'utilisation des dispositions existantes » avec un « renforcement des moyens dont doivent disposer les conseils de prud'hommes ».

Les adversaires du texte voient dans la création d'une formation spécialisée une négation du principe du rattachement professionnel aux sections. De plus, dans l'idée du ministre, s'il y a contestation du motif économique, la formation spécialisée devra examiner, en même temps, des motifs « secondaires » (paiement des salaires, indemnités de préavis, de licenciement, de congés payés, etc.). Les partenaires sociaux voient dans cette disposition les germes d'un « dépeçage » des autres sections - avec le risque à terme de conseils de prud'hommes sans sections professionnelles - et d'une inégalité entre les conseillers. Pourquoi favoriser ce thème de litige, soulignent certains syndicalistes, alors qu'en dehors des licenciements économiques, il en existe d'autres tout aussi importants ? Ne risque-t-on pas, ajoutent-ils, en cas d'afflux de demandes, d'assister à un « engorgement » de la formation spécialisée ?

Autre critique : le délai de quatre mois laissé au salarié (mis en relation avec la prescription de trente ans du droit commun et celle de cinq ans pour les litiges sur les salaires). Dans cette hypothèse, si un salarié dont le poste a été supprimé dans le cadre d'un licenciement économique s'aperçoit au début du cinquième mois qu'il a été remplacé, il n'aura plus de recours... La CFDT a proposé de porter un tel délai à deux ans. Mais c'est désormais sur le fond du projet que M. Séguin doit trancher : soit il tient compte des avis des partenaires sociaux et il abandonne ou modifie profondément sa réforme ; soit il la présente, comme prévu à la fin novembre, en ne l'amendant que partiellement, et il court le risque de tenir pour négligeable le rôle du conseil de la prud'homie.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Mis en place le 12 mars 1985, le conseil supérieur de la prud'homie, organisme consultatif, est composé de neuf représentants des syndicats, neuf représentants du patronat et cinq représentants de l'Etat. Il est présidé par le professeur Dapremont.
(2) Depuis la loi du 3 juillet surprenant le contrôle du motif économique du licenciement, il n'y aurait pratiquement pas de contestations sur les licenciements économiques au conseil de prud'hommes de Paris.

Les syndicats agricoles minoritaires sont privés de subventions

L'Association nationale pour le développement agricole (ANDA) a décidé le 30 octobre dernier de supprimer les subventions qu'elle accordait aux syndicats agricoles minoritaires.

Ces quatre syndicats (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP), la Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP), le Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF), et la Fédération française de l'agriculture (FFA) ont totalisé 35 % des voix lors des dernières élections aux chambres d'agriculture en janvier 1983. L'ANDA est une organisation dont le conseil d'administration est composé paritaire de représentants des organisations agricoles traditionnelles (FNSEA, CNJA, AFCA et CNMCCA) et de représentants des ministères de l'Agriculture et des Finances. Elle oriente la politique de développement (vulgarisation, actions techniques) et finance les organisations chargées de la formation des agriculteurs. L'ANDA est alimentée par le Fonds national de développement agricole (FNDA) qui est lui-même principalement alimenté par des taxes parafiscales sur les principaux produits de l'agriculture, et donc payées par l'ensemble des agriculteurs.

Les syndicats minoritaires ont en accès à ce financement en 1982, après que M^{me} Cresson eût reconnu leur existence. Aujourd'hui M. Guillaume, ministre de l'Agriculture et ancien président de la FNSEA, impose la suppression de ces subventions. Celles-ci s'élevaient à 3 millions de francs sur un budget total de 800 millions de francs selon la FNSEA, qui fait remarquer que « ses actions de développement n'ont fait l'objet d'aucune vérification de la part de l'ANDA ». Selon la FFA, les fonds fournis par l'ANDA à la FNSEA s'élevaient à 4 millions de francs, et au CNJA à 8 millions de francs.

Pour leur part, la FNSP et la CNSTP ont déclaré : « On nous reproche de financer nos organisations nationales avec ces fonds, mais c'est exactement ce que font la FNSEA et le CNJA qui drainent en outre des financements supplémentaires de l'ANDA pour leurs organisations techniques ». La CNSTP ajoute que cette suppression intervient alors que ses idées n'ont jamais été prises en compte : par M. Michel Cointat, ancien ministre de l'Agriculture sur la production laitière ; par M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, sur la lutte contre les incendies de forêt, et par M. François Guillaume lui-même sur la perception des cotisations sociales.

Par la voix de son secrétaire général adjoint chargé de l'Agriculture, M. Bernard Thureau, le PS a dénoncé, le 5 novembre, l'attitude « sectaire » de M. Guillaume. « Déjà lorsqu'il présidait la FNSEA, François Guillaume s'appliquait à exclure de fait ceux qui ne pensaient pas comme sa majorité », a déclaré M. Thureau, qui poursuivait : « La grande majorité des paysans français en général se sont pourtant montrés favorables au pluralisme syndical. (...) Même dans les rangs de la FNSEA et du CNJA, de nombreux adhérents qui voient leur organisation redevenir le « syndicat du pouvoir » ne peuvent admettre cette politique de « Guillaume le sectaire ». Le porte-parole des Verts, M. Didier Anger, déclare de son côté : « M. Guillaume ne tolère plus qu'un seul syndicat : le sien ».

Formation professionnelle

M. Philippe Séguin répond à M. Jean-Pierre Soisson

« On ne saurait évoquer sérieusement les abandons par l'Etat des actions d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté », a déclaré M. Philippe Séguin, le 5 novembre. Le ministre des affaires sociales et de l'emploi tenait ainsi à répondre à l'une des critiques de la politique menée pour la formation professionnelle que M. Jean-Pierre Soisson, député UDF de l'Yonne et président du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, avait formulées dans un point de vue publié dans nos colonnes (le Monde du 6 novembre).

Dans sa mise au point, M. Philippe Séguin rappelle l'importance, maintenant des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), qui « sont aussi des outils d'insertion ». Les missions locales, précise-t-il, « trouveront une activité nouvelle dans le soutien au développement des services de proximité ». Enfin, le ministre assure que « les jeunes qui sortent des stages agréés ou conventionnés par les régions bénéficient des mêmes exonérations que ceux qui sortent des stages d'Etat ».

Après un accord avec la régie Renault

M. Gabarrou cesse sa grève de la faim

Selon la CGT, la direction de la régie Renault aurait annulé, le 5 novembre au soir, la procédure de licenciement envers M. Laurent Gabarrou, qui a cessé immédiatement sa grève de la faim. Un constat de fin de discussion entre les deux parties, précisait-il, qu'un stage d'insertion en un an lui sera proposé et un emploi réservé au sein de l'entreprise.

M. Laurent Gabarrou est en cadre qui observait une grève de la faim depuis le 22 octobre (le Monde du 4 novembre) pour protester contre les conditions de son licenciement. En septembre dernier, il avait été mis en congé de convention, après qu'on lui eût proposé une allocation de reconversion et même une « aide au retour ».

La CGT, qui a toujours soutenu l'action de M. Gabarrou, se félicite, dans un communiqué, d'avoir obtenu « une victoire porteur d'avenir pour tous les travailleurs d'avenir ». M. Gabarrou, pour sa part, a souligné : « La victoire que je viens d'obtenir m'a coûté bien des souffrances, mais combien de sympathies ».

Selon la direction de la Régie, l'accord intervenu ne fait que reprendre une proposition qui avait été faite depuis le début de la semaine. Pendant une année, M. Gabarrou sera détaché dans un organisme de recherche associé à l'entreprise et « dans la mouvance du CNRS ». Il appartiendra à M. Gabarrou, au terme de cette période, de choisir son orientation en fonction des possibilités qu'il pourra être amené à examiner. En aucune manière, ajoute la direction, ce cadre n'a fait l'objet d'une procédure de licenciement.

COMMERCE EXTERIEUR

Hors énergie, la situation de la France est bien moins bonne en 1986 qu'en 1985

Les résultats du commerce extérieur de la France, sur les neuf premiers mois de 1986 comparés aux neuf premiers mois de 1985 ne laissent pas d'inquiéter. Si le solde total s'améliore de plus de 21 milliards de francs, cette amélioration ne fait dans des conditions insatisfaisantes pour l'économie française. D'une année sur l'autre, le solde des produits manufacturés s'effondre de plus de moitié avec une perte de 10 milliards de francs sur les biens d'équipement professionnels, qui comprennent le matériel militaire. Hors matériel militaire, ce poste ne dégage plus qu'un excédent de 0,5 milliard de francs en moyenne mensuelle sur les trois premiers trimestres, contre 2,2 milliards pour la même période de 1985.

L'accroissement du déficit en biens d'équipement des ménages et en biens de consommation courante accentue un phénomène qui incite à se demander si l'on ne se trouve pas actuellement dans une situation analogue à celle de 1982 : relance de la consommation en France dans un contexte de demande mondiale ralentie.

Sur la période considérée, la France a maintenu ses importations et légèrement augmenté ses exportations vers les pays de la CEE.

Cependant, en ce qui concerne l'Allemagne fédérale, la progression des importations (+ 8 %) est bien supérieure à celle des exportations (+ 2,5 %), ce qui s'explique par la relance de la consommation en France. Le recul des échanges avec les pays de l'OEPE et avec les pays en voie de développement est particulièrement frappant. C'est avec ces pays que la France réalisait ses excé-

dents de produits industriels. La chute des revenus des pays producteurs de pétrole et l'endettement des pays pauvres ont évidemment fait reculer leur demande.

Tenant compte des aléas conjoncturels, l'INSEE, dans sa dernière note de conjoncture, prévoit un léger redressement du solde industriel au cours des trois derniers mois de l'année, mais n'en annonce pas moins un excédent commercial cinq fois moindre que celui qu'elle espérait au début de l'année.

FRANÇOIS SIMON.

SOLDE DES ECHANGES COMMERCIAUX SUR LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNEE

CAF-FAB (1) en milliards de francs (2) corrigé des variations saisonnières

	Neuf premiers mois 1985	Neuf premiers mois 1986
Tous produits	- 48	- 26,4
Produits agricoles et agro-alimentaires	+ 28,7	+ 21
Produits énergétiques	- 138,2	- 76,2
Produits manufacturés	+ 63,3	+ 23,5
Biens intermédiaires	+ 8,7	- 5,4
Equipements professionnels (2)	+ 42	+ 33
Equipement des ménages	- 6	- 9,3
Automobile et autre matériel de transport	+ 22,8	+ 21,6
Biens de consommation courante	+ 3,9	+ 2,4
Divers	+ 21,9	+ 25,5

(1) CAF : coût assurance fret. FAB : franco à bord.
(2) Y compris le matériel militaire.

SOLDE DES ECHANGES PAR PAYS SUR LES NEUF PREMIERS MOIS DE L'ANNEE

(en milliards de francs corrigé des variations saisonnières)

	Neuf premiers mois 1985	Neuf premiers mois 1986	Variation
IMPORTATIONS			
CEE	402	399,6	+ 0,5 %
RFA	119,2	128,8	+ 8 %
OCDE hors CEE	138,6	132,9	- 4,1 %
Pays de l'Est	28,2	27	- 4,2 %
OEPE	67,2	43,2	- 35,7 %
Quart-monde	85,2	71,1	- 16,5 %
EXPORTATIONS			
CEE	347,4	354,6	+ 2 %
RFA	97	99,5	+ 2,5 %
OCDE hors CEE	134,8	128,6	- 4,7 %
Pays de l'Est	28,2	27	- 4,2 %
OEPE	47,4	36,6	- 22,7 %
Quart-monde	99	89,1	- 10 %

Source INSEE

Un actionnaire de l'Etat démis de son mandat chez Dassault-Breguet

M. François Diaz a été démis de ses fonctions d'actionnaire représentant l'Etat au conseil d'administration du groupe aéronautique Dassault-Breguet, par décret du ministre de la défense, M. André Girard, en Journal officiel du mercredi 5 novembre. Il est remplacé par M. Jean Blanchard, ancien délégué ministériel pour l'armement, pour la durée du mandat restant à couvrir (nos dernières éditions datées 6 novembre).

Ingénieur-conseil et gérant d'une société à Villeurbanne, M. Diaz avait été nommé actionnaire représentant l'Etat chez Dassault-Breguet par décret du 4 juillet 1985 signé du ministre de la défense de l'époque, M. Charles Hernu. Il était l'un des six représentants de l'Etat au conseil d'administration où divers ministères (finances, industrie et défense) déléguent leurs mandats.

Lors du conseil d'administration, le mercredi 29 octobre, qui a porté M. Serge Dassault aux fonctions de président-directeur général des Avions Marcel-Dassault-Breguet.

Aviation contre le gré de l'administration de tutelle, le ministre de la défense, il semble que M. Diaz n'ait pas suivi la consigne d'abstention donnée par M. Girard aux représentants de l'Etat. Bien que le vote ait été secret à ce conseil d'administration, il apparaît aujourd'hui que M. Diaz a voté pour l'élection de M. Dassault.

• Echec des actions syndicales chez Michelin. - Les actions organisées le mardi 4 novembre dans les usines Michelin par les syndicats CFDT, CFTC et FO, d'une part, et CGT, d'autre part, pour protester contre l'annonce de la suppression de 2 222 emplois d'ici la fin 1987, ont échoué. A Clermont-Ferrand, les meetings n'ont regroupé qu'environ 200 personnes pour la CFDT, la CFTC et FO. Les actions de travail, ont, selon la direction, « très peu affecté la production ».

QUAND L'ORDRE MORAL SE REVELE SANS MORALE...

GLOBE le mensuel.

Pasqua, sida-parano, Fig-Mag côté hard, Madonna, Geldof, nouveaux beaufs, côté soft...

L'ordre moral version 86 a deux visages. GLOBE les démasque dans son numéro de novembre.

MARCHÉ

AU BON

NF SERIES BAYLONE
PARKING**-20%**
SUR LES MOQUETTES
EN PURE LAINE WOOLMARK
DU 3 AU 29 NOV.LA
MOQUETTE
PURE LAINE
C'EST
RIVE GAUCHE

La moquette en pure laine vierge a la solidité de ses origines. Sa beauté exige peu de soins, son silence est d'or, ses tons infinis. Née frisée, la laine conserve son gonflant très longtemps, son confort est unique. La moquette au Bon Marché: 1000 couleurs, 1000 références. Pose assurée par son service après-vente. 2^e étage du magasin.

Ex.: moquette "Barylone" pure laine Woolmark (en stock) en 4 m, le m² 218 F - 174,40 F.



WOOLMARK. LA BEAUTÉ QUI DURE.

Informed opinions to form opinion.

Your weekly view from London of World Affairs, Finance, Science.

Economie

En Allemagne fédérale

La Confédération des syndicats
cède la majorité du capital de sa banqueBONN
de notre correspondant

« Il n'y a pas de vaches sacrées. (...) Ce qui était bien dans les années 50 ne l'est plus forcément aujourd'hui », avait prophétisé M. Franz Steinbüchel, il y a dix jours au congrès d'IG Metall à Hambourg. Le nouveau patron des métaux ouest-allemands savait apparemment de quoi il parlait. Les rumeurs faisant état depuis quelques mois de l'intention des syndicats de restructurer leur empire financier pour passer les pleines de l'effondrement de la Neue Heimat viennent d'être confirmées par l'annonce de la cession prochaine de la majorité du capital de la Bank für Gemeinwirtschaft au groupe d'assurances Aachener und Münchener. Cette décision a été entérinée, le 5 novembre, par la direction de la Confédération des syndicats allemands (DGB).

Du haut de son gratte-ciel de Francfort, au cœur de la « City » ouest-allemande, la BFG symbolisait jusqu'à présent toute la fierté et l'arrogance du syndicalisme d'outre-Rhin. Avec un bilan de 64 milliards de deutschemarks et 8 800 salariés, elle figure au treizième rang des banques allemandes. Malgré un passage difficile ces dernières années en raison de ses engagements trop importants en Pologne et dans les pays de l'Est, la BFG était une marée envahissante. Mais ses dirigeants ne cachent pas qu'il allait falloir

lui insuffler de nouveaux capitaux pour financer le développement de ses activités et donc chercher des partenaires à l'extérieur. Echaudés par leurs tentatives de sauvetage de la Neue Heimat, qui leur a coûté plus de 1,5 milliard de deutschemarks avant même de songer à s'en débarrasser, les syndicats ne sont plus prêts, cette fois, à se lancer dans de nouvelles aventures.

Le Betätigungsgesellschaft für Gemeinwirtschaft AG, holding financier créé dans les années 70 pour regrouper sous un toit les entreprises et les participations financières détenues par les syndicats, a été contraint par les événements de changer son fusil d'épaule. La vente surprise à un homme d'affaires inconnu de Berlin-Ouest, M. Schieser, pour 1 deutschemark symbolique, de ce qui restait de l'empire immobilier des syndicats, la Neue Heimat, grevé de 17 milliards de dette, a suscité un tollé général sans toutefois résoudre tous ses problèmes.

La vente de 51 % au moins des parts de Bank für Gemeinwirtschaft, qui pourrait être conclue dès la fin de cette semaine, pourrait rapporter de l'ordre de 2 milliards de deutschemarks. De quoi faire face à ses besoins de liquidité pour apurer définitivement l'affaire Neue Heimat et redéployer éventuellement ses activités vers d'autres secteurs.

Est-ce la fin d'une certaine idée que les syndicats se faisaient de leur

rôle dans l'économie mutualiste ? Oui et non. Cette idée était depuis déjà longtemps devenue un mythe, une simple survivance des coopératives ouvrières de l'entre-deux-guerres. Sur l'héritage épars recouvert après la guerre, le nouveau syndicalisme allemand a très vite cherché à construire un empire financier dont l'objectif était avant tout de servir à consolider sa puissance montante.

L'évolution de la Neue Heimat, constituée à partir d'une multitude de petites sociétés immobilières détenues par les divers syndicats de branche, est à cet égard significative. Créée au départ pour fournir des logements bon marché aux plus défavorisés, elle a effectivement joué un rôle important dans la période difficile de l'immédiat après-guerre, construisant plus d'un million de logements. Emportée par son poids, cédant à la fofie de la spéculation des années 70, elle est finalement devenue le premier groupe immobilier européen avant de sombrer lamentablement pour avoir mécominé le retournement du marché, faisant trembler dans sa chute tout l'édifice financier des syndicats.

Il reste maintenant aux dirigeants du DGB à réorienter leurs activités sur des bases saines. Les liquidités obtenues devraient notamment permettre de nouveaux investissements dans des secteurs porteurs (nouvelles médias et technologies du futur).

HENRI DE BRESSON.

TRANSPORTS

La crise de la construction navale

La Commission de Bruxelles élabore
un « code des aides publiques »BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les aides d'Etat à la construction navale dans la CEE ne devront pas dépasser, à compter de l'année prochaine, 26 % des coûts de production d'un navire. Tel est le taux proposé le 5 novembre par la Commission européenne aux gouvernements des Etats membres pour mettre en œuvre la politique de rigueur qu'elle entend conduire pour les cinq prochaines années.

Bruxelles précise ainsi les termes de sa communication aux Douze, en juillet dernier, dans laquelle la Commission demandait aux capitales européennes d'octroyer des subventions aux seuls chantiers susceptibles d'être compétitifs, au terme de la période quinquennale vide, par rapport aux concurrents japonais et sud-coréens. Ce soutien, ajoutait Bruxelles, ne devrait en outre concerner que les navires « sophisti-

qués », c'est-à-dire comportant une bonne part de technologie nouvelle.

Jusqu'ici, la Commission s'est plutôt montrée laxiste en raison notamment des conséquences sociales des opérations de réduction de capacité, de sorte qu'elle a souvent fermé les yeux sur les subventions octroyées de manière plus ou moins occulte par les autorités nationales ou régionales.

Aujourd'hui, la situation est différente. La détermination, partagée par beaucoup d'Etats membres, d'assainir réellement le secteur conduit les responsables communautaires à élaborer un « code des aides » digne de ce nom. Reste à savoir si les Douze sont prêts à prendre un engagement aussi précis, alors qu'en France, par exemple, les subventions ont atteint dans certains cas 35 %, voire plus, du prix de la construction. Les ministères de l'Industrie des Douze devraient donner leurs premières réactions le 18 novembre à Bruxelles, à l'occasion de leur prochaine rencontre.

MARCEL SCOTTO.

Très importante commande
pour la firme aéronautique Fokker

Amsterdam. — Un contrat d'une valeur de 2 milliards de dollars portant sur la vente de 100 Fokker-F-100 (40 commandes fermes et 60 en option) a été signé mercredi 5 novembre à Amsterdam entre le constructeur aéronautique néerlandais et un nouveau groupe, le GPA Fokker-100 Limited.

Le contrat, « le plus important jamais conclu par Fokker », selon un porte-parole néerlandais, a été signé par les responsables du groupe GPA Fokker-100 Limited, dont la création a été annoncée le même jour à

Amsterdam, peu avant la signature du document.

Ce groupe réunit GPA Groupe Limited de Shannon en Irlande, la compagnie Fokker, la Mitsubishi Trust and Banking Corporation et la Mitsubishi Corporation du Japon. Il a été créé pour commercialiser l'appareil Fokker-100 dans le monde selon la formule du leasing. Le F-100 est un bimoteur, à court et moyen rayon d'action, d'une capacité de 107 sièges. Les 40 appareils commandés ferme seront livrés entre 1988 et 1991. — (AFP.)

Le gouvernement
israélien
veut vendre El AlJÉRUSALEM
de notre correspondant

El Al est à vendre. M. Haïm Cori, ministre israélien des transports, a confirmé, mardi 4 novembre, l'information dévoilée par le quotidien Haaretz. Depuis des mois, la compagnie aérienne nationale est l'objet d'une négociation entre son propriétaire — l'Etat hébreu — et un groupe d'investisseurs juifs américains et canadiens. Ces tractations semblent pour l'instant en panne, car les deux partenaires ne s'accordent pas sur le prix de vente : Israël demande 800 millions de dollars ; ses interlocuteurs offrent seulement 300 millions et l'apurement des dettes.

Prototypé de la société d'Etat déficitaire car mal gérée, El Al a vécu longtemps au-dessus de ses moyens, accumulant les pertes, notamment entre 1978 et 1983. En acceptant, sous la pression du parti religieux orthodoxe Agoudat Israël de cloquer les avions au sol pendant le repos sabbatique et les fêtes juives, le gouvernement Begin n'avait fait qu'alourdir le fardeau financier de la compagnie de 30 millions de dollars par an.

Un bon taux
de remplissage

Techniquement en état de cessation de paiement, El Al est géré depuis plusieurs années par un administrateur judiciaire. Cette mesure permet à la direction de repousser les revendications salariales de ses employés, souvent excessives, compte tenu du contexte israélien. Il s'ensuit une gestion plus rigoureuse : réduction du personnel qui passe de six mille personnes à quatre mille aujourd'hui, allongement de l'horaire de travail, modernisation de la flotte avec l'achat de Boeing 767. Cette reprise en main et la chute spectaculaire des tarifs pétroliers permettent à El Al de dégager de nouveau un léger profit en 1984.

En outre, grâce à son excellente réputation — justifiée — en matière de sécurité, El Al jouit à l'heure du terrorisme anti-aérien d'un fort taux moyen de remplissage (78 %). Le fait que le gouvernement israélien se soit résolu à vendre El Al, après avoir eu longtemps cette idée, n'est pas dû au hasard. En Israël, les partisans d'une privatisation de l'économie ont actuellement le vent en poupe.

J.-P. L.

Vie d'Als-en-Provence - Direction générale des services techniques, services des marchés
APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC VARIANTES

TRANSPORT DE LA BIBLIOTHÈQUE MÉJANES
DANS LES LOCAUX DE L'ANCIENNE MANUFACTURE D'ALLUMETTES
Lot n° 10 - Four pièces

Le maire de la ville d'Als-en-Provence fait connaître qu'il lance un appel d'offres ouvert en vue de la réalisation de faux plafonds de différentes natures pour une superficie de 5 500 m² environ.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de l'opération « Transport de la bibliothèque Méjanes » dans les locaux de l'ancienne manufacture d'allumettes, dont le délai global de réalisation est de deux ans.

Tout candidat désireux de soumettre une partie de ces travaux devra le préciser dans son offre.

Le dossier technique relatif à ce lot est à retirer en mairie - Direction générale des services techniques - Service des marchés - 12, rue Pierre-et-Marie-Curie - 13616 Als-en-Provence - Tél. : 42-23-47-36, poste 604.

Un dossier complet de l'ensemble de l'opération est mis à la disposition des entreprises qui soumettent les candidatures, à l'adresse précitée.

Pour tous renseignements techniques complémentaires, s'adresser à :

- Mme GOSMINI, architecte, 24, rue Emile-Duployer, 13007 Marseille - Tél. : 91-31-27-98 ;

- M. DESLANDES, architecte, 36, rue Emile-Landry, 92100 Boulogne - Tél. : 16 (0) 42-25-15-01 ;

- M. GARDINO, ingénieur subviseur, mairie d'Als-en-Provence - Service des bâtiments communaux ; tél. : 42-23-47-36, poste 644.

Les entreprises qui soumettent leur offre à cette consultation sont invitées à faire parvenir leurs offres de prix accompagnées des justifications relatives à leur capacité, références professionnelles, attestations d'assurance et de la déclaration sur l'honneur conforme à l'arrêté du 18 février 1982, à l'adresse suivante : Monsieur le Maire - Direction générale des services techniques - Service des marchés - 12, rue Pierre-et-Marie-Curie - 13616 ALS-EN-PROVENCE - CEDEX.

(L'offre est valable 12 mois à compter de la date de signature.)
Date d'envoi à la publication : 30 octobre 1986.

هكنا من العمل

Economie

Le commerce finno-soviétique

La chute des prix du pétrole pose de sérieux problèmes à la Finlande

Le premier round des négociations finno-soviétiques sur l'évolution du commerce bilatéral en 1987 s'est achevé le vendredi 31 octobre à Helsinki. Ces échanges ont été marqués par un système de compensation clearing, et les entretiens ont porté sur les moyens de rééquilibrer la balance, qui penche actuellement en faveur des Finlandais. Ceux-ci

s'efforcent d'augmenter leurs importations d'URSS, mais ils seront sans doute obligés de réduire leurs exportations, ce qui risque d'entraîner des fermetures d'entreprises et une recrudescence du chômage. Après de nouveaux pourparlers ce mois-ci, l'accord final entre les deux pays sera officiellement signé à Moscou en décembre.

HELSINKI
de notre envoyé spécial

Bien sûr, les Finlandais ne sont pas mécontents de la chute des prix du pétrole, qui a eu des effets positifs sur la croissance et l'économie nationale en général. Mais, dans le même temps, le baril à moins de 15 dollars leur donne des soucis à propos du commerce avec l'Union soviétique. La Finlande importe en effet la quasi-totalité de ses besoins en brut d'URSS et règle la facture non pas en devises convertibles, mais sous forme de livraisons de produits industriels et de biens de consommation. Ce système de clearing, qui est défini dans le cadre d'accords-cadres quinquennaux, a longtemps été un avantage pour les entreprises finlandaises qui ont pu développer leurs exportations vers l'Est, au fur et à mesure du renchérissement du pétrole, et compenser ainsi la stagnation des marchés occidentaux.

A l'heure actuelle, ces « ventes » à l'URSS représentent moins de 19 % du montant total des exportations contre 26 % en 1983. Selon la Confédération des industries (TKL) à Helsinki, cette part « soviétique » du commerce extérieur n'aurait jamais atteint de telles proportions s'il n'y avait pas eu deux choses pétrolières : « Ce n'était pas sans, il est préférable de ne pas mettre tous les œufs dans le même panier. Cela dit, la plupart des entreprises ont tiré des bénéfices de ce système de compensation ».

Un excédent de taille

Avec l'effondrement des tarifs du brut, depuis bientôt un an, les choses ont pris brusquement une tournure défavorable. Les importations de pétrole soviétique ont considérablement chuté en valeur et le clearing supposant l'équilibre des échanges sur une période de cinq ans, la Finlande doit soit importer davantage d'URSS, soit réduire ses exportations.

Pour 1986, le surplus d'Helsinki est évalué entre 500 millions et 600 millions de roubles, soit quelque 5 milliards de francs (soit 7 milliards de francs), et il va s'accroître l'année prochaine si aucune mesure n'est prise. Les

accords bilatéraux, qui couvrent 1986-1990, avaient été conclus fin 1984 sur la base d'un prix du pétrole voisin de 28 dollars le baril. Ils devaient donc être rapidement « réajustés » pour 1986 et 1987.

L'excédent de la Finlande, dans les relations bilatérales, est de taille : il correspond à près du quart des exportations de ce pays vers l'URSS. « Même si les quelques cinq millions de Finlandais décidaient, bizarrement, du jour au lendemain, de tous rouler en Lada, la balance serait loin d'être rétablie », dit-on à Helsinki.

Il est clair que les spécialistes commerciaux et industriels finlandais ne sont effrayés, ces dernières années, d'acheter à l'Union soviétique d'autres produits que du pétrole. Les hydrocarbures ne représentent plus aujourd'hui que 75 % des importations, contre plus de 90 % il y a dix ou quinze ans. Machines, bois, métaux, produits pétrochimiques, énergie, matières premières et marchandises diverses constituent à présent un quart des achats finlandais.

Mais il est extrêmement difficile d'augmenter encore ce pourcentage, pour diverses raisons : qualité douteuse des produits, délais de livraison incertains, etc. Les Finlandais savent, d'autre part, que les Soviétiques préfèrent vendre leurs biens industriels vraiment performants et compétitifs à la RFA ou à la France par exemple, en devises fortes, plutôt que de les écouler à travers un système de clearing. Il leur est donc difficile de les obtenir.

Pour 1987, une augmentation des importations de matières premières, de charbon (après Tchernobyl), la Finlande a renoncé à la construction d'un cinquième réacteur nucléaire), d'électricité, de produits métallurgiques et pétrochimiques est déjà envisagée. De même que des crédits à Moscou, des opérations de clearing de pétrole soviétique sur le marché international et, à plus long terme peut-être, de la vente de gaz naturel à la Suède. Mais tout cela ne peut que « limiter » le surplus actuel et dans des proportions marginales. Il est évident, pense-t-on au ministère du commerce extérieur à Helsinki, que le problème, compte tenu de la persistance du bas niveau des prix du pétrole, est maintenant structurel et que, pour le résoudre, il

n'y a d'autre issue qu'une réduction des exportations finlandaises vers l'URSS. Les experts les plus pessimistes parlent d'une diminution de 30 %.

C'est une perspective, bien entendu, qui n'enchantait personne, d'autant plus que plusieurs branches sont fortement dépendantes de ce commerce bilatéral. C'est le cas de la construction navale, et surtout de la confection et du textile, de l'agriculture et de l'industrie de la chaussure, qui vendent environ 50 % de leur production aux Soviétiques. Dans ces secteurs, certaines entreprises n'existeraient probablement pas sans le commerce particulier bilatéral, et quelques-unes ont d'ailleurs déjà fait faillite.

Un client très compétent

Le « client », souligne-t-on, est très compétent : « Il est parfaitement au courant des prix internationaux et ne nous fait pas de faveur ; mais, lorsqu'il passe une commande de chaussures, celle-ci peut représenter la production annuelle d'une petite entreprise, donc la sécurité... ».

D'ores et déjà, le gouvernement prévoit une recrudescence du chômage au début de 1987. Les négociations bilatérales qui se sont tenues à Helsinki à la fin du mois d'octobre, pour fixer les modalités de rééquilibrage des échanges, aboutiront avant longtemps. « Mais ces difficultés ne sont pas forcément mauvaises », dit-on dans les milieux d'affaires.

Selon M. Berni-Olof Johansson, directeur de la Confédération des industries finlandaises, « elles peuvent nous ouvrir les yeux et entraîner des restructurations qui s'imposent, car, indépendamment du commerce avec l'Est, nous devons nous spécialiser, trouver des créneaux et mettre l'accent sur les marchés occidentaux de la CEE et de l'AELE qui absorbent les deux tiers de nos exportations. Le clearing est un bon système, qui doit être maintenu aussi longtemps que possible, mais il ne faut pas en exagérer l'importance. Il a ses limites. C'est la mouche contre l'éléphant : d'un côté cinq millions de Finlandais et, de l'autre, deux cent cinquante millions de Soviétiques ».

Les Finlandais connaissent bien les Soviétiques, mais ils semblent se poser des questions sur les conséquences éventuelles de la nouvelle politique commerciale, plus pragmatique, annoncée par M. Gorbatchev. Jusqu'à présent, ils n'ont observé aucun changement, mais les futurs négociateurs s'accorderont-ils autant d'intérêt que par le passé à ces échanges particuliers avec la Finlande ? De plus en plus, les Nordiques semblent vouloir compléter le clearing par des accords de joint-ventures avec l'URSS et développer un système de commerce ordinaire en devises convertibles.

ALAIN DEBOVE.

Une visite du CNPF à Tananarive

Les patrons français demeurent sceptiques devant les promesses de libéralisation de l'économie malgache

TANANARIVE
de notre envoyé spécial

Un « nouveau départ » dans les relations économiques et industrielles entre Madagascar et la France ? Les quelques cinquante patrons français qui ont séjourné pendant une semaine à Tananarive ont, certes, reçu beaucoup d'assurances en ce sens de la part des autorités malgaches. Officiellement, le gouvernement du président Didier Ratsiraka veut favoriser le retour des investisseurs français dans le cadre d'une libéralisation de l'économie malgache. Au sein de la délégation du CNPF qui a regagné Paris dimanche 2 novembre, c'est pourtant le scepticisme qui prévaut. Au-delà des discours, chacun a pu, en effet, mesurer le poids du carcan administratif et politique qui enserme l'économie d'un pays passablement ruiné par dix ans de gestion étatique.

Ce bilan a été présenté, dès leur arrivée, aux patrons français par un organisme indépendant de conseil aux entreprises. Une présentation qui a fait l'effet d'une douche froide : pénurie de devises, suspicion de l'administration vis-à-vis des chefs d'entreprise, ingérence dans la vie des sociétés, poids excessif de la fiscalité, restriction à l'embauche des expatriés, impossibilité pour les investisseurs étrangers d'acquiescer des biens fonciers, limitation draconienne pour le rapatriement des bénéfices. Bref, devant ces perspectives peu encourageantes, M. René Lapierre, président de la délégation du CNPF, a tenté de remobiliser ses troupes : « Vous devez vous demander pourquoi nous ne repartons pas tout de suite ? La première réponse est qu'il n'y a pas d'avion ce soir... ».

Ensuite le moment est peut-être venu où une évolution que nous pourrions provoquer peut se produire dans ce pays ».

Les multiples entretiens qui ont réuni les membres du CNPF avec leurs homologues malgaches et les responsables ministériels ont permis l'ébauche d'un dialogue, sans pour autant dissiper une certaine ambiguïté : l'« ouverture » vers les pays occidentaux peinée par le président Ratsiraka, qui en tout état de cause est dictée par la situation économique catastrophique que connaît le pays, est-elle soutenue par une volonté politique réelle ?

Sous tutelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, Madagascar n'a guère le choix des moyens pour continuer à bénéficier du concours des bailleurs de fonds occidentaux. L'appel aux investisseurs privés étrangers, la promulgation d'un nouveau code des investissements réputé « libéral » (qui n'est encore qu'un catalogue dépourvu de mesures d'application), sont autant de gages en ce sens. Ce faisant, le président Ratsiraka prouve ostensiblement que les dix années de « socialisme malgache » issu de la « révolution culturelle » de 1972 ont été, au moins sur le plan économique, un échec. La population avait tiré les mêmes conclusions depuis longtemps. Mais la remise en cause des orientations passées affecte directement le chef de l'Etat.

Ni lui-même ni les cadres du régime, dont beaucoup ont été formés par les Soviétiques, ne se sont convertis miraculeusement au libéralisme. Et à trop vouloir tendre la main à l'Occident, le régime malgache ne risque-t-il pas d'instruire son propre procès ? Cela explique le

climat un peu artificiel qui a prévalu lors du séjour de la délégation du CNPF. Il y a du côté malgache beaucoup de non-dit voire, soupçonner certains, un « double langage ». Ce fut donc pour chacune des deux parties un voyage d'observation, une reconnaissance du terrain pour les patrons français, une occasion pour les patrons malgaches d'exprimer aux leurs doléances.

Les autorités de Tananarive, de leur côté, ont pris conscience de la nécessité d'aller beaucoup plus loin sur la voie de la libéralisation de leur économie si elles veulent attirer des capitaux français. Cette visite n'était pas destinée à conclure des marchés, mais plutôt à nouer des contacts, ce qui a été fait. Pour le reste il faudra beaucoup de temps.

LAURENT ZECCHINI.

**OU BRONZER
CET HIVER
AUX MEILLEURS
PRIX ?
C'EST DANS
GAULT-MILLAU
MAGAZINE
DE NOVEMBRE**

Chez tous les marchands
de journaux

ANKARA: UNE NOUVELLE DECOUVERTE.

Air France, c'est, à partir du 26 octobre une nouvelle destination en Turquie : Ankara ; la prolongation de la ligne Paris-Istanbul. Deux vols par semaine, jeudi et dimanche vous sont proposés en Boeing 727 avec le choix de la Classe Affaires et de la Classe Économique. Paris-Ankara, encore une preuve de la volonté d'Air France d'innover sans cesse afin de mieux répondre aux attentes de ses passagers.



AIR FRANCE INNOVE

La Bourse c'est ma vie

La Bourse sur Minitel.
L'évolution de votre portefeuille personnel
au jour le jour.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE
LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société nationale des télécommunications du Sénégal (Sonatel) lance un appel d'offres international (AOI) pour une extension des équipements téléphoniques des régions de Ziguinchor, Kolda et Tambacounda.

Ce projet sera cofinancé par la BRD, la BGAD, la BEI et la SONATEL. Quel que soit leur pays de provenance, les soumissionnaires devront respecter les normes définies ou acceptées par l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Les équipements, travaux et services objets du présent appel d'offres, seront regroupés en trois parties (A, B et C).

Chaque partie étant composée de un (1) ou plusieurs lots, les adjudications seront faites par lot.

PARTIE A : COMMUTATION.
Elle consistera en la fourniture, l'installation et la mise en service de dix (10) centraux électroniques temporaires capables d'offrir au total 13 500 équipements d'abonnés en phase finale.

PARTIE B : TRANSMISSION.
- Lot 1 : arène hertzienne numérique à 34 MB/S Ziguinchor-Kolda-Tambacounda ;
- Lot 2 : desserte des localités distantes par liaisons hertziennes numériques de petite capacité.

PARTIE C : RÉSEAUX URBAINS.
Elle consistera en la construction de 6 000 paires distribuées dans les localités ci-dessous :
Ziguinchor, Bignona, Tambacounda, Kadiougou, Kolda, Sédhiou, Vélingara.

Les propositions, quel que soit le nombre des lots, seront accompagnées d'une caution provisoire de 15 millions de francs CFA.

Les dossiers peuvent être retirés depuis le 3 novembre 1986 par les entreprises compétentes auprès de :

- la direction générale de la SONATEL - Secrétariat du directeur de l'administration et des finances - 3^e étage - 6, rue Wagane-Diouf, Dakar ;

- SOFRECOM, secrétariat, 6, rue de Berli, 75008 Paris.

Moyennant le versement d'une somme de 150 000 F CFA non remboursables.

Les plis seront déposés devant la commission de réception des offres le 2 mars 1987 à 10 heures précises à la salle de conférences de la direction générale de la SONATEL - 4^e étage - 6, rue Wagane-Diouf, Dakar.

Le directeur général de SONATEL,
ALASSANE DIALY NDIAYE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Sur les neuf premiers mois de l'exercice 1986, le produit opérationnel brut (somme des marges actuelles) est de 256 millions de francs, soit une augmentation de 100 % par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 1985.

Ce résultat est en avance par rapport aux prévisions établies en juillet 1986 et le montant de 300 millions de francs prévu pour l'ensemble de l'exercice devrait être atteint.

Dans ces conditions, le bénéfice net consolidé de l'exercice 1986 devrait se situer dans le haut de la fourchette 110/130 millions de francs prévue en juillet 1986.

Ces résultats ont été obtenus en maintenant la politique habituelle de prudence de la banque à l'égard des risques de fluctuation des taux d'intérêt.

Le personnel du groupe comprenait 144 personnes au 30 septembre 1986, contre 115 personnes au 31 décembre 1985. Cette évolution, ainsi que celle des frais généraux, est conforme aux prévisions.

Conséquence de la croissance de la taille de la banque, deux départements nouveaux vont être créés, le département des services aux entreprises et de la communication et le département de gestion.

Les responsabilités de la direction de l'opérationnel, sous l'autorité de M. Yves Vélho, directeur général adjoint, ainsi que celles de la direction de la logistique, sous l'autorité, depuis le mois d'octobre, de M. Frédéric Courrier, directeur central, restent inchangées.

Dans sa séance du 17 octobre 1986, le conseil d'administration a nommé M. Henri Mérieux, directeur central de la Société générale, comme administrateur de la banque.

CEA-INDUSTRIE

Conseil d'administration du 30 octobre 1986

Le conseil d'administration de CEA-Industrie, réuni le 30 octobre 1986, a examiné les résultats du premier semestre 1986.

Le résultat individuel de la société CEA-Industrie est un bénéfice de 156 millions de francs, à comparer à une perte de 43 millions de francs pour la période correspondante de 1985. Au premier semestre 1985 avaient été constatés des provisions couvrant les risques et charges liés à la reprise de 70 % des intérêts de CISI dans CISI Wharton International BV. Les comptes du premier semestre 1986 enregistrent le produit de la restitution d'impôts attendue au titre de la consolidation fiscale 1985 dans le cadre du régime de bénéfices consolidés.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe CEA-Industrie s'est élevé pour le premier semestre 1986 à 14 377 millions de francs, en augmentation de 6,7 % sur celui de la période correspondante de 1985. La progression est plus particulièrement marquée dans le secteur des centrales et services nucléaires et le secteur biomédical.

Le résultat d'exploitation consolidé est un bénéfice de 1 533 millions de francs au 30 juin 1986, contre 1 812 millions de francs au 30 juin 1985.

Les produits et charges financiers font ressortir un solde négatif de 627 millions de francs, à comparer à un solde négatif de 335 millions de francs au 30 juin 1985. Les produits financiers de 1985 incorporent une quote-part (65 %) du résultat de la société en nom collectif FRAMATOME, élément qui ne se retrouve plus en 1986 à la suite de la transformation de cette société en société anonyme.

Le résultat exceptionnel est un solde négatif de - 65 millions de francs, à comparer à un solde négatif de - 280 millions de francs en 1985. Ce résultat intègre en particulier les charges et produits exceptionnels à la cession de FRAMATOME.

Le résultat net consolidé au premier semestre 1986 est un bénéfice de 796 millions de francs, dont 769 millions de francs pour la part du groupe, contre 744 millions de francs, dont 628 millions de francs pour la part du groupe au premier semestre de 1985.

Les éléments actuellement connus et les prévisions de fin d'année permettent d'escompter tant au niveau social qu'au niveau consolidé une progression des résultats de 1986 par rapport à ceux de 1985.

GENERALI

BILAN CONSOLIDÉ 1985



Sous la présidence de Monsieur Enrico Rundone, Président de la Compagnie, le Conseil Général des Assicurazioni Generali s'est réuni à Venise pour examiner le bilan du Groupe 1985. L'état du patrimoine est le suivant:

ACTIF (en 000 Dollars U.S.) (*)	1985	1984
Immobilisations et entreprises agricoles	2.318.151	2.031.284
Titres à revenu fixe	5.881.600	4.868.856
Actions et participations	842.354	611.005
Prêts	629.846	471.581
Dépôts de réassurance	366.424	310.489
Dépôts bancaires	444.405	444.411
Dépôts et autres actifs	1.402.432	1.255.612
	11.885.212	9.988.238

PASSIF (en 000 Dollars U.S.) (*)	1985	1984
Provisions techniques	9.175.235	7.615.599
Dépôts de réassurance	144.932	139.285
Autres passifs	1.112.650	995.439
Quote-part des tiers	173.790	141.065
Patrimoine net	1.098.320	965.689
Bénéfice de l'exercice	180.285	131.161
	11.885.212	9.988.238

(*) Les montants en Lira italienne de 1985, ainsi que ceux de 1984, ont été convertis en Dollars au taux de change de 31.12.1985.

On a consolidé 46 Compagnies d'Assurances opérant sur une quarantaine de marchés (y compris 6 Sociétés Europ. Assurances, la Société Générale, 19 sociétés italiennes et 3 grecques, dans lesquelles la Société assure directement ou indirectement une participation supérieure à 50%.	Les provisions techniques totales (d'après le bilan U.S. 9.175,2 millions (+20,5%)).	Le total des investissements en Dollars U.S. 10.482,8 millions (+20,5%), dont:
Les exercices présents en bénéfice de Dollars U.S. 180,3 millions (+37,5%).	Italie 22,5 10,3 22,6	Autres pays de la CEE 9,8 8,6 18,4
Les primes brutes en montant à Dollars U.S. 4.288,1 millions (+17,9%), ainsi réparties:	Europe hors Marché Commun 0,5 1,9 2,4	Pays extra-européens 63,2 36,2 100,0
Italie 10,6 20,1 30,7	Le revenu des investissements (d'après le bilan U.S. 954,7 millions (+17%)) dont:	65,5% provenant des titres à revenu fixe, pour 16,3% des titres immobiliers, pour 4,1% des actions et participations, pour 5,3% des dépôts bancaires et pour 8,7% d'autres formes d'investissement.
Autres pays de la CEE 13,0 32,3 45,3	Le patrimoine net en Dollars U.S. 1.258,2 millions, dont 87,6% appartenant au Groupe Generali et 12,4% représentant la quote-part de tiers.	
Europe hors Marché Commun 4,1 15,9 20,0		
Pays extra-européens 0,6 3,4 4,0		
	38,3 71,7 100,0	

Le Groupe Generali, dont la Maison mère Assicurazioni Generali a son Siège à Trieste (Italie), opère en France à travers le Groupe Generali, «Generali France», «La Fédération Continentale», «L'Epargne», «Assurances» et la Société «Europ. Assurances».

Generali assurances depuis 1831

Direction Centrale à Trieste (Italie)

Economie

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Amélioration des résultats de la CGE

Le groupe CGE, qui publie pour la première fois des résultats semestriels consolidés, affiche, pour le premier semestre, un bénéfice net consolidé de 657 millions (contre 1 165 millions pour l'ensemble de l'année 1985). La part du groupe s'élève à 762 millions, contre 761 millions pour la totalité de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires hors taxes pour la même période atteint 35 370 millions de francs (contre 71 942 millions auparavant).

Le résultat net de la Compagnie s'établit à 806,7 millions, contre 141,2 millions pour les six premiers mois de 1985. Mais, selon la société, ces deux chiffres ne peuvent être comparés compte tenu de plus-values exceptionnelles réalisées au début de 1986 sur des cessions de titres (notamment l'introduction en Bourse des Câbles de Lyon).

A propos de l'accord CGE/ITT (le Monde du 4 novembre), le président de la CGE a estimé que le bénéfice après impôt du nouveau géant des télécommunications serait, en 1987, de l'ordre de 2 % de son chiffre d'affaires (estimé à 12,5 milliards de dollars en 1986) et qu'il devrait «croître sensiblement par la suite». Parmi les «bonnes surprises» enregistrées depuis la signature de l'accord, le 31 juillet dernier, M. Pierre Suard a notamment cité le redressement financier des filiales américaines d'ITT, qui seront «bénéficiaires globalement en 1987».

Confirmant que le calendrier initial serait respecté, il a souligné que l'accord avec ITT permettrait de rééquilibrer les activités de la CGE : les télécommunications (35 % du chiffre d'affaires actuellement) se tailleraient la part du lion avec 60 % du chiffre d'affaires en 1987, le reste venant de l'énergie.

Machine-outil : Matra Manurhin Automatic repris par trois cadres

Epilogue du feuilleton Matra Manurhin Automatic ? La groupe Matra vient d'annoncer que l'entreprise de machine-outil, installée à Mulhouse et employant 175 personnes, sera reprise par trois de ses cadres. Ceux-ci bénéficieront d'un apport de fonds propres par des banques et organismes régionaux ainsi que d'un « gros effort financier » de l'actionnaire (Matra pour 95 %). Selon le groupe de Jean-Luc Legardère, le plan des trois repreneurs « doit préserver la très grande majorité des emplois de la société qui, tout en changeant de dénomination, continuera à utiliser le nom de Manurhin une fois la cession effectivement réalisée, début 1987.

Informatique : Alliance BASF/Siemens sur les compatibles

Les deux géants allemands BASF et Siemens ont décidé de s'allier sur le marché des moyens et gros ordinateurs face au leader mondial, IBM. Une société commune à 50/50 va être créée et dotée d'un capital social de 80 millions de deutschemarks. Elle prendra effet le 1^{er} janvier 1987. BASF conservera ses fabrications de supports magnétiques pour l'informatique. La nouvelle société vendra des ordinateurs fabriqués au Japon par Fujitsu et Hitachi. Elle réalisera en 1987 un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de deutschemarks et emploiera environ 1 000 personnes.

Le marché européen est estimé globalement à 30 milliards de deutschemarks. Sur ce total, IBM se taille la part du lion avec 16 milliards de deutschemarks contre 11,5 milliards de deutschemarks pour les fabricants de systèmes non-compatibles avec les standards IBM, et 2,5 milliards pour les compatibles. Ceux-ci ont un rythme de croissance annuelle de 25 % environ, supérieur à celui d'IBM (16 %).

Veuve Clicquot convoitée par Vuitton

Le maroquinier de luxe Louis Vuitton, qui cherche à se diversifier vers les produits de haut de gamme et de prestige, a lancé, mercredi 5 novembre, une offre publique d'échange sur la totalité des actions de la maison de champagne Veuve Clicquot, qui possède également Canard-Duchêne et les parfums Givenchy. Vuitton proposerait un échange d'actions Veuve Clicquot contre des titres Vuitton à émettre ou des obligations convertibles. Vuitton bénéficie d'une solide réputation financière (la société prévoit un bénéfice de 270 millions de francs en 1988 pour un chiffre d'affaires de 1,7 milliard). Veuve Clicquot, dont la cotation des actions a été suspendue mercredi, a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 1,15 milliard et un bénéfice net de 118 millions de francs.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONDAMNATION DE « MINUTE » POUR DIFFAMATION ENVERS LIONEL JOSPIN

Par arrêt en date du 9 juillet 1986, la 11^e Chambre de la Cour d'appel de Paris, sur citation directe de Lionel JOSPIN, député de Paris, et premier secrétaire du Parti socialiste, a déclaré M. Jean-Claude GOUDEAU, directeur de la publication du journal «MINUTE», coupable du délit de diffamation publique envers un membre de l'Assemblée nationale, en raison des articles publiés dans ce journal daté du 18 au 28 avril 1985 et du 4 au 10 mai 1985. Ces articles contenant des accusations graves de complicité avec les terroristes d'Action Directe portent, de par leur caractère diffamatoire, la preuve de la mauvaise foi de leur auteur.

PAR CES MOTIFS,

Condamne Jean-Claude GOUDEAU à la peine de 10 000 F d'amende.

Condamne Jean-Claude GOUDEAU à verser à M. Lionel JOSPIN la somme de 10 000 F à titre de dommages-intérêts et celle de 6 000 F sur le fondement de l'article 475-1 du C.P.P.

Pour extrait :

M^e Georges KIEJMAN, avocat à la Cour.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONDAMNATION de « NATIONAL HEBDO » POUR DIFFAMATION ENVERS LIONEL JOSPIN

Par Arrêt en date du 9 juillet 1986, la 11^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris, sur citation directe de M. Lionel JOSPIN, Député de Paris et Premier Secrétaire du Parti Socialiste, a déclaré Monsieur GOGUILLOT Roland, Directeur de Publication du journal «NATIONAL HEBDO», coupable du délit de diffamation publique envers un membre de l'Assemblée Nationale, en raison des articles publiés dans ce journal du numéro 44, daté du 19 avril 1985.

Ces articles contenant des accusations graves de complicité avec les terroristes d'Action Directe portent, de par leur caractère diffamatoire, la preuve de la mauvaise foi de leur auteur.

PAR CES MOTIFS

Condamne Monsieur Roland GOGUILLOT à la peine de 8 000 F d'amende.

Condamne Monsieur Roland GOGUILLOT à verser à Monsieur Lionel JOSPIN la somme de 10 000 F à titre de dommages et intérêts et celle de 10 000 F sur le fondement de l'article 475-1 du Code de Procédure Pénale.

Pour Extrait :

M^e Georges KIEJMAN, Avocat à la Cour

Marchés financiers

PARIS, 6 novembre ↓

Coup de froid démocrate

La victoire des démocrates aux élections américaines a jeté un froid jeudi rue Vivienne.

Redoutant un retour au protectionnisme des Etats-Unis, des investisseurs ont jugé prudent d'alléger leurs positions. Dans la matinée, les valeurs françaises avaient déjà en moyenne baissé de 1,47 %. La situation ne devait pas s'améliorer ensuite. A quelques exceptions près, toutes ces valeurs d'origine (Poussot, Desaut, Compagnie Bancaire, Esso, Hachette, Sanofi, Total, Moët, Redoute, CSF) ont dû se replier.

Dans un coin quelconque demandait à un fondé de pouvoir d'une grande charge de lui vendre, à bon prix bien sûr, 2 700 Bouygues. Bref, à la clôture, l'indicateur instantané accusait un repli de 1,6 %. Première constatation : cette baisse s'est opérée dans un marché très creux. Comme le soulignait un professionnel, la Bourse était ces derniers temps en état d'apathie. Le moindre contrariété, et le dérapage devenait inévitable. Dernière observation faite par un spécialiste : « Cette réaction est stupide. La protectionnisme est un argument électoral. Sur le terrain, il en va autrement. »

Mais autour de la corbeille, certains s'interrogeaient sur les problèmes que pourraient poser la tendance inflationniste des démocrates et un changement éventuel d'attitude des investisseurs américains, qui ont fait les beaux jours de la pièce.

Au premier étage, la baisse était également au rendez-vous, mais pas pour la même raison. « Le marché est dans l'attente de l'adjudication de jeudi. En principe, d'après les spécialistes, l'opération ne devrait pas trop mal se dérouler. Mais obligations et MATIF ont été encore lourdes.

La cotation de Veuve Clicquot a été suspendue suite à l'offre déposée par M. Louis Vuitton.

NEW-YORK, 6 novembre ↑

Nouvelle avance

La victoire des démocrates aux élections américaines n'a pas, comme beaucoup le craignaient en Europe, eu d'incidence sur la tenue des cours à Wall Street. Pour la troisième journée consécutive, la hausse a, mercredi, été au rendez-vous. Mais le mouvement ne s'est pas déclenché immédiatement. Sur des ordres de ventes parvenus du Vieux Continent, le marché new-yorkais, assez perplexe, a d'abord baissé. Petit à petit, il a regagné le terrain perdu et même au-delà. A la clôture, l'indice des Industriels revenait un instant à la cote 1 876,55, s'établissant à 1 899,04 (+ 6,61 points). Au plus haut, il s'était élevé à 1 911,14.

Le bilan de la journée a été de la qualité de ce résultat. Sur 2 016 valeurs traitées, 975 ont monté, 629 ont baissé et 412 n'ont pas varié. Autour de Big Bear, les convertibles étaient bon train sur les résultats du scrutin. En résumé, personne ne croyait que le président Reagan allait devenir un « canard boiteux ».

La relative facilité avec laquelle se sont déroulées les deux premières opérations de refinancement du Trésor, d'autre part, donné du tonus au marché obligataire.

Une forte activité a régné, et 183,17 millions de titres ont changé de mains, contre 163,24 millions la veille.

VALEURS	Cours de 4 nov.	Cours de 5 nov.
Alcoa	37	36 5/8
A.T.	2	1 1/2
Banque	51 3/4	48 3/4
Chem. Manhattan	35 7/8	35 5/8
De Paris à New York	37 1/2	37 1/2
Eastern Kodak	62 3/4	63 1/2
Esso	78	78 3/4
Exxon	83 3/8	83 3/4
General Electric	78 1/2	78
General Motors	72 3/8	74 5/8
General	46 1/4	46 1/8
IBM	125 7/8	122 7/8
ITT	54 1/4	54 7/8
Matra	28 1/4	28 1/8
Moët	89 7/8	89 5/8
Sanofi	32 1/8	32 5/8
Schering	35 1/8	35 1/8
U.S. Steel	59 1/4	59 3/8
Union Carbide	21 1/8	22 7/8
U.S. X	28 1/4	28 1/8
Washington	68	68 3/8
Windsor	58	58

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,74 F ↑

A la surprise générale des Européens, qui, après la victoire démocrate aux élections américaines, attendaient un repli du dollar, ce dernier s'est orienté à la hausse. A New-York, les opérateurs étaient plus sensibles à une relative amélioration de la conjoncture qu'aux résultats des élections.

FRANCOFORT	5 nov.	6 nov.
Dollar (en DM)	2,8468	2,8675
TOKYO	5 nov.	6 nov.
Dollar (en yen)	163	163,75

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (6 nov.) 73/8 %
New-York (5 nov.) ... 63/2 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 à 31 déc. 1985)

4 nov. 5 nov.

Valeurs françaises .. 145,6 143,8

Valeurs étrangères .. 118,9 120,9

C^y des agents de change (Base 100 à 31 déc. 1981)

Indice général ... 382,4 376,3

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

4 nov. 5 nov.

Industrielles 1892,43 1899,84

LONDRES

(Indice Financial Times)

4 nov. 5 nov.

Industrielles 1294,3 1296,1

Mines d'or 281,2 280,7

Fonds d'Etat 83,82 83,49

TOKYO

5 nov. 6 nov.

Nikkei 16713,71 16758,35

Indice général ... 1391,13 1395,46

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 novembre

Nombre de contrats : 15 967

COURS	ÉCHÉANCES			
	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier	107,50	108,30	108,20	107,90
Précédent	107,65	108,40	108,35	108,70

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PHILIPS : CHUTE DES PROFITS.

Le géant néerlandais de l'électronique annonce, pour les neuf premiers mois de l'année, une chute de 21,6 % de son bénéfice net, dont le montant revient à 479 millions de florins. Le résultat du troisième trimestre est particulièrement mauvais (12 millions de florins), marquant une baisse de 27,4 % par rapport à celui enregistré en 1985 à pareille époque. La dégradation des marges est d'autant plus nette que les chiffres d'affaires ont beaucoup moins diminué, respectivement de - 9 % et de - 11,6 %.

Il sera difficile dans ces conditions d'attendre cette année le niveau des résultats de 1983 », a déclaré un membre du conseil de direction.

Philippe impute cette chute des profits aux taux de change défavorables, et également à la concurrence accrue des Etats-Unis. Enfin, le recul des ventes au troisième trimestre est attribué aux achats anticipés fait avant le premier semestre en raison du « Mundial ». Touche optimiste cependant : les divisions électronique grand public et composants sont redevenues bénéficiaires.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEIZ MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.	Rep. + en disp.
SE-U	6,745	6,725	+ 65	+ 77	+ 140	+ 165	+ 475	+ 555
5 nov.	4,578	4,679	- 58	- 43	- 105	- 77	- 311	- 240
Yen (100)	163	163,75	+ 95	+ 118	+ 173	+ 197	+ 536	+ 599
DM	2,8468	2,8675	+ 61	+ 75	+ 136	+ 156	+ 432	+ 488
Franc	2,8468	2,8675	+ 40	+ 48	+ 98	+ 102	+ 282	+ 323
FR (100)	15,7284	15,7640	- 32	- 33	- 58	- 58	- 65	- 66
ES	3,9471	3,9122	+ 122	+ 140	+ 215	+ 242	+ 643	+ 714
L (1 000)	4,7291	4,7384	- 118	- 85	- 227	- 196	- 656	- 555
£	9,4338	9,4527	- 306	- 268	- 633	- 556	- 1564	- 1392

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	5	7/8	6	1/8	5	7/8	6	5/8	5	7/8	6
DM	4	1/2	4	3/4	4	1/2	4	5/8	4	11/16	4
FR	1	1/4	1	1/2	1	1/4	1	1/2	1	1/4	1
ES	3	1/4	3	1/2	3	1/4	3	1/2	3	1/4	3
L (1000)	7	1/2	7	1/2	7	1/2	7	1/2	7	1/2	7
£	8	1/4	8	1/4	8	1/4	8	1/4	8	1/4	8
£ Imp.	11	1/4	11	1/4	11	1/4	11	1/4	11	1/4	11
	7	1/8	7	1/2	7	3/8	7	5/8	7	7/8	8

1105

5 NOVEMBRE

Cours relevé
à 17 h 31

[illegible]

—Sur le vif—

A B C D E F G

هكذا من الأهل